

DE LA
PREMIÈRE ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1920

OF THE
FIRST ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1920

20. — 7 DÉCEMBRE 1920.

No. 20. — 7th DECEMBER, 1920.

SOMMAIRE :

| | Pages |
|---|-------|
| Ordre du jour des séances | 161 |
| Quatorzième séance plénière de l'Assemblée . . . | 162 |
| Nouveaux télégrammes relatifs à l'Arménie . . . | 166 |
| Liste des documents distribués à l'Hôtel des Délégations les 5 et 6 décembre 1920 | 168 |

CONTENTS :

| | Page |
|--|------|
| I. Programme of Meetings | 161 |
| II. The Fourteenth Plenary Meeting of the Assembly . . | 162 |
| III. Further Telegrams relating to Armenia | 166 |
| IV. List of Documents distributed at the Hôtel des Délégations on December 5th and 6th, 1920 | 168 |

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui (Mardi), à 10 h. 30 du matin.

Ordre du jour :

1. Proposition présentée par la Délégation suisse en faveur des enfants dans les pays éprouvés par la guerre.
2. Typhus en Pologne.
3. Rapport de la Commission N° 2 sur les organisations techniques de la Société.

Voici les séances des Commissions pour aujourd'hui :

Bureau de l'Assemblée. 6 h. après-midi, Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 1. M. Balfour, Président. 4 h. après-midi, Salon 12, Hôtel National.

Commission N° 3 (Sous-Commission). 4 h. après-midi, Hôtel National.

Commission N° 4. S. E. M. Quinones de León, Président. 3 h. 30 après-midi, Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 6. M. Branting, Président. 3 h. après-midi, Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

Cette séance sera ouverte à tous les délégués et à la presse

Mercredi 8 décembre :

Commission N° 6 (A). 3 h. après-midi, Hôtel National.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a Plenary Meeting of the Assembly to-day (Tuesday) at 10.30 a.m.

The agenda is as follows :

1. Motion by the Swiss Delegation on behalf of the children in countries affected by the war.
2. Typhus in Poland.
3. Report of Committee No. 2 on the Technical Organisations of the League.

The Committee meetings for to-day are as follows :

General Committee of the Assembly. 6 p.m., Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 1. Mr. Balfour, Chairman; 4 p.m., Room 12, Hôtel National.

Committee No. 3 (Sub-Committee.) 4 p.m., Hôtel National.

Committee No. 4. H. E. M. Quinones de León, Chairman; 3.30 p.m., Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 6. M. Branting, Chairman; 3 p.m., Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

This Session will be open to all delegates and to the Press.

Wednesday, December 8th.

Committee No. 6 (A). 3 p.m., Hôtel National.

QUATORZIÈME SÉANCE
DE L'ASSEMBLÉE

Salle de la Réformation, lundi 6 décembre 1920,
à dix heures et demie du matin.

*Communication par le Président d'une lettre de M. Pueyrredon,
de la Délégation argentine.*

Le PRÉSIDENT communique à l'Assemblée une lettre qu'il a reçue du Président de la Délégation argentine, dans laquelle celle-ci expose la nécessité absolue de discuter maintenant les amendements au Pacte dont l'Assemblée a décidé de retarder l'examen jusqu'à sa prochaine session. La Délégation argentine voit dans la Société la mise en œuvre d'un nouvel instrument de paix, et si elle a proposé des modifications au Pacte, c'est avec l'espoir de contribuer au perfectionnement de la charte instituant la Société. A cet effet plusieurs amendements ont été publiés et lus à l'Assemblée, le 17 novembre. Il y a deux sortes d'amendements: ceux qui sont susceptibles de changer les rapports existant entre le Pacte et le traité de Versailles, et les autres, qui tendent à modifier le Pacte lui-même dans le but d'abolir les guerres et d'assurer d'une façon pratique la solidarité et l'égalité entre Etats. C'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent les amendements proposés par la République Argentine. Ils proposaient entre autres l'admission de tous les Etats souverains dans la Société, l'acceptation des petits Etats sans voix délibérative, l'élection des membres du Conseil suivant une méthode démocratique et le règlement obligatoire des différends par les Cours d'arbitrage et de justice. C'est surtout sur ces points que les gouvernements et les hommes fixent leurs regards.

La Délégation argentine consentirait bien à l'ajournement de questions d'importance secondaire, mais elle considère que ces amendements sont d'une importance vitale et que leur examen ne doit pas être retardé. C'est l'avis qu'elle a émis aussi bien à l'Assemblée que dans les commissions. En envoyant une délégation à l'Assemblée, le Gouvernement de l'Argentine avait pour but principal de coopérer à l'élaboration de la charte de la Société en apportant au Pacte certaines modifications, dans lesquelles on espérait incorporer les idéals et les principes que l'Argentine a toujours soutenus dans les affaires internationales. Puisqu'il a été décidé de remettre à plus tard les modifications au Pacte, M. Pueyrredon désire informer l'Assemblée, suivant les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, que la Délégation argentine considère sa mission comme terminée.

Le PRÉSIDENT donne alors lecture de la réponse suivante qu'il a adressée à M. Pueyrredon:

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre qu'Elle m'a remise samedi, par laquelle Elle m'a fait savoir que la Délégation argentine considère sa mission comme terminée, et cesse sa collaboration à l'Assemblée.

Je suis sûr d'interpréter les sentiments de l'Assemblée en vous disant tout le regret que cette résolution nous cause.

Conformément à votre désir, je communique votre lettre à l'Assemblée.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) regrette infiniment la décision prise par la République Argentine, et principalement le départ de M. Pueyrredon que l'on considérerait comme un très précieux collaborateur. Il est persuadé que si la Délégation argentine était restée, on aurait eu l'occasion de discuter ses amendements, et, après cette discussion, l'Assemblée aurait été en mesure de se décider quant à leur valeur et leur opportunité.

L'orateur ne doute pas que l'Assemblée ait beaucoup de sympathie pour les principes généraux que contiennent ces amendements. Cependant il doit ajouter que si tous les membres de l'Assemblée adoptaient l'attitude de la Délégation argentine, aucun travail ne serait possible. Aucune assemblée ne pourrait fonctionner, aucune assemblée ne pourrait accomplir sa tâche si l'auteur d'une résolution se retirait, simplement parce que la proposition a été repoussée ou ajournée. Les membres des Délégations scandinaves ont sagement décidé de prêter leur con-

Held

Decem

*Communication by the President of a letter from
of the Argentine Delegation.*

The PRESIDENT communicated to the Assembly a letter received from the President of the Argentine Delegation.

The Argentine Delegation in this letter expresses a belief that the discussion of amendments to the Covenant, which the Assembly has decided to postpone until the next Assembly is imperative at the present moment. The Argentine Delegation sees in the League the forging of a new instrument for peace, and in proposing amendments to the Covenant it hoped to co-operate in framing the constituent Charter of the League. A series of amendments with this object in view were published and read to the Assembly on November 17. There are two kinds of amendments, those which might affect the relations between the Covenant and the Treaty of Versailles, and those intended to modify the Covenant itself, with the object of ensuring the abolition of war and practical equality and equality between States. The amendments proposed by the Argentine Republic belong entirely to the latter category. They contain proposals for the admission of sovereign States to the League, the admission of States without the right of voting, the constitution of the Council by election on democratic lines, and the obligation of settling disputes by the Courts of Arbitration and Conciliation, especially towards these points that the eyes of the world and men are directed.

The Argentine Delegation would consent to the postponement of a question of secondary importance, but it considers these amendments as vital and admitting of no delay. The Argentine Delegation has upheld this view both in the Assembly and in the Committees. The chief aim of the Argentine Government in sending the Argentine Delegation to the Assembly was to co-operate in framing the Charter of the League by means of amendments to the Covenant in which it was hoped that the ideals and principles which Argentina has always upheld in international affairs might be embodied. Since the amending of the Covenant has been postponed, M. Pueyrredon desires to inform the Assembly, in accordance with the instructions of his Government, that the mission of the Argentine Delegation is concluded.

The President then read the following letter in reply to that he had received from M. Pueyrredon:

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt from Your Excellency of the letter you handed me on Saturday, in which you inform me that the Argentine Delegation considers its mission at an end, and has ceased to collaborate with the Assembly.

I am sure that I am voicing the opinion of the Assembly when I express to you the deep regret which we feel at this resolution.

In accordance with your request I shall communicate your letter to the Assembly.

Lord ROBERT CECIL (South Africa) said that he very much regretted this decision of Argentina, and particularly the withdrawal of M. Pueyrredon, who had been a very valuable colleague. He felt sure that, had the Argentine Delegation remained, they would have had a full opportunity of discussing these amendments, and after that discussion the whole Assembly would have been able to decide as to their value and timeliness. He had no doubt that the Assembly had great sympathy with the general principles of those amendments. He was bound to add, however, that if every Member of the Assembly were to take the line which the Argentine Delegation had taken, no progress would ever be made. No Assembly could exist, no Assembly could perform its duty, if, because some decision as to the procedure on a particular resolution was arrived at, the author of that resolution withdrew his assistance. The members of the Scandinavian Delegations had wisely decided to co-operate in the decision of the Assembly even though the

cours à l'Assemblée, bien que cette décision ait eu pour effet de différer l'adoption de leurs propositions.

L'attitude de l'Assemblée n'a pas changé et quelles que soient les critiques, la Société continuera à faire son devoir. Il n'est douteux pour personne qu'un réel esprit international règne dans l'Assemblée et qu'elle est animée du plus grand désir d'atteindre le but élevé en vue duquel elle s'est réunie. Lord Robert Cecil a plus que jamais confiance dans l'avenir de la Société. Nul ne peut douter que les vieilles méthodes de diplomatie sont mortes. La nouvelle diplomatie est basée non plus sur les rapports de gouvernement à gouvernement, mais sur ceux de peuple à peuple.

Motion de M. Motta en faveur des enfants des pays éprouvés par la guerre.

Le PRÉSIDENT dit que la discussion de la motion de M. Motta relative aux enfants des pays éprouvés par la guerre a, d'accord avec M. Motta, été ajournée à la séance prochaine.

Amendements au Pacte proposés par les Délégations argentine et canadienne.

Le PRÉSIDENT lit de nouveau les propositions des Délégations argentine et canadienne.

Voici la proposition de la Délégation argentine :

« Que tous les Etats souverains reconnus par la communauté internationale soient admis à faire partie de la Société des Nations, de telle façon que leur non-incorporation soit le résultat d'une décision volontaire de leur part ».

Voici l'amendement proposé par la Délégation canadienne :

« Que l'article 10 du Pacte de la Société des Nations soit et qu'il est par la présente éliminé ».

M. BRANTING (Suède) suggère que l'Assemblée suive à l'égard de ces propositions la même procédure qu'elle a suivie à l'égard des propositions scandinaves, c'est-à-dire qu'elle les renvoie à une commission qui présentera un rapport à la prochaine session de l'Assemblée.

M. DOHERTY (Canada) estime que la proposition canadienne n'est pas tout à fait semblable aux autres et qu'on ne devrait pas la traiter de la même manière. Il espérait qu'on l'aurait soumise à la Commission No 2 de l'Assemblée. Toutefois, il croit comprendre que le Bureau de direction est unanime à en recommander l'ajournement. Dans ces circonstances, la Délégation canadienne ne peut faire autrement que de se soumettre à ce qui a été jugé comme étant la procédure la plus appropriée. Le projet d'amendement proposé par la Délégation canadienne n'est pas le fruit d'une réflexion tardive de sa part, mais il représente bien les vues que le Canada a exposées et essayé de faire adopter au moment de la rédaction du Pacte.

Le PRÉSIDENT annonce que les deux projets d'amendement déposés par les Délégations de l'Argentine et du Canada doivent être renvoyés à la Commission qui sera nommée par l'Assemblée.

Dépôt du rapport de la Commission No. 1 sur les relations entre le Conseil et l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT prie le Président et les Rapporteurs de la Commission No 1 de vouloir bien présenter leurs conclusions sur les relations entre le Conseil et l'Assemblée.

M. BALFOUR (Grande-Bretagne) annonce que le rapport de la Commission No 1 sur les relations entre le Conseil et l'Assemblée (voir le résumé dans le No 18 du Journal) a été adopté par la Commission No 1 en séance plénière et sans aucune discussion.

M. SPALAIKOVITCH (Etat Serbe-Croate-Slovène) recommande d'insister dans le rapport sur le droit que possède l'Assemblée, suivant les termes de l'article IV du Pacte, d'augmenter le nombre des membres du Conseil.

M. VIVIANI (France) accepte cette recommandation et ajoute qu'il suffira d'indiquer entre parenthèses l'article du Pacte auquel il est fait allusion.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) est heureux que le rapport de la Commission No 1 émette le principe suivant lequel les représentants des différents pays, soit au Conseil soit à l'Assemblée, parlent au nom de leur Gouvernement, à moins de déduction ou de déclaration à l'effet contraire.

effect of doing so had been to postpone the adoption of the proposals which they had advocated.

The attitude of the Assembly was unchanged, and whatever criticism might be raised, the League would continue to discharge its duties. He thought that everyone was conscious that a real international spirit was pervading the Assembly, and that the greatest desire prevailed to carry out the high purpose for which it had been called together. He had himself an increased faith in the future of the League. No one could doubt that the old methods of diplomacy were dead. The new diplomacy was not between Government and Government, but between people and people.

Motion of M. Motta on behalf of children suffering from the War.

The PRESIDENT said that the discussion of the motion of M. Motta relating to intervention on behalf of children in countries affected by the war, had, by agreement with M. Motta, been deferred until the next meeting.

Amendments to the Covenant proposed by the Argentine and Canadian Delegations.

The PRESIDENT read again the proposals of the Argentine and Canadian Delegations.

The proposal of the Argentine Delegation was as follows:

“That all Sovereign States recognised by the Community of Nations be admitted to join the League of Nations in such a manner that if they do not become Members of the League, this can only be the result of a voluntary decision on their part.”

The Amendment proposed by the Canadian Delegation was as follows:—

“That Article 10 of the Covenant of the League of Nations be and is hereby struck out.”

M. BRANTING (Sweden) suggested that the Assembly should treat these proposals in the same way as it had treated the proposal made by the Scandinavian Delegations, namely, refer them to a Committee, in order that they might be considered at the next meeting of the Assembly.

Mr. DOHERTY (Canada) did not think that the Canadian proposal, which was not really analogous to the other proposals, should be treated in this way. He had hoped that the Canadian proposal might be referred to Committee No. 2 of the Assembly. He understood, however, that the opinion of the Officers of the Assembly was that the Amendments should be postponed. In that case there was only one course open to the Canadian Delegation, which was to submit to the procedure which was considered to be best. The Amendment was not the result of any after-thought on the part of Canada, but represented a view which Canada had entertained at the time when the Covenant was under discussion, and which she had then endeavoured to get adopted.

The PRESIDENT declared that the two Amendments proposed by the Argentine and Canadian Delegations should be referred to the Committee to be appointed by the Assembly.

Relations between the Council and the Assembly: Report of Committee No. 1.

The PRESIDENT asked the Chairman and Rapporteur of Committee No. 1 to address the Assembly on the relations between the Council and the Assembly.

Mr. BALFOUR (Great Britain) said that the Report of Committee No. 1 on the relations between the Council and the Assembly (for a summary of this Report see *Journal* No. 18) had been adopted by the Plenary Committee No. 1 without debate.

M. SPALAIKOVITCH (Serb-Croat-Slovene State) suggested that it would be well to insist in this Report on the right of the Council as established by paragraph 2 of Article 4 of the Covenant to name additional Members to sit on the Council.

M. VIVIANI (France) said he accepted this suggestion. It would be sufficient to indicate the relevant paragraph of the Covenant in parenthesis.

Lord ROBERT CECIL (South Africa) welcomed the fact that the Report of Committee No. 1 laid down that the representatives of any country, either on the Council or the Assembly, spoke on behalf of their Governments, except in those cases where reference to their Governments was either directly or inferentially reserved.

Il a le sentiment que les faits conduiront de plus en plus à considérer le Conseil comme le pouvoir exécutif de la Société et qu'il doit être traité comme un pouvoir exécutif responsable devant l'Assemblée, sinon en ce qui concerne les décisions qu'il prend, du moins en ce qui concerne les critiques qu'elles soulèvent.

Lord ROBERT CECIL commente ensuite le paragraphe du rapport d'après lequel aucun des deux organes ne doit être compétent pour reviser une décision prise par l'autre dans les cas qui lui sont expressément réservés par le Pacte. Il est important d'établir clairement que toute question, qu'elle doive être tranchée par le Conseil ou par l'Assemblée, pourra, si elle entre dans la compétence de la Société, être examinée et discutée par l'Assemblée. A son avis, rien n'est exclu de la compétence générale de l'Assemblée. Il demande l'adjonction de la phrase suivante: «Les deux organes peuvent discuter et examiner toute question qui rentre dans la sphère de la compétence générale de la Société.»

Il ne croit pas que la Délégation sud-africaine puisse adopter le rapport à moins que l'on ne veuille insérer quelques mots dans le sens indiqué.

M. VIVIANI (France) dit que si l'amendement de Lord Robert Cecil a pour but de garantir à l'Assemblée le droit de discuter toutes les questions dont s'occupe le Conseil, il est entièrement d'accord avec cette proposition. L'Assemblée a le droit de critiquer toutes les décisions du Conseil. Il ne pense pas toutefois que l'Assemblée doive procéder à l'examen des questions dont le Conseil a déjà été saisi, autrement des conflits seront inévitables.

Le droit qu'a l'Assemblée de discuter et de critiquer les décisions du Conseil est assuré par la présentation qui est faite chaque année à l'Assemblée d'un rapport sur les travaux du Conseil.

M. Balfour a proposé à St-Sébastien que des commissions mixtes du Conseil et de l'Assemblée soient chargées de déterminer la compétence du Conseil dans les questions qui appartiennent à la sphère d'activité des deux organes. S'il paraît désirable de compléter la définition de leur compétence mutuelle, on pourra recourir à ces commissions. En attendant il propose que le rapport de la Commission N° 1 soit accepté dans sa forme actuelle.

Sir WILLIAM MEYER (Indes) fait remarquer que le rapport ne dit rien de la question très importante du contrôle financier et demande instamment qu'il soit établi que l'Assemblée sera absolument compétente dans cette question. Il y aurait une autre addition à faire au rapport. Elle consiste, dans le cas où une question qui est de la compétence du Conseil est renvoyée par le Conseil à l'Assemblée, à donner à celle-ci le droit de suggérer les modifications nécessaires au projet soumis par le Conseil. Le fait que le Conseil a renvoyé une question à l'Assemblée devrait donner à l'Assemblée une compétence absolue, même si aux termes du Pacte le Conseil seul est compétent.

L'Hon. M. ROWELL (Canada) fait remarquer que le droit qu'a l'Assemblée de contrôler les finances est assuré par le règlement intérieur de l'Assemblée.

Quant à la seconde proposition de Sir William Meyer, M. Rowell dit que la Commission N° 1 n'a pas cru pouvoir transférer à l'Assemblée l'autorité dont le Conseil a la jouissance exclusive. La Commission s'est efforcée d'interpréter le Pacte et non de le modifier.

La Commission a pensé que si elle présentait un rapport étendant les pouvoirs et les attributions soit du Conseil, soit de l'Assemblée, il ne pourrait pas être adopté, car l'Assemblée serait dans l'impossibilité de tomber d'accord. La Commission a cru préférable d'interpréter tout simplement le Pacte et de laisser au tact, au bon sens et à l'esprit de coopération des représentants la solution des cas où les attributions des deux organes sont contradictoires.

M. POLITIS (Grèce) fait remarquer que partout où il est question de l'Assemblée et du Conseil dans le Pacte, l'Assemblée est invariablement nommée la première et que celle-ci doit certainement avoir plus d'autorité que le Conseil. Il admet très bien que, en temps ordinaire, l'initiative appartient au Conseil, lorsqu'il s'agit de questions entrant dans la compétence générale de la Société. Mais on devrait agir différemment pendant les sessions de l'Assemblée. A ce moment-là, le Conseil ne devrait pas prendre l'initiative dans les cas relevant de la compétence commune aux deux organes, sans les avoir préalablement soumis à l'Assemblée.

He added that, although agreeing with everything that was said concerning the actual relations between the two bodies, he felt that events would lead more and more to the recognition of the fact that the Council was the chief executive body in the League, and must be treated as an executive body responsible, not in so far as its decisions, but at any rate in so far as its criticisms, were concerned, to the full body of the Assembly.

Lord Robert Cecil commented on the paragraph of the Report laying down that neither body should be competent to review a decision in a matter expressly committed by the Covenant to the other body. It was important to make it quite clear that every matter, whether left to the decision of the Council or otherwise, which lay within the competence of the League, might be investigated and discussed in the Assembly. In his view, nothing was excluded from the general competence of the Assembly. He asked that the following phrase should be added: "That either body may discuss and investigate any matter which is within the general competence of the League."

He did not think that the South African Delegation could accept the Report unless some words to that effect were inserted.

M. VIVIANI (France) said that, if it were the object of Lord Robert Cecil's amendment to secure for the Assembly the right to discuss all the matters dealt with by the Council, he entirely agreed with it. The Assembly had the right to criticise any action of the Council. He did not, however, think that the Assembly should undertake the investigation of questions which had already come before the Council, or conflict would inevitably ensue. The right of the Assembly to discuss and criticise the actions of the Council was secured to it by the presentation to the Assembly of an annual report on the work of the Council.

Mr. Balfour at San Sebastian had proposed that mixed Committees of the Council and the Assembly should be nominated to determine the relative competence of the Council on questions which lay within the sphere of action of both bodies. If further definition of the respective competence of the two bodies were desired, resort might be had to this means. Meanwhile he proposed that the Report of Committee No. 1 should be adopted in its present form.

Sir WILLIAM MEYER (India) pointed out that the Report was silent on the very important question of financial control, and pressed for a statement that the Assembly was fully competent to assume control in matters of finance. He would also like to see a provision inserted to the effect that where a subject in which the Council was competent had been referred by the Council to the Assembly, the latter body thereby obtained the competence to suggest, if necessary, any alterations in the proposals thus brought to its notice. The fact that the Council put a matter before the Assembly should give the Assembly full competence to deal with it even though under the Covenant the Council alone was competent.

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) pointed out that the right of the Assembly to control finance was already secured by the Rules of Procedure of the Assembly.

In regard to the second proposal of Sir William Meyer, Mr. Rowell said that Committee No. 1 had not felt itself competent to transfer to the Assembly authority exclusively vested in the Council. The Committee had endeavoured to interpret, and not to modify, the Covenant. If it had presented a Report magnifying either the powers and duties of the Assembly or of the Council, the Report would not have been adopted because the Assembly would not have been able to agree. The Committee had thought it wiser merely to interpret the Covenant, and to leave the solution of cases where the competence of the two bodies overlapped to their tact, common-sense, and desire to co-operate.

M. POLITIS (Greece) pointed out that, wherever in the Covenant the Assembly and the Council were named, the Assembly was invariably named first. The Assembly clearly represented the greater authority. Though he agreed that the Council should take the initiative in matters belonging to the general competence of the League at all ordinary times, a different policy should be followed when the Assembly was in session. The Council should not at such a time take the initiative in dealing with any question belonging to the common competence of the two bodies without previous reference to the Assembly.

C'est pourquoi il propose l'amendement suivant:

« Au cours des sessions de l'Assemblée, le Conseil ne commencera pas l'examen d'une affaire rentrant dans la compétence générale des deux organes de la Société sans en référer au préalable à l'Assemblée. »

M. POLITIS recommande aussi de biffer le mot « exclusive » dans le paragraphe du rapport où il est déclaré que l'Assemblée « n'a aucun pouvoir de renverser ou de modifier une décision qui relève de la compétence exclusive du Conseil. »

Sir SAIYID ALI IMAM (Indes) dit qu'il désire confirmer les objections présentées par son collègue Sir William Meyer, concernant le contrôle financier à être exercé par l'Assemblée et la compétence de cette dernière, lorsque le Conseil a soumis une question à son examen. Sir William Meyer a suggéré que, dans ces cas-là, l'Assemblée peut être considérée comme ayant la compétence voulue pour recommander des modifications à tout projet qu'a pu lui soumettre le Conseil. Cette proposition n'entraîne aucune modification au Pacte, et il l'appuie très énergiquement.

Sir SAIYID ALI IMAM ajoute que si les droits de l'Assemblée n'étaient pas maintenus cela créerait une très mauvaise impression parmi les peuples d'Orient.

M. VIVIANI (France) considère que la proposition de M. Politis n'est pas sans offrir de danger. M. Politis déclare que lorsque l'Assemblée est en session, c'est elle qui est l'autorité supérieure, et que le Conseil ne doit pas prendre l'initiative d'une question relevant de la compétence de la Société sans en référer préalablement à l'Assemblée. Ceci aura pour effet de prolonger les débats et de retarder des décisions importantes.

M. Viviani fait remarquer que, d'après l'article 15, le Conseil paraît être l'autorité supérieure. Cet article dit que le Conseil pourra soumettre un différend à l'Assemblée, mais il n'oblige pas le Conseil à le faire. De plus l'article implique que le différend en question aura déjà été étudié par le Conseil avant d'être présenté à l'Assemblée. Par conséquent la proposition de M. Politis semble impliquer virtuellement un amendement au Pacte et M. Viviani s'adresse à l'esprit de sagesse de M. Politis pour lui demander de bien vouloir retirer sa proposition.

M. POLITIS (Grèce) accède à cette demande.

L'hon. M. ROWELL (Canada) répond aux recommandations faites par Sir Saiyid Ali Imam et Sir William Meyer.

M. Rowell est bien d'avis que lorsque le Conseil communique une question à l'Assemblée, celle-ci a parfaitement le droit de suggérer ce qui lui paraît être la meilleure et la plus sage conduite à suivre, et le Conseil ferait preuve de bonne politique en donnant suite à ses recommandations. Comme la Commission a décidé de ne pas définir d'une façon précise les attributions respectives du Conseil et de l'Assemblée, il vaudrait peut-être mieux ne pas insister pour la mise aux voix de cette proposition.

Sir William MEYER (Indes) se déclare prêt à retirer sa motion, à la condition que les explications de M. Rowell soient inscrites au Procès-Verbal.

M. BALFOUR (Grande-Bretagne) rappelle à l'Assemblée l'amendement qui a été présenté par Lord Robert Cecil. Il propose de substituer le mot « examiner » au mot anglais « investigate » car le mot « étudier » qui est la traduction en français du mot « investigate » va plus loin qu'il ne semble désirable dans la circonstance.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) accepte la modification.

Le PRÉSIDENT déclare qu'il y a maintenant trois projets d'amendements devant l'Assemblée: le premier, déposé par M. Spalaikovitch consiste à ajouter au paragraphe du rapport sur les affaires relevant spécialement de la compétence du Conseil un renvoi à l'article IV du Pacte; le deuxième, déposé par lord Robert Cecil est conçu en ces termes: « Que l'un ou l'autre des deux organes puisse discuter ou examiner toute question entrant dans la compétence de la Société. »

Les deux amendements sont adoptés.

Le troisième projet d'amendement déposé par M. Politis tend à supprimer le mot « exclusive » dans la disposition qui déclare que l'Assemblée n'aura pas le droit de modifier une décision relevant de la compétence « exclusive » du Conseil.

Le PRÉSIDENT demande s'il y a quelque opposition à cette troisième modification.

L'hon. M. ROWELL (Canada) dit que la délégation canadienne

He therefore proposed the following amendment:

“That during the Session of the Assembly the Council should not begin to deal with any matter belonging to the common competence of the two bodies without first referring the matter to the Assembly.”

M. Politis further suggested that the word “exclusive” should be omitted from the paragraph of the Report in which it was stated that the Assembly had no power to reverse or modify a decision falling “within the exclusive competence of the Council.”

Sir SAIYID ALI IMAM (India) said he wished to emphasize the two points raised by his colleague Sir William Meyer, namely, financial control and the competence of the Assembly in cases where the Council has referred a matter to its consideration. Sir William Meyer had suggested that the Assembly should be regarded as competent in such cases to suggest alterations in any scheme suggested by the Council. This proposal did not involve any amendment to the Covenant. He desired to support the proposal strongly.

Sir Saiyid Ali Imam added that a very undesirable impression would be created in the minds of people living in the East if the rights of the Assembly were not maintained.

M. VIVIANI (France) said he thought the proposal of M. Politis was not without danger. M. Politis contended that when the Assembly was in session it was the superior authority, and that the Council should not start to deal with any matter within the competence of the League without previously referring it to the Assembly. This would inevitably lead to the lengthening of the discussions of the Assembly and the postponement of important decisions.

M. Viviani pointed out that under Article 15 the Council appeared to be the superior authority. This Article laid down that the Council might refer a dispute to the Assembly. It did not lay down that the Council was obliged to do so. The Article moreover implied that the dispute in question had been considered by the Council before coming before the Assembly. The proposal of M. Politis therefore seemed to entail a virtual amendment to the Covenant. He appealed to the political wisdom of M. Politis and asked him to abandon his amendment.

M. POLITIS (Greece) complied with this request.

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) then referred to the suggestion which had been put forward by Sir Saiyid Ali Imam and Sir William Meyer. Mr. Rowell quite agreed that, if the Council submitted a matter to the Assembly, the Assembly had a perfect right to suggest whatever in its judgment was the wise course to take, and that as a matter of sound public policy, the Council should act upon it. As they had decided not to define precisely the respective duties of the Council and the Assembly, it would perhaps be better not to press this proposal to a vote.

Sir WILLIAM MEYER (India) said he was prepared to withdraw his proposal on the understanding that Mr. Rowell's explanation was recorded.

Mr. BALFOUR (Great Britain) reminded the Assembly of the amendment moved by Lord Robert Cecil. He proposed that the word “examine” should be substituted for the word “investigate” as the word “investigate,” translated into the French “étudier” was a stronger term than seemed desirable in the circumstances.

Lord ROBERT CECIL (South Africa) said he was quite ready to accept this suggestion.

The PRESIDENT said that three amendments were before the Assembly. The first amendment, moved by M. Spalaikovitch, consisted in adding a reference, paragraph 2, Article 4 of the Covenant to the paragraph of the Report on the matters with which the Council was specially competent to deal.

The second was an amendment moved by Lord Robert Cecil, and was to the following effect:

“That either body may discuss or examine any matter which is within the competence of the League.”

These two amendments were accepted.

There was a further amendment, moved by M. Politis, for the suppression of the word “exclusive” from the provision declaring that the Assembly had no power to modify a decision coming within the exclusive competence of the Council.

The PRESIDENT asked whether there was any objection to this third amendment.

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) said that the Canadian

insiste beaucoup sur ce point. Le mot « exclusive » n'a été inséré dans le texte original qu'après un très sérieux examen.

M. DOHERTY (Canada) déclare que, en supprimant le mot « exclusive », l'Assemblée sera privée du droit de renverser ou de modifier les décisions relevant de la compétence du Conseil, et que, lorsqu'il s'agira d'une question dans laquelle les deux organes seront compétents, l'Assemblée pourra se trouver impuissante devant la décision préalablement prise par le Conseil.

M. VIVIANI (France) prétend que le fait d'accorder à un organe le droit de modifier les décisions qui auront été préalablement prises par l'autre créera une grande confusion.

Ceci tendra à une dualité de pouvoir dont l'Assemblée aura encore plus à souffrir que le Conseil.

M. MOTTA (Suisse) n'est pas d'accord avec M. Viviani. En supprimant le mot « exclusive », on affirme que l'Assemblée n'a pas le droit de modifier une décision prise par le Conseil même si le Conseil lui en a donné le pouvoir. La question devrait rester en suspens et être réglée à l'aimable par les deux organes.

Le PRÉSIDENT recommande à l'Assemblée d'adopter le rapport de la Commission N° 1, laissant au Président et aux Rapporteurs de la Commission le soin de régler le point en litige dans un entretien amical.

La proposition du Président est adoptée.

III. NOUVEAUX TÉLÉGRAMMES RELATIFS A L'ARMÉNIE.

1. Télégramme du Premier Ministre d'Australie.

Melbourne, le 3 décembre 1920.

A M. Hymans, Président du Conseil de la Société des Nations, Genève.

Reçu votre télégramme du 26 novembre au sujet de la résolution relative à l'Arménie. Serai heureux de savoir par quelles méthodes on se propose de mettre un terme aux horreurs dont il est parlé et quelles sont les mesures que l'on désire voir prendre par l'Australie.

HUGHES.

2. Télégramme du Gouvernement de Haïti.

Port-au-Prince, 3 décembre 1920.

Au Président Conseil Société des Nations, Genève.

Profondément sensible au présent appel du Conseil de la Société des Nations, le Gouvernement haïtien regrette vivement de n'être pas en situation de s'associer autrement que moralement à toute intervention de nature à mettre fin aux hostilités dont l'Arménie est le théâtre, mais partageant la généreuse émotion de l'Assemblée de Genève en présence d'une si horrible tragédie, il forme de tout son cœur des vœux ardents pour qu'un ou plusieurs Membres de la Société assument cette mission humanitaire.

BARAU.

3. Télégramme du Gouvernement du Nicaragua au Président du Conseil de la Société des Nations, Genève.

Le Nicaragua accepte la résolution de la Société des Nations en vue de mettre un terme à la tragédie arménienne.... (Texte défectueux).

HUMBERTO-PASOS DIAZ,
Ministre des Affaires étrangères
du Nicaragua.

4. Télégramme du Gouvernement de Panama au Président du Conseil de la Société des Nations, Genève.

Le Gouvernement de Panama, inspiré par le même esprit humanitaire qui a dicté la résolution du Conseil de la Société relativement à la situation tragique de l'Arménie, consent avec joie à prêter son concours, et, à cet effet, à contribuer effectivement aux frais d'une expédition qui pourra être envoyée par la Société, à condition que les autres Etats, membres de la Société, contribuent dans la même mesure, et que les dépenses soient réparties proportionnellement à la population des Etats qui contribueront.

Ministre des Affaires étrangères.

Delegation felt very strongly on this point. The word "exclusive" had been included in the original draft after careful consideration.

Mr. DOHERTY (Canada) said that by striking out the word "exclusive" the Assembly would be deprived of any power to reverse or modify a decision falling within the competence of the Council, and that, in a matter in which jurisdiction is conferred upon both these bodies, the Assembly might find itself impotent if the Council had acted first.

M. VIVIANI (France) contended that it would lead to great confusion if one body had the right to modify decisions which had been previously taken by the other. This would lead to a duality of powers, which would be even more to the detriment of the Assembly than of the Council.

M. MOTTA (Switzerland) said he could not agree with M. Viviani. By striking out the word "exclusive" they would be asserting that the Assembly had no power to modify a decision of the Council even when the Council gave it that power. Such questions should remain open, and be settled by an agreement between the two bodies.

The PRESIDENT suggested that the Assembly should adopt the report of Committee No. 1, reserving the contested point for settlement by friendly discussion with the President and Rapporteurs of the Committee.

The proposal of the President was adopted.

III. FURTHER TELEGRAMS RELATING TO ARMENIA.

1. Telegram from the Prime Minister of Australia.

Melbourne, 3rd December, 1920.

To HYMANS, President of the Council, League of Nations, Geneva.

Your telegram of 26th November resolution re Armenia received. Will be glad to be advised as to methods by which it is proposed to put a stop to the horrors referred to and the nature of action desired on part of Commonwealth.

HUGHES.

2. Telegram from the Government of Haiti.

Port-au-Prince, 3rd December, 1920.

To President of the Council of the League of Nations, Geneva.

Profoundly sensible to the present appeal of the Council of the League of Nations, the Government of Haiti very deeply regrets that it is not in a position to associate itself otherwise than in spirit with any intervention of such a nature as to put an end to the hostilities of which Armenia is the theatre. But sharing the feeling of the Assembly at Geneva in the presence of so horrible a tragedy it desires with all its heart that one or more Members of the League should undertake this humanitarian task.

BARAU.

3. Telegram from the Government of Nicaragua to the President of the Council of the League of Nations, Geneva.

Nicaragua accepts the resolution of the League of Nations with a view to putting an end to the Armenian tragedy.... (Text defective).

HUMBERTO PASOS, DIAZ,
Minister for Foreign Affairs,
Nicaragua.

4. Telegram from the Government of Panama to the President of the Council of the League of Nations, Geneva.

The Government of Panama, moved by the spirit of humanity which dictated the resolution of the Council of the League of Nations relating to the tragic situation of Armenia, joyfully consents to co-operate, and to that end to contribute effectively to the costs of any expedition which may be sent on account of the League on condition that other States Members of the League of Nations contribute equally, and that the costs are distributed in proportion to the population of the contributing States.

Minister for Foreign Affairs.

5. *Télégramme du Ministre suédois des Affaires étrangères à S.E.M. Hymans, Président de la Société des Nations, Genève.*

En réponse au télégramme du Conseil de la Société des Nations en date du 21 novembre, le Gouvernement suédois a l'honneur de communiquer ce qui suit:

Le Gouvernement suédois prend l'intérêt le plus sympathique à la question d'assurer la sécurité de l'Arménie et se réjouira de toute mesure susceptible d'adoucir les souffrances de la nation arménienne qui ont causé en Suède une émotion profonde. En raison toutefois de l'éloignement du pays et du caractère complexe et grave du problème arménien, le Gouvernement suédois, quoique pleinement pénétré de la haute importance humanitaire du but visé, a le regret de ne pouvoir accepter la mission envisagée dans le télégramme du Conseil. L'offre si généreuse du Président Wilson lui paraît d'ailleurs plus propre à faciliter un règlement satisfaisant que l'intervention d'un pays auquel sa connaissance imparfaite de la situation et des conditions en Arménie ne permettrait déjà pas d'agir avec les mêmes chances de succès.

DE GEER,
Président du Conseil, chargé du portefeuille des Affaires étrangères.

6. *Télégramme du Ministère des Affaires norvégien, Christiania.*

A S. E. M. Hymans, Président du Conseil de la Société des Nations,
Genève, Suisse.

En réponse au télégramme du Conseil de la Société des Nations en date du 25 novembre dernier, le Gouvernement norvégien a l'honneur de communiquer ce qui suit.

Le Gouvernement norvégien prend l'intérêt le plus sympathique à la question d'assurer la sécurité de l'Arménie et se réjouira de toute mesure susceptible d'adoucir les souffrances de la nation arménienne qui ont causé, en Norvège, une émotion profonde. En raison toutefois de l'éloignement du pays et du caractère complexe et grave du problème arménien, le Gouvernement norvégien, quoique pleinement pénétré de la haute importance humanitaire du but visé, a le regret de ne pouvoir accepter la mission envisagée dans le télégramme du Conseil. La connaissance imparfaite de la situation et des conditions en Arménie ne permettrait déjà pas à la Norvège d'agir avec quelque chance de succès.

MICHELET,
Ministre des Affaires étrangères.

7. *Télégramme du Gouvernement danois au Président du Conseil de la Société des Nations, Genève.*

Le Gouvernement danois a examiné avec attention l'idée contenue dans votre télégramme du 25 du mois passé. La tragédie arménienne remplit tous les cœurs danois de commisération. Toute œuvre entreprise pour sauver ce peuple malheureux est sûre d'avance de trouver un écho en Danemark. Le Gouvernement danois aurait, par conséquent, été heureux de collaborer à la mission humanitaire projetée, si la complexité du problème et les difficultés incalculables d'une mission à entreprendre dans un pays aussi éloigné que l'Arménie n'étaient pas au-dessus des forces d'un pays dont les ressources en sommes d'argent et en moyens d'action sont nécessairement (limitées?) (texte défectueux). L'offre généreuse du Président Wilson fait espérer maintenant que le problème arménien entrera dans une voie favorable à sa solution.

NEEGAARD,
Ministre d'Etat.

8. *Télégramme du Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de l'Uruguay, Montevideo.*

S.E. M. Hymans, Président du Conseil de la Société des Nations,
Genève.

Le Gouvernement de l'Uruguay, heureux d'apprendre la réponse des Etats-Unis, de l'Espagne et du Brésil, pour une action morale conjointe destinée à mettre un terme à la situation angoissante de l'Arménie, forme des vœux pour le succès complet d'une médiation en vue du rétablissement de la paix.

MUERO,
Ministre des Affaires étrangères.

5. *Telegram from the Swedish M. F. A. to H.E. M. Hymans, President of the Council of the League of Nations, Geneva.*

In reply to the telegram of the Council of the League of Nations dated November 25th, Swedish Government has the honour to transmit the following:

The Swedish Government takes the most sympathetic interest in the question of assuring the safety of Armenia, and welcomes every possible measure for alleviating the sufferings of the Armenian nation, which have aroused great sympathy in Sweden. By reason of the distance between the countries, and the complex and grave nature of the Armenian problem, the Swedish Government, though fully aware of the importance of this enterprise to humanity, regrets that it has not the power to accept the undertaking put forward in the telegram of the Council. The generous offer of President Wilson seems to it to be a far better method of reaching a satisfactory conclusion than the intervention of a country whose imperfect knowledge of the situation and conditions in Armenia prevents it from acting with a chance of success.

DE GEER,
President of the Council, and
Minister for Foreign Affairs.

6. *Telegram from the Norwegian M. F. A., Christiania.*

To H.E. M. Hymans, President of the Council of the League of Nations,
Geneva, Switzerland.

In reply to the telegram of the Council of the League of Nations, dated 25th November last, the Norwegian Government has the honour to transmit the following.

The Norwegian Government takes the most sympathetic interest in the question of assuring the safety of Armenia, and welcomes every possible measure for alleviating the sufferings of the Armenian nation, which have aroused great sympathy in Norway. By reason of the distance between the countries, and the complex and grave nature of the Armenian problem, the Swedish Government, though fully aware of the importance to humanity of this enterprise, regrets that it has not the power to accept the undertaking put forward in the telegram of the Council. Its imperfect knowledge of the situation and the conditions in Armenia do not permit Norway to act with any chance of success.

MICHELET,
Minister for Foreign Affairs.

7. *Telegram from the Danish Government to the President of the Council of the League of Nations, Geneva.*

The Danish Government has attentively considered the idea contained in your telegram of the 25th of last month with regard to the Armenian tragedy, which filled Denmark with pity. Every means which is being taken to save this unhappy people is sure to find an echo in Denmark. The Danish Government would therefore be happy to co-laborate in the humanitarian mission proposed, if the complexity of the problem and the incalculable difficulties of an undertaking to interfere in a country so far distant as Armenia is not beyond the strength of a country whose resources in money and means of action are necessarily (limited?) [text defective]. The generous offer of President Wilson now creates the hope that the Armenian problem will enter a path favourable to its solution.

NEEGAARD,
Minister of State.

8. *Telegram from the Minister for Foreign Affairs for the Government of Uruguay, Montevideo.*

H.E. M. Hymans, President of the Council of the League of Nations,
Geneva.

The Government of Uruguay joyfully hears of the reply of the United Spanish States and Brazil for joint moral action to put an end to the agonising situation of Armenia, and hopes for complete success in mediation for re-establishing peace.

MUERO,
Minister for Foreign Affairs.

9. *Télégramme de la communauté arménienne de Manchester au Président de la Société des Nations, Genève.*

La communauté arménienne de Manchester, réunie à l'église pour pleurer les martyrs et les soldats tombés au cours des récents soulèvements, a adopté à l'unanimité une résolution exprimant son épouvante et sa consternation de la chute d'Hadjin et du nouvel envahissement de l'Arménie, en violation du Traité de Sévres, par les hordes turques. Elle demande aux puissances qui font partie de la Société des Nations, aussi bien qu'aux Etats-Unis, d'intervenir et d'agir promptement, afin de mettre un terme à la conduite cruelle et sauvage des Turcs, et de sauver d'une extermination totale ce qui reste de la race arménienne.

Pour le Comité arménien de Manchester:
KAMBERIAN.

IV. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A L'HOTEL DES DÉLÉGATIONS

les 5 et 6 décembre 1920.

A. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

N° 19 du *Journal Officiel*.

Compte rendu sténographique provisoire de la 13^{me} séance plénière de l'Assemblée.

Nos 9 et 10 des *Procès-verbaux*.

N° 17 des *Opinions de la Presse*.

N° 20/28/46a: Revision du traité du 20 octobre 1904 entre la Bolivie et le Chili. (Lettre du 25 novembre 1920, adressée par la Délégation du Chili à la Société des Nations.)

N° 20/48/45a: Revision du traité conclu en octobre 1883 entre le Chili et le Pérou. (Lettre en date du 25 novembre 1920, adressée par la Délégation du Chili à la Société des Nations.)

N° 20/49/36a: Lettre en date du 7 octobre 1920, adressée par l'Association pour l'hygiène morale et sociale, section anglaise de la Fédération internationale abolitionniste.

N° 20/28/161: Responsabilités de la Société provenant des dispositions de l'article 22 (Mandats). (Rapport du Conseil à l'Assemblée.)

N° 20/48/163: Admission des membres. — Motion déposée par la Délégation argentine.

N° 20/48/165: Ordre du jour de la 14^{me} séance plénière de l'Assemblée.

N° 20/48/164: Amendement au Pacte (Proposition du tr. hon. Charles A. Doherty au nom du Canada.

B. — DOCUMENTS DES COMMISSIONS.

Commission N° 1.

N° 20/61b/1: Rapport présenté à la Commission N° 1 par la 2^{me} Sous-Commission, chargée d'examiner la question du choix des membres permanents du Conseil.

Commission N° 3.

N° 20/63/19: Résumé des modifications au projet de Cour permanente de Justice internationale, préparées par le Comité consultatif de juristes et modifiées par le Conseil à sa réunion de Bruxelles.

N° 20/63/21: Opinion du Commandatore Anzilotti, secrétaire de la Commission, sur l'établissement d'une Cour permanente de Justice internationale.

Commission N° 6.

N° 20/66b/3: Procès-verbal de la seconde séance de la 2^{me} Sous-Commission.

N° 20/66b/3: Procès-verbal de la 3^{me} séance de la 2^{me} Sous-Commission.

9. *Telegram from the Armenian Community of Manchester to the President of the League of Nations, Geneva.*

The Armenian Community Manchester gathered together at its Church to mourn the martyrs and soldiers fallen in the recent upheavals unanimously passed a resolution expressing its dismay and consternation at the fall of Hadjin and the renewed overrunning of Armenia in open defiance of the Treaty of Sévres by the Turkish hordes. It appeals to the Powers who are Members of the League of Nations as well as to the United States to intervene and take prompt action in order to check the ruthless and savage conduct of the Turks and to save the remainder of the Armenian race from total extinction.

The Representative Armenian Committee
of Manchester:
KAMBERIAN.

IV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED AT THE HOTEL DES DÉLÉGATIONS.

5th and 6th December, 1920.

A. — GENERAL DOCUMENTS.

Journal No. 19.

Provisional Verbatim Record of the 13th Plenary Meeting of the Assembly.

Procès-Verbaux Nos. 9 and 10.

Press Opinion No. 17.

20/28/46a. — Revision of the Treaty of October 1904, between Bolivia and Chile. (Letter dated Nov. 25th, 1920 from the Chilean Delegation to the League of Nations.)

20/48/45a. — Revision of the Treaty of Oct. 1883, between Chile and Peru. (Letter dated 25th November, 1920 from the Chilean Delegation to the League of Nations.)

20/49/36a. — Letter dated 7th October, 1920, from the Association for Moral and Social Hygiene, British Branch, International Abolitionist Federation.

20/28/161. — Responsibilities of the League arising out of Article 22 (Mandates). (Report by Council to the Assembly.)

20/48/163. — Admission of States: Motion proposed by Argentine Delegation.

20/48/165. — Agenda of 14th Plenary Meeting of the Assembly.

20/48/164. — Amendment to the Covenant: Motion proposed by the Rt. Hon. Charles A. Doherty, on behalf of Canada.

B. — COMMITTEE DOCUMENTS.

Committee No. 1.

20/61b/1. — Report presented to Committee No. 1 by Sub-Committee B instructed to consider the question of the selection of permanent Members of the Council.

Committee No. 3.

20/63/19. — Synopsis of amendments to the plan for the Permanent Court of International Justice prepared by the Advisory Committee of Jurists and modified by the Council at its Brussels Meeting.

20/63/21. — Opinion of the Secretary of the Committee, Commendatore Anzilotti, with regard to the establishment of a Permanent Court of International Justice.

Committee No. 6.

20/66b/3. — Minutes of the second meeting of Sub-Committee.

20/66b/3. — Minutes of the third meeting of Sub-Committee B.

History
JOURNALDE LA
PREMIÈRE ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1920OF THE
FIRST ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1920

N° 21. — 8 DÉCEMBRE 1920.

No. 21. — 8th DECEMBER, 1920.

SOMMAIRE :

| | Pages |
|---|-------|
| I. Programme des séances | 169 |
| II. La quinzième séance plénière de l'Assemblée | 170 |
| III. La sixième séance de la Commission N° 5 (Admission de nouveaux États) | 172 |
| IV. Télégramme adressé par le lord-maire de Manchester au très honorable M. H. A. L. Fisher | 175 |
| V. Nouveau télégramme relatif à l'Arménie | 175 |
| VI. Liste des documents distribués à l'Hôtel des Délégations le 7 décembre 1920 | 175 |

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Se réuniront aujourd'hui :

La Quinzième Séance Plénière de l'Assemblée. 10 heures et demie du matin, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

Relations entre les organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société.

Commission N° 1. Président, M. Balfour. 4 heures de l'après-midi, à la chambre 12, Hôtel National.

Commission N° 2. Président, M. Jonnesco. 3 heures de l'après-midi, Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 3. Président, M. Bourgeois. 4 heures de l'après-midi, Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 5. Sous-Commission B. Président, Lord Robert Cecil. 2 heures et demie de l'après-midi, à la chambre 6, Hôtel des Délégations.

Commission N° 6, Sous-Commission A, (Armements). 3 heures de l'après-midi, Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

La Commission N° 5 se réunira à 3 heures de l'après-midi, jeudi 9 décembre, à l'Hôtel National.

Ordre du jour :

1. Admission des États baltiques et caucasiens.
2. Bulgarie.

CONTENTS :

| | Page |
|--|------|
| I. Programme of Meetings | 169 |
| II. The Fifteenth Plenary Meeting of the Assembly | 170 |
| III. The Sixth Meeting of Committee No. 5 (Admission of New States) | 172 |
| IV. Telegram to the Rt. Hon. H. A. L. Fisher from the Lord Mayor of Manchester | 175 |
| V. Further Telegram relating to Armenia | 175 |
| VI. List of Documents distributed at the Hôtel des Délégations, December 7th, 1920 | 175 |

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

The meetings for to-day are as follows:

Fifteenth Plenary Session of the Assembly. 10.30 a.m., Salle de la Réformation.

Agenda:

Relations of the Technical Organisations of the League with the Council and with the Assembly.

Committee No. 1. Mr. Balfour, Chairman. 4 p.m., Room 12, Hôtel National.

Committee No. 2. M. Jonnesco, Chairman. 3 p.m., Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 3. M. Bourgeois, Chairman. 4 p.m., Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 5, Sub-Committee B. Lord Robert Cecil, Chairman. 2.30 p.m., Room 6, Hôtel des Délégations.

Committee No. 6, Sub-Committee A (Armaments). 3 p.m. Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 5 will meet at 3 p.m. Thursday, 9th December, at the Hôtel National.

Agenda:

1. Admission of the Baltic and Caucasian States.
2. Bulgaria.

II. QUINZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE

*Salle de la Réformation, le Mardi 7 décembre 1920,
à dix heures et demie du matin.*

1. Reprise de la discussion sur les relations entre le Conseil et l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT rappelle à l'Assemblée que le rapport de la Commission N° 1 sur les rapports entre le Conseil et l'Assemblée avait été adopté la veille avec l'entente que la suppression du mot « exclusive » dans le deuxième alinéa de l'article 10 du rapport ferait l'objet d'un nouvel examen de la part des rapporteurs et du président de la Commission. Ceux-ci désirent maintenant recommander la suppression de tout le deuxième alinéa de l'article 10 du rapport.

La proposition est agréée à l'unanimité.

M. MOTTA (Suisse) appuie sur le fait que l'Assemblée a réservé sa décision sur les relations précises entre le Conseil et l'Assemblée dans toutes les questions que le Pacte indique comme étant de la compétence générale des deux organes. M. Motta recommande, pour les cas où l'Assemblée et le Conseil sont également compétents, d'établir une disposition en vue de la création de commissions mixtes.

L'hon. M. ROWELL (Canada) explique que la suppression du deuxième alinéa ne change aucunement, d'après lui, l'esprit du rapport original, et que toute la question de la compétence concurrente des deux organes reste à décider.

2. Dépôt par la Délégation suisse d'un avis de motion en faveur des enfants des pays éprouvés par la guerre.

Le PRÉSIDENT dit que l'Assemblée doit statuer sur l'inscription à l'ordre du jour de la proposition faite par la Délégation suisse. Si elle se prononce en faveur de l'inscription, il faudra, suivant les dispositions de l'article 4 du règlement intérieur, renvoyer la proposition à une commission, et, d'après lui, c'est la Commission N° 2 qui est la plus compétente pour examiner le projet.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) est d'avis que l'Assemblée peut, si elle le désire, discuter immédiatement la proposition sans la renvoyer à une commission.

Le PRÉSIDENT répond que ceci entraînerait une perte de temps, car l'Assemblée aurait probablement à discuter deux fois le même sujet.

Lord ROBERT CECIL accepte l'explication et n'insiste pas sur la discussion immédiate du projet de la Délégation suisse.

M. MOTTA (Suisse) approuve également la décision de M. le Président.

3. Le Typhus en Pologne.

Le très hon. Sir George FOSTER (Canada) décrit à l'Assemblée la situation déterminée en Pologne et en Europe orientale par l'épidémie de typhus, et rappelle les mesures qui ont déjà été prises par le Conseil de la Société pour aider la Pologne.

La Société a fait deux appels, l'un en juin, l'autre en août 1920, dans le but de recueillir une somme d'au moins deux millions de livres sterling. Quatorze nations ont promis leur concours, mais la plupart d'entre elles y ont attaché certaines conditions. Depuis ce temps-là, plusieurs Etats ont fait part de leur désir de supprimer les conditions et de verser à la Société une grosse partie de leur contribution. Quant au Canada, il n'avait exigé aucune condition et sa contribution était à cette époque immédiatement disponible.

Sir George Foster dépose un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée adresserait immédiatement un appel urgent à tous les pays du monde en vue de réunir les fonds suffisants pour entreprendre une campagne efficace, avec l'aide des Associations internationales d'hygiène, qui sont les plus aptes à s'occuper de la question.

Sir George Foster fait part à l'Assemblée de tous les efforts faits par les autorités polonaises pour écarter le danger, et aussi de l'impossibilité dans laquelle elles se sont trouvées de faire tout le nécessaire. C'est en faveur non seulement de la Pologne, mais de toute l'humanité, qu'il fait appel à l'Assemblée.

S. A. le PRINCE RÉGNANT de NAWANAGAR (Indes) dit que malgré que les Indes ne soient pas du tout menacées par l'épi-

II. FIFTEENTH PLenary SESSION OF THE ASSEMBLY

*Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m., on Tuesday,
December 7th, 1920.*

1. Relations between the Council and the Assembly.

The PRESIDENT reminded the Assembly that on the previous day the Report of Committee No. 1 on the Relations between the Council and the Assembly had been adopted with the reservation that the dispute as to the deletion of the word "exclusive" from paragraph (b) of Article 10 of the Report should be settled by informal discussion between the Rapporteurs and the President of the Committee. After having examined the question, the Rapporteurs and the President desired to suggest that paragraph (b) of Article 10 of the Report should be suppressed.

This proposal was unanimously adopted.

M. MOTTA (Switzerland) desired to emphasise that the decision of the Assembly left entirely open the whole question of the precise relations between the Council and the Assembly in matters where they have a common competence under the Covenant. M. Motta urged that mixed committees should be set up to decide cases in which the Assembly and Council had common competence.

The Hon. N. W. ROWELL said that the deletion of paragraph (b) did not in his view change the effect of the original report in the least degree, and that the whole question of the concurrent jurisdiction of the two bodies was left entirely open.

2. Notice of Motion by the Swiss Delegation on behalf of the Children in countries affected by the War.

The PRESIDENT said that the Assembly had to decide whether the motion presented by the Swiss Delegation should be added to the Agenda of the Assembly. If the Assembly decided to add this motion to the Agenda, it would, under Article 4 of the Rules of Procedure, be referred to a Committee. He suggested that Committee No. 2 was best competent to deal with the question.

Lord ROBERT CECIL pointed out that the Assembly might, if it so desired, discuss the motion now without sending it to a Committee.

The PRESIDENT represented that this would involve a waste of time, as the Assembly would then probably have two debates on the same subject.

Lord ROBERT CECIL complied with the suggestion of the President that he should withdraw his proposal for an immediate debate.

M. MOTTA concurred with the procedure suggested by the President.

3. Typhus in Poland.

Sir GEORGE FOSTER (Canada) described to the Assembly the conditions in Poland and Eastern Europe which had arisen as the result of the typhus epidemic, and recounted the steps which had already been taken by the Council of the League to come to the assistance of Poland.

Appeals for funds had been issued by the League in June and August, 1920, for a sum of at least two million pounds. Fourteen nations had agreed to contribute, but most of them had attached conditions. Some of these nations had since intimated their willingness to remove the conditions, and to put at the present disposal of the League a considerable part of their contributions. Canada had never placed any conditions upon her contribution, which was at that moment ready for immediate use.

Sir George Foster presented to the Assembly a resolution to the effect that an appeal should be made by the Assembly to all the countries of the world for adequate funds, and that an effective campaign should be started with the co-operation of the international organisations best qualified to deal with the matter.

Sir George Foster informed the Assembly that the Polish authorities themselves had made every possible effort to meet the danger, but were quite unable to do all that was necessary. He appealed to the Assembly on behalf of Poland herself, and on behalf of humanity at large.

H. H. THE JAM SAHIB NAWANAGAR reminded the Assembly that, though India was in no possible danger from the epidemic

démie, il est heureux d'appuyer une cause si bien en rapport avec l'esprit qui anime la Société des Nations. La situation actuelle de la Pologne cause un malaise social et économique grave et persistant dans une région d'importance vitale pour la paix de l'Europe et du monde entier. Les Indes sont en état de comprendre le danger qui existe, ayant eu la terrible expérience des conséquences sociales et économiques de la peste et du choléra. Or, la Société s'est engagée solennellement et catégoriquement à prendre des mesures, en cas de péril international, pour la prévention et le contrôle des maladies. La Commission pour le typhus a fait son devoir et tout est prêt maintenant pour entreprendre une campagne efficace. Il ne manque plus que l'argent. Mais il entre dans les attributions essentielles de la Société de venir en aide à la Pologne et de faire disparaître les conséquences de la guerre.

S. A. le Maharajah de Nawanagar annonce qu'il soumettra la question à la Chambre des Princes des Indes qui va se réunir au mois de février prochain, et il espère que le résultat ne décevra personne.

Le Dr NANSSEN (Norvège) félicite le Conseil d'avoir assumé cette tâche. Ce sont des tâches humanitaires de ce genre que la Société devrait entreprendre et il n'est pas douteux, si elles sont menées à bien, que le prestige et la force de la Société en seront augmentés.

Il soumet à l'Assemblée une proposition autorisant le Président à nommer une commission de trois délégués à l'Assemblée au maximum, afin d'examiner la question et de prendre les mesures qui permettent de trouver les fonds nécessaires avant la fin de la présente session. Il fait remarquer que l'argent ainsi dépensé ne sera pas perdu.

M. HANOTAUX (France) dit que le Gouvernement français a, le 2 décembre, demandé à la Chambre des Députés un premier crédit de un million de francs, afin de fournir à la Croix-Rouge française les moyens d'équiper une vingtaine de sections sanitaires.

M. BALFOUR (Grande-Bretagne) appuie la proposition du Dr Nansen.

Faisant allusion aux contributions faites sans condition par les délégations française et canadienne, M. Balfour dit que le Gouvernement britannique est prêt à verser 50,000 livres immédiatement, bien que la condition mise antérieurement à cette offre (qu'un total de 250.000 livres serait atteint) n'ait pas été remplie.

Il désire insister sur quatre points:

1^o Le malheur qui accable la Pologne n'est point dû à sa négligence, mais à sa situation géographique, qui la place dans le voisinage des principaux foyers d'infection.

2^o La Pologne a fait tout ce qu'elle pouvait pour combattre le fléau avec ses propres ressources.

3^o Le typhus est une épidémie qui peut être enrayée, si l'on dispose de l'argent nécessaire.

4^o Le typhus s'attaque à la génération adulte, et les personnes infectées sont celles à qui incombe le soin de travailler pour la communauté.

S. E. l'Emir ZOKA ED DOWLEH (Perse) dit que le Gouvernement persan ne peut pas verser une importante contribution au fonds destiné à la lutte contre le typhus en Pologne, car les épidémies ont fait 200.000 victimes en Perse l'an dernier. Cependant la Perse est disposée à verser 2.000 livres.

M. POLITIS (Grèce) dit que le Gouvernement grec a déjà versé au compte de la Société 10.000 livres.

M. le Dr LOUDON (Pays-Bas) dit que les Pays-Bas ont décidé de contribuer sans aucune condition.

M. WELLINGTON KOO (Chine) annonce que le Gouvernement chinois a décidé d'apporter une contribution de 2.000 livres. La Chine s'inspire des principes d'humanité, sans se préoccuper du fait que la Pologne est à des milliers de kilomètres de la Chine.

M. PALACIOS (Espagne) dit que son Gouvernement est disposé à verser 40.000 livres au fonds, dès que les autres gouvernements auront tenu leurs promesses.

M. PADEREWSKI (Pologne) énumère les mesures prises par le Gouvernement polonais pour combattre l'épidémie.

Avant la guerre, le typhus n'existait pas en Pologne et les médecins polonais n'avaient pas eu l'occasion d'étudier la maladie. Dans le courant de l'année dernière, 72 docteurs sont morts du typhus. Cent quatre-vingt hôpitaux et cent-soixante postes de désinfection ont été établis au cours de la guerre et les dépenses du service de santé ont passé de deux millions à trois

he was happy to support a cause so completely in harmony with the spirit of the League. The present condition of Poland was a source of grave and enduring social and economic unrest in a region vital to the peace of Europe, and of the world. India was well able to appreciate the danger, having had terrible experience of the social and economic consequences of plague and pestilence. The League was solemnly and specifically pledged to take steps in a matter of international concern for the prevention and control of disease. The Typhus Commission had done its duty, and everything was ready for an effective campaign. Only the money was required. It was in accordance with the primary function of the League to come to the assistance of Poland and to remove all the consequences of the war.

H.H. the Jam Sahib of Nawanagar said he would lay this matter before the Chamber of Princes of India which was to meet next February, and that he hoped the result would not be disappointing.

Dr. NANSSEN (Norway) congratulated the Council upon having taken up this work. It was exactly the kind of humanitarian work which the League should undertake, and would undoubtedly, if carried to a successful conclusion, increase the prestige and strength of the League.

He desired to present to the Assembly a proposal that the President should be empowered to nominate a Committee of not more than three Delegates of the Assembly to examine the question, and to take any steps which might be possible before the end of the present Session to secure the necessary funds. He pointed out that money spent in such a way would very soon be recovered.

M. HANOTAUX (France) said that the French Government on the 2nd December had laid an appeal before the Chamber of Deputies, asking that as a beginning a credit of one million francs might be appropriated in order to supply the French Red Cross with the means for equipping twenty medical units. The announcement of M. Hanotiaux was received by the Assembly with acclamation.

Mr. BALFOUR (Great Britain) said that he desired to support the proposal of Dr. Nansen.

Alluding to the unconditional contributions made by the French and Canadian Delegations, Mr. Balfour said that the British Treasury was prepared to contribute £50,000 immediately in spite of the fact that the condition formerly attached to this offer (namely, that a total of £250,000 should be contributed) had not been fulfilled.

He desired to emphasise four points:—

1. The misfortune which had overtaken Poland was not due to any neglect on her part, but to her geographical position near to the principal centres of infection.

2. Poland had done everything she could to combat the evil by her own resources.

3. Typhus was an epidemic which might effectively be stamped out if the necessary money were found.

4. Typhus attacked men in the prime of life, and the infected persons were those on whom the whole burden of carrying on the work of the community rested at that moment.

H. E. M. ZOKA ED DOWLEH (Persia) said that the Persian Government could not make a large contribution towards fighting typhus in Poland, as Persia had herself lost 200,000 men in the previous year through epidemics. Persia, however, was willing to contribute £2000 sterling.

M. POLITIS (Greece) said that the Greek Government had already paid £10,000 to the account of the League.

Dr. LOUDON (Netherlands) said that the Netherlands had decided to contribute to the fund unconditionally.

Mr. WELLINGTON KOO (China) announced that the Chinese Government had decided to contribute £2000. China desired to contribute on general humanitarian grounds, notwithstanding the fact that Poland was ten thousand miles from China.

M. PALACIOS (Spain) said that his Government was prepared to pay £40,000 to the fund as soon as the other Governments had fulfilled their promises.

M. PADEREWSKI (Poland) described the measures which the Polish Government had taken to combat the epidemic.

Before the war, typhus had not existed in Poland, and the Polish doctors had no experience of the disease. In the previous year seventy-two doctors had died of the disease. One hundred and eighty hospitals and a hundred and sixty disinfecting stations had been established during the late war, and the expenses of the Health Administration rose from two

millions de marks par jour. La Pologne ne demande pas la charité, elle demande qu'on l'aide pour une œuvre qui dépasse ses forces. Il s'agit en réalité de la liquidation de la guerre et c'est une tâche qui ne peut pas être entreprise par une nation seule.

La Délégation polonaise accueille avec plaisir le projet de résolution qui a été déposé et promet à l'Assemblée que la Pologne fera tout son possible pour aider ses voisins à empêcher la propagation de la maladie.

M. JONNESCO (Roumanie) dit que la Roumanie n'a pas pu jusqu'ici souscrire au fonds de secours, mais elle espère bien le faire. La situation est également grave en Roumanie, où, en 1916 et 1917, 300.000 personnes ont succombé au typhus.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de la Commission pour le typhus qui est ainsi conçue :

« L'Assemblée décide d'adresser immédiatement un appel urgent à tous les pays du monde, en vue de réunir tous les fonds suffisants pour poursuivre une campagne efficace contre les épidémies qui sévissent dans l'Europe orientale, et de prendre la Pologne comme point de départ. Le Bureau International d'Hygiène Publique, le Comité International de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge seront instamment priés de coopérer à cette œuvre.

« L'Assemblée approuve les mesures prises par le Conseil et les rapports soumis par les diverses Commissions et Sous-Commissions de l'Assemblée qui ont étudié la question et, en attendant la réponse à son appel, elle estime qu'il est absolument nécessaire de commencer immédiatement la campagne dans la mesure où les fonds déjà réunis la rendent possible. »

La proposition est agréée à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT met alors aux voix la proposition de M. le Dr Nansen qui est la suivante :

« Le Président est invité à nommer une Commission composée de délégués à l'Assemblée, au nombre de trois, afin d'étudier la question des sommes nécessaires pour poursuivre la campagne contre le typhus et prendre toutes les mesures possibles pour les trouver avant la clôture des travaux de l'Assemblée. »

La proposition est agréée.

Rapport de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu un rapport très intéressant de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, qui depuis quelque temps collabore avec la Société des Nations et qui a adressé un appel à toutes les Sociétés de la Croix-Rouge dans les différents pays du monde. Cette collaboration a donné de très bons résultats. Le Président souhaite que la Ligue continue à prêter son concours à la Société des Nations.

III. LA SIXIÈME SÉANCE DE LA COMMISSION N° 5. (ADMISSION DE NOUVEAUX ETATS)

L'Admission du Luxembourg.

M. OCTAVIO (Brésil) lit un rapport sur l'admission du Luxembourg.

D'après une lettre adressée par la Délégation luxembourgeoise au président de la Sous-Commission chargée de l'étude de cette question, le Luxembourg retire la demande qu'il avait faite au sujet de la garantie de sa neutralité par la Société des Nations.

Le rapport conclut en recommandant l'admission du Luxembourg.

M. FISHER (Grande-Bretagne) propose d'ajourner la question et de prier le Conseil d'examiner tout spécialement le cas. Il attire l'attention sur les difficultés que pourrait causer l'admission d'un Etat aussi petit que le Luxembourg. Il estime que cette demande d'admission pourrait être ajournée jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée, afin que le Conseil puisse décider entre temps si l'admission dans la Société ne demande pas un minimum de territoire ou de population.

MM. POULLET (Belgique), VAN KARNEBEEK (Pays-Bas), POLITIS (Grèce) et Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud), recommandent l'admission immédiate du Luxembourg.

million marks a day to as much as three million marks a day. Poland was not appealing for charity, but for assistance in a task which was beyond her own unaided efforts. This task was really a part of the liquidation of the responsibilities incurred by the war, and could not be undertaken by one nation alone.

The Polish Delegation welcomed the resolution which had been presented, and assured the Assembly that Poland would do all she could to assist the neighbouring countries in preventing the spread of the disease.

M. JONESCU (Roumania) said that Roumania had so far been unable to contribute to the fund, but hoped to be able to do so. The position in Roumania was also serious. In 1916 and 1917, 300,000 persons had died of typhus.

The PRESIDENT put to the Assembly the motion presented by the Typhus Commission in the following terms :

"The Assembly resolves that an urgent and immediate appeal shall be made by the Assembly to all the countries of the world for an adequate fund for prosecuting an effective campaign against epidemic disease in Eastern Europe beginning with Poland as a centre, and that the Office International d'Hygiène Publique, the Comité International de la Croix-Rouge and the League of Red Cross Societies should be earnestly asked to co-operate in the matter. The Assembly approves of the action taken by the Council and the reports submitted by the various Committees and Sub-Committees of the Assembly which have considered the subject, and pending the result of the appeal feels that it is imperatively necessary to make at once such a beginning of the campaign as may be possible within the limits of the funds already promised."

The Resolution was adopted unanimously.

The PRESIDENT then put to the Assembly the motion presented by Dr. Nansen :

"That the President be empowered to nominate a Committee of not more than three Delegates of the Assembly to examine the question of the funds necessary for the campaign against typhus, and to take any steps possible before the end of the Session of the Assembly to secure these funds."

This Resolution was also adopted.

Report from the League of Red Cross Societies.

The PRESIDENT said he had received an interesting report from the League of Red Cross Societies. The League of Red Cross Societies had for some time been co-operating with the League of Nations, and had addressed an appeal to all the International Red Cross Societies. The result of this co-operation had been satisfactory. The President expressed a wish that the League of Red Cross Societies would continue to co-operate with the League of Nations.

III. THE SIXTH MEETING OF COMMITTEE No. 5 (ADMISSION OF NEW STATES).

The Admission of Luxembourg.

M. OCTAVIO (Brazil) read a report on the admission of Luxembourg.

Luxembourg has withdrawn the request that her neutrality may be specially safeguarded under the guarantee of the League, in a letter addressed by the Luxembourg Delegation to the Chairman of the Sub-Committee dealing with the subject. The Report concludes with recommendations favourable to the admission of Luxembourg.

Mr. FISHER (Great Britain) proposed to postpone the question of her admission, and to ask the Council to make a special study of the case. He drew attention to the difficulties that might arise from the admission of a State as small as Luxembourg. He thought that her request for admission might be postponed until the next Session of the Assembly, in order that the Council might meanwhile decide whether a minimum of territory or population should not be required to qualify for admission to the League.

MM. POULLET (Belgium), VAN KARNEBEEK (Netherlands), POLITIS (Greece), and Lord ROBERT CECIL (South Africa), recommended the immediate admission of Luxembourg.

M. FISHER (Grande-Bretagne) retire alors sa proposition et le Président déclare que la Commission unanime recommandera l'admission du Luxembourg à l'Assemblée.

L'Admission de la Finlande.

M. OCTAVIO (Brésil) montre dans son rapport que la Finlande remplit toutes les conditions générales d'admissibilité. Il semble toutefois nécessaire d'établir que l'admission de la Finlande ne saurait préjuger en aucune façon la solution du problème des îles d'Åland actuellement pendant devant le Conseil de la Société. M. Octavio conclut par une motion favorable à l'admission de la Finlande.

M. FISHER (Grande-Bretagne) présente à la Commission une motion tendant à ce que l'admission de la Finlande ne préjuge pas la question des îles d'Åland. Cette motion est appuyée par le Dr. Nansen et adoptée à l'unanimité.

L'Admission des Etats baltiques.

M. OCTAVIO (Brésil) donne lecture du rapport de la Sous-Commission sur les demandes d'admission formulées par la Lithuanie, l'Esthonie et la Lettonie. Le rapport conclut en indiquant qu'il faut se prononcer sur la question générale de savoir si des Etats non reconnus *de jure* par les membres de la Société des Nations sont susceptibles d'y être admis.

M. BÉNÈS (Tchéco-Slovaquie) attire l'attention sur l'instabilité de ces Etats, qui résulte du voisinage de la Russie soviétique. Il estime que la Société doit se tenir dans une certaine réserve.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) observe que le cas de la Géorgie offre une grande similitude avec celui des Etats baltiques et estime que le sort de tous ces Etats devrait être réglé en même temps. Il conclut que ces Etats pourraient être admis avec cette réserve qu'ils ne seraient pas en droit de réclamer en leur faveur l'application de l'article 10 du Pacte. C'est dans ce sens qu'il présente à la Commission la motion suivante :

« En considération du fait que ces Etats ont dans leur voisinage immédiat des peuples en proie à l'anarchie et réfractaires à l'influence de la Société des Nations, l'Assemblée déclare que ces circonstances déchargeraient les membres de la Société des obligations résultant pour eux de l'article 10 du Pacte. Sous cette réserve, l'Assemblée admet l'Esthonie, la Lithuanie, la Lettonie et la Géorgie dans la Société des Nations ».

M. BÉNÈS (Tchéco-Slovaquie) demande si la motion de Lord Robert Cecil est conforme au Pacte, puisqu'elle soulève la question juridique de l'admission d'Etats sous conditions. Il suggère que la Société pourrait permettre à ces Etats de participer à son œuvre en leur faisant place dans certains de ses organismes techniques. M. Bénès lit une motion dans ce sens à la Commission.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) réplique que son intention n'est pas de proposer une admission sous conditions, mais simplement une réserve destinée à prévenir ces Etats que les membres de la Société ne sont pas en mesure de les protéger dans tous les cas. Il ne pense pas que la proposition de M. Bénès leur donne le prestige attaché au titre de membre de la Société, et c'est ce qu'ils souhaiteraient surtout.

M. BRANTING (Suède) exprime la crainte que l'admission de ces Etats avec des réserves présente de sérieux inconvénients. Il exprime le vœu que la Commission trouve une formule qui offre la possibilité d'admettre ces Etats dans un avenir assez proche.

M. VAN KARNEBEEK (Pays-Bas) dit qu'il ne peut adhérer à la proposition de Lord Robert Cecil. Refuser à ces Etats le bénéfice de l'article 10 du Pacte serait les priver de la garantie qui leur est le plus nécessaire. Il espère qu'on pourra trouver une formule qui ajourne la question pour quelque temps, sans décourager les Etats qui demandent leur admission.

M. N. W. ROWELL (Canada) dit que cette question soulève le problème russe dans toute son ampleur. Il partage les vues émises par M. M. Bénès, Branting et Van Karnebeek et suggère que la Commission pourrait prier la section juridique du Secrétariat d'élaborer une formule qui permette d'établir des rapports officiels entre les membres de la Société et les Etats qui n'appartiennent pas à la Société. M. Rowell présente à la Commission une motion dans ce sens.

M. VIVIANI (France) appuie les conclusions de M. Rowell.

Mr. FISHER (Great Britain) thereupon withdrew his proposal, and the Chairman declared that the Committee would unanimously recommend the admission of Luxemburg to the Assembly.

The Admission of Finland.

M. OCTAVIO (Brazil) in his report represented that Finland fulfilled all the general conditions for admission. It seemed, however, necessary to stipulate that the admission of Finland should not in any way prejudice the solution of the Åland Islands question by the Council of the League. M. Octavio concluded with a motion in favour of the admission of Finland.

Mr. FISHER (Great Britain) presented a formal motion to the Committee to the effect that the admission of Finland should not prejudice the question of the Åland Islands. This motion was supported by Dr. Nansen, and was adopted unanimously.

The Admission of the Baltic States.

M. OCTAVIO (Brazil) read the report of the Sub-Committee on the demand for the admission of Lithuania, Esthonia and Latvia. His report concluded by pointing out that it was necessary to decide upon the general question whether States which had not been recognised *de jure* by the Members of the League of Nations should be admitted within the League.

M. BENES (Czecho-Slovakia) drew attention to the unstable condition of these States, resulting from the neighbourhood of Soviet Russia. He thought that the League should approach the subject with caution.

Lord ROBERT CECIL (South Africa) observed that the case of Georgia presented a great similarity with that of the Baltic States, and thought that all these States should be dealt with together. He recommended their admission subject to a reservation that they should not be authorised to claim in their favour the application of Article 10 of the Covenant. He presented to the Committee a motion to this effect :

"In consideration of the fact that these States have in their immediate neighbourhood peoples who are subject to anarchy, and not amenable to the influence of the League of Nations, the Assembly declares that these circumstances should be considered to relieve the Members of the League from the obligation laid upon them by Article 10 of the Covenant. With this reserve the League admits Esthonia, Lithuania, Latvia and Georgia to the League of Nations."

M. BENES (Czecho-Slovakia) questioned whether the motion of Lord Robert Cecil was practicable under the Covenant, as it raised the legal question of the conditional admission of States to the League. He suggested that the League might allow these States to participate in its work by giving them representation in some of the technical organisations of the League. M. Benes read a motion to this effect to the Committee.

Lord ROBERT CECIL (South Africa) said his intention was not to propose admission to the League under conditions, but simply to indicate a reservation, warning these States that the Members of the League were not in a position in all cases to protect them. He did not think the proposal of M. Benes would give them the prestige attaching to the title of a Member of the League, which was what they really desired.

M. BRANTING (Sweden) feared that the admission of these States under reserve presented serious difficulties. He expressed a wish that the Committee might find a formula offering them the possibility of admission in the near future.

M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK (Netherlands) said he could not support the motion of Lord Robert Cecil. To refuse these States the benefits of Article 10 of the Covenant would be to deprive them of the guarantee which was most necessary for them. He hoped a formula might be found postponing the question for awhile without discouraging the States seeking admission.

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) said that the question raised the Russian problem in all its bearings. He shared the views of MM. Benes, Branting and Van Karnebeek, and suggested that the Committee should ask the Legal Section of the Secretariat to frame a formula which might allow official relations to be established between Members of the League and States not belonging to the League. Mr. Rowell presented to the Committee a motion to this effect.

M. VIVIANI (France) supported the conclusions of Mr. Rowell.

M. RESTREPO (Colombie) se déclare partisan de l'admission des trois Etats baltiques et appuie la motion présentée par Lord Robert Cecil.

M. FISHER (Grande-Bretagne) suggère le renvoi de la question à la Sous-Commission, en lui confiant le soin de chercher une formule sur la base des idées exprimées par lord Robert Cecil et M. Rowell.

M. HUNEEUS (Chili) présente à la Commission la motion de M. Fisher:

« La Commission charge la Sous-Commission qui a présenté un rapport sur l'admission des Etats baltiques d'étudier les propositions émises au cours de la présente discussion par Lord Robert Cecil, M. M. Rowell et Bénès, et de présenter, ensuite un rapport ».

Après une discussion, la Commission adopte cette motion avec un amendement qui en étend la portée au cas de l'Arménie et de la Géorgie.

L'Admission de l'Albanie.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) donne lecture du rapport de la Sous-Commission sur l'admission de l'Albanie.

Le Gouvernement italien a renoncé complètement à ses droits sur l'Albanie, mais le statut futur de ce pays n'a pas encore été déterminé par les Puissances. Le Gouvernement albanais n'a été reconnu ni *de jure* ni *de facto* par aucune puissance. En outre, les frontières de l'Albanie n'ont pas encore été établies par des traités ou des arrangements internationaux. Cependant l'Albanie constitue une nationalité en raison du sentiment unanime de ses habitants. Les objections qui s'opposent à l'admission de certains États ne peuvent pas être invoquées dans le cas de l'Albanie dont les voisins ne se trouvent pas dans un état d'anarchie.

M. VIVIANI (France) observe que la situation est délicate. L'Assemblée risquerait de prendre une décision qui irait à l'encontre de la politique des Puissances. Il demande que la décision soit ajournée, jusqu'à ce que le statut international de l'Albanie ait été fixé par un accord remplaçant ceux de 1913 et 1914.

M. PAGLIANO (Italie) estime que la question de l'admission de l'Albanie devrait être ajournée. Il désire toutefois insister sur le fait que le point de vue de l'Italie est très libéral. L'Italie demande l'ajournement, simplement parce qu'il lui semble que l'Albanie se trouve dans une situation analogue à celle des états baltiques, en ce qui concerne la reconnaissance *de jure* et *de facto*. Elle considère que l'admission des états dans la Société des Nations encouragerait leur développement démocratique et serait une garantie de leur intention de satisfaire à leurs obligations internationales.

M. Pagliano dit que si, lors des précédentes séances de la Commission, il a demandé que la demande d'admission de l'Albanie soit ajournée, c'est uniquement parce que la Commission militaire de la Société devait se prononcer sous peu sur la demande de l'Albanie et parce qu'il désirait tenir compte des conclusions de la Sous-Commission chargée de la demande des Etats baltiques.

M. TSANG TSAI FOU (Chine) ne croit pas qu'il soit possible d'accueillir dans la Société un état qui n'est pas reconnu *de jure*, dont les frontières ne sont pas déterminées et dont certains territoires sont encore occupés par des forces étrangères. Il propose l'ajournement de la question.

M. SPALAIKOVITCH (Etat Serbe-Croate-Slovène) se rallie aussi à la proposition d'ajournement.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) déclare qu'il ne peut admettre la proposition de M. Viviani ou accepter que la décision de l'Assemblée soit subordonnée en quoi que ce soit à la décision des Puissances. L'Albanie doit être admise, parce qu'elle présente tous les caractères d'une nation parfaitement constituée. L'Albanie a souffert comme les autres nations des Balkans et il faut lui venir en aide. Les obligations résultant de l'article 10 ne sont pas une objection, puisque l'Albanie est assurée de n'être pas attaquée.

M. FISHER (Grande-Bretagne) déclare que ni la Commission ni l'Assemblée ne peuvent anticiper sur les décisions des puissances.

M. HUNEEUS (Chili) met aux voix la motion de M. Viviani. Elle est adoptée par 13 voix contre 8.

Le PRÉSIDENT s'efforce sans succès d'obtenir un vote unanime sur la motion d'ajournement. Lord Robert Cecil se réserve le droit de soulever la question devant l'Assemblée, en faisant

M. RESTREPO (Colombia) said he was in favour of the admission of the three Baltic States, and desired to support the motion presented by Lord Robert Cecil.

Mr. FISHER (Great Britain) suggested that the question should be referred back to the Sub-Committee with a request that they should find a formula basing their conclusions upon the ideas formulated by Lord Robert Cecil and Mr. Rowell.

M. HUNEEUS (Chili) put the motion of Mr. Fisher to the Committee in the following form:

"The Committee asks the Sub-Committee which presented a report on the admission of the Baltic States to study the proposals put forward during the present discussion by Lord Robert Cecil, Mr. Rowell and M. Benes, and to present a report to the Committee."

After further discussion the Committee adopted this motion, with an amendment extending its scope to the case of Armenia and Georgia.

Admission of Albania.

Lord ROBERT CECIL (South Africa) read the report of the Sub-Committee on the admission of Albania:

The Italian Government has completely renounced its rights over Albania, but the future status of this country has not yet been determined by the Powers. The Albanian Government has not been recognised either *de jure* or *de facto* by any Power. Further, the frontiers of Albania are not yet fixed by any treaties or international arrangements. Nevertheless, Albania is a nationality by reason of the unanimous feeling of its inhabitants. Objections raised to the admission of certain other States do not apply to Albania, which has for its neighbours countries which were not in a state of anarchy.

M. VIVIANI (France) said that the situation was delicate. The Assembly might take a decision which would not be in accordance with the policy of the Powers. He thought the decision should be postponed until the international status of Albania had been fixed by an agreement replacing the arrangements of 1913 and 1914.

M. PAGLIANO (Italy) said that he thought that the question of the admission of Albania should be postponed. He wished, however, to insist on the fact that Italy's views on the subject were most liberal. Italy merely desired a postponement because in her opinion Albania was in a similar position to the Baltic States in regard to her recognition *de jure* and *de facto*. Italy considered that to admit States to the League of Nations would encourage their democratic development, and would be a further guarantee of their intention to carry out their international obligations.

M. Pagliano said that, if at the previous meeting of the Committee he had asked that the request of Albania to be admitted might be postponed, this was only because the Military Commission of the League was shortly to decide upon the request of Albania, and because he desired to take into account the conclusions reached by the Sub-Committee on the Baltic States.

Mr. TSANG TSAI FOU (China) thought it was not possible to admit a State to the League which was not recognised *de jure*, whose frontiers were not fixed, and parts of whose territory were still occupied by foreign troops. He favoured the proposal to postpone the question.

M. SPALAIKOVITCH (Serb-Croat-Slovene State) also spoke in favour of postponement.

Lord ROBERT CECIL (South Africa) said he could not agree with the proposal of M. Viviani, or admit that the decision of the Assembly could be in any way subordinated to that of the Powers. Albania should be admitted because she presented all the characteristics of a nation perfectly constituted. Albania had suffered, like the other nations of the Balkans, and it was necessary to come to her assistance. The obligations resulting from Article 10 did not constitute an objection, since Albania could not be an object of aggression.

Mr. FISHER (Great Britain) represented that neither the Committee nor the Assembly could anticipate the decisions of the Powers.

M. HUNEEUS (Chili) put the motion of M. Viviani to the vote. It was adopted by 13 votes to 8.

The PRESIDENT tried, without success, to obtain a unanimous vote on the motion for postponement. Lord Robert Cecil said he reserved to himself the right to bring the question before the Assembly, pointing out that when the vote had been

remarquer qu'au moment du vote vingt et un membres seulement de la Commission étaient présents.

La motion d'ajournement sera présentée à l'Assemblée sous la forme suivante:

« La Commission après avoir pris connaissance du rapport de la Sous-Commission pour l'Albanie émet l'avis d'ajourner l'admission jusqu'à ce que le statut international de l'Albanie ait été clairement établi. »

IV. TÉLÉGRAMME ADRESSÉ PAR LE LORD-MAIRE DE MANCHESTER A M. H. A. L. FISHER

Assemblés au « Free Trade Hall » nous exprimons notre conviction que la paix universelle et la prospérité économique du monde dépendent de la Société des Nations, et nous entretenons le ferme espoir que les sessions de l'Assemblée, dont on ne peut mesurer l'importance, continueront à avoir un succès de plus en plus grand.

Le lord-maire de Manchester,
Président.

V. NOUVEAU TÉLÉGRAMME RELATIF A L'ARMÉNIE.

Télégramme de M. Leygues, Président du Conseil de la République Française.

A Son Excellence Monsieur HYMANS, Président de l'Assemblée de la Société des Nations,
Genève.

7 décembre 1920.

La France éprouve pour la nation arménienne des sentiments dont elle a, de longue date, donné des preuves. Le Gouvernement de la République Française ne peut donc que s'associer pleinement aux sentiments qui ont inspiré l'appel adressé aux divers gouvernements par l'Assemblée de la Société des Nations, en vue d'obtenir leur concours pour venir en aide à l'Arménie.

Les Etats-Unis d'Amérique, le Brésil et l'Espagne ont, dans un élan généreux, répondu aussitôt à cet appel; on peut espérer que la tâche qu'ils ont à accomplir en commun dans un but purement humanitaire, permettra d'apporter une assistance efficace aux populations de l'Anatolie orientale désolées par la guerre.

Le gouvernement français salue avec joie cet heureux résultat qui témoigne de l'autorité que s'est acquise déjà la Société des Nations.

Il suivra avec la plus ardente sympathie l'œuvre des trois Puissances médiatrices et il est prêt à la seconder de tous ses efforts.

LEYGUES.

IV. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A L'HOTEL DES DÉLÉGATIONS

le 7 décembre 1920.

A. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

N° 20 du *Journal Officiel*.

N° 18 des *Opinions de la Presse*.

Compte rendu sténographique provisoire de la quatorzième séance plénière de l'Assemblée.

N° 20/48/170 de l'Assemblée: Ordre du jour de la séance plénière de l'Assemblée, le 7 décembre.

B. — DOCUMENTS DES COMMISSIONS.

Commission N° 4.

N° 20/64/36: Ordre du jour de la 9^{me} séance, le 7 décembre.

N° 20/64/34: Communication de la Délégation italienne au Rapporteur de la Commission N° 4.

taken only twenty-one members of the Committee had been present.

The motion for postponement will be presented to the Assembly in the following form:

"The Committee, after having noted the report of the Sub-Committee on Albania, is of the opinion that her admission should be adjourned until her international status has been clearly defined."

IV. TELEGRAM ADDRESSED TO Mr. H.A.L. FISHER FROM THE LORD MAYOR OF MANCHESTER.

Free Trade Hall Demonstration declares its conviction that world peace and economic prosperity depends on League of Nations, and earnestly hopes for continued success of League Assembly's immeasurably important meetings.

Manchester, Lord Mayor,
Chairman.

V. FURTHER TELEGRAM RELATING TO ARMENIA.

Telegram from M. Leygues, President of the Council of the French Republic.

To H. E. M. HYMANS, President of the Assembly of the League of Nations,
Geneva.

7th December, 1920.

France entertains towards the Armenian nation feelings of which she has long given proof. The Government of the French Republic can do no more than associate itself openly with those sentiments which have inspired the appeal addressed to the different Governments by the Assembly of the League of Nations, with a view to obtaining their assent to aiding Armenia.

The United States of America, Brazil and Spain have with generous impulse made prompt response to this appeal. It is to be hoped that the task they are uniting to accomplish from purely humanitarian motives will be of real assistance to the population of eastern Anatolia, sorely stricken by the war.

The French Government hails with joy this result, which testifies to the power which the League of Nations has already acquired.

It follows with the greatest sympathy the work of the three mediatory Powers, and is ready to second all their efforts.

LEYGUES.

IV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED AT THE HOTEL DES DÉLÉGATIONS.

7th December, 1920.

A. — GENERAL DOCUMENTS.

Journal No. 20.

Press Opinion No. 18.

Provisional Verbatim Record of the Fourteenth Plenary Meeting of the Assembly.

20/48/170. — Assembly Document 170. Agenda of the Plenary Meeting of the Assembly held on Dec. 7th.

B. — COMMITTEE DOCUMENTS.

Committee No. 4.

20/64/36. — Agenda of the Ninth Meeting of the Fourth Committee, held on Dec. 7th.

20/64/34. — Communication of the Italian Delegation to the Rapporteur of the Fourth Committee.

N° 20/64/35: Rapport présenté par Sir George Foster et M. le Jonkheer Van Eysinga.

N° 20/64/8: Procès-verbal de la 8^{me} séance du 4 décembre.

N° 20/64/37: Protestation des Délégations de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

N° 20/64/33: Note de M. Ador sur la résolution prise par la Conférence de l'Union postale universelle.

Commission N° 5.

N° 20/65/6: Procès-verbal de la 6^{me} séance du 4 décembre.

N° 20/65a/3: Procès-verbal de la 3^{me} séance de la 1^{re} Sous-Commission, le 26 novembre.

N° 20/65/20: Lettre de la Délégation de Grèce, en date du 5 décembre, au sujet de l'admission de la Bulgarie dans la Société.

Commission N° 6.

N° 20/66a/5: Proposition faite par M. le Dr Lange à la 1^{re} Sous-Commission.

N° 20/66a/3: Procès-verbal de la 3^{me} séance de la Sous-Commission pour les armements, le mardi 30 Novembre.

20/64/35. — Report submitted by Sir George E. Foster and M. le Jonkheer van Eysinga.

20/64/8. — Procès-Verbal of the Eighth Meeting of Fourth Committee held on Dec. 4th.

20/64/37. — Protests by the Delegations of India and South Africa.

20/64/33. — Note from M. Ador on the resolution passed by the Conference of the Universal Postal Union.

Committee No. 5.

20/65/6. — Procès-Verbal of the Sixth Meeting of the Fifth Committee, held on Dec. 4th.

20/65a/3. — Procès-Verbal of the Third Meeting of Sub-Committee A held on 26th November.

20/65/20. — Letter from the Delegate of Greece, dated Dec. 5th, on the admission of Bulgaria to the League.

Committee No. 6.

20/66a/5. — Proposal submitted by Dr. Lange to Sub-Committee A.

20/66a/3. — Procès-Verbal of the Third Meeting of the Sub-Committee on Armaments, held on Nov. 30th.

347.1
L471Aj

JOURNAL

DE LA
PREMIÈRE ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1920

OF THE
FIRST ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1920

N° 22. — 9 DÉCEMBRE 1920.

No. 22. — 9th DECEMBER, 1920.

SOMMAIRE :

| | Pages |
|---|-------|
| I. Programme des séances | 177 |
| II. La seizième séance plénière de l'Assemblée | 177 |
| III. La Commission N° 6. L'adoption du rapport de la Sous-Commission sur le blocus | 182 |
| IV. Liste des documents distribués à l'Hôtel des Délé- gations le 8 décembre 1920 | 183 |

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Se réuniront aujourd'hui :

Dix-septième séance plénière de l'Assemblée. 10 h. 30 du matin, Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

1. Relations entre les organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations ;

ou :

2° Rapport de la Commission N° 6 sur le blocus.

Bureau de l'Assemblée. 6 h. après-midi, Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 3. M. Léon Bourgeois, Président. 4 h. après midi, chambre 12, Hôtel National.

Commission N° 4. M. Quinones de Léon, Président. 3 h. après-midi, Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 5. M. Huneus, Président. 3 h. après-midi, Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 6, Sous-Commission C. (Mandats). 2 h. 30 après-midi, Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

II. SEIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE.

*Salle de la Réformation, le Mercredi 8 Décembre 1920,
à dix heures et demie du matin.*

Le Typhus en Pologne.

Le PRÉSIDENT annonce que pour faire suite à la proposition du Dr Nansen, adoptée la veille, il a désigné les trois membres de la Commission qui doit examiner la question des fonds nécessaires à la lutte contre le typhus. Ce sont : Sir George

CONTENTS :

| | Page |
|---|------|
| I. Programme of Meetings | 177 |
| II. The Sixteenth Plenary Meeting of the Assembly | 177 |
| III. Committee No. 6. Adoption of Report of Sub- Committee on the Economic Weapon | 182 |
| IV. List of Documents distributed at the Hôtel des Délégations, December 8th, 1920 | 183 |

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

The meetings for to-day are as follows :

Seventeenth Plenary Meeting of the Assembly. 10.30 a.m., Salle de la Réformation.

The agenda will be :

1. Relations between the Technical Organisations, the Council, and the Assembly of the League ;

or,

2. The Report of Committee No. 6 on the Economic Weapon.

General Committee of the Assembly. 6 p.m., Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 3. M. Bourgeois, Chairman; 4 p.m., Room 12, Hôtel National.

Committee No. 4. H.E. M. Quinones de Léon, Chairman; 3 p.m., Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 5. M. Huneus, Chairman; 3 p.m., Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 6, Sub-Committee C (Mandates). 2.30 p.m., Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

II. SIXTEENTH PLENARY MEETING OF THE ASSEMBLY.

*Held at the Salle de la Réformation on Wednesday,
December 8th, 1920, at 10.30 a.m.*

Typhus in Poland.

The PRESIDENT announced that in accordance with the resolution of Dr. Nansen adopted on the previous day he had nominated a Committee of three Delegates of the Assembly to examine into the question of the funds necessary for the

E. Foster (Canada), M. le Jonkheer Loudon (Pays-Bas) et M. Restrepo (Colombie).

M. BRANTING (Suède) fait part d'un télégramme qu'il a reçu de son gouvernement en réponse à l'appel de fonds qui lui a été adressé par le Conseil de la Société. Le Gouvernement suédois vient justement d'attribuer une somme de 3000 livres sterling à ce fonds de secours. M. Branting rappelle à l'Assemblée que la Suède a déjà souscrit une somme de 25.000 livres sterling à des œuvres semblables, soit: 14.000 livres pour les ambulances en Pologne, 6000 pour l'achat de médicaments à Pétrograd, et 5000 pour l'achat de matériel sanitaire en Esthonie.

Dépôt du rapport de la Commission N° 2 sur les relations entre les organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société.

Le PRÉSIDENT invite M. Hanotaux à présenter les conclusions de la Commission N° 2 sur les organisations techniques de la Société.

M. HANOTAUX (France) dit qu'il préfère donner lecture du rapport chapitre par chapitre et faire voter séparément les propositions qui en sont la conclusion.

M. ROWELL (Canada) propose, puisque tous les membres de l'Assemblée n'ont pas encore eu l'occasion d'étudier le rapport, que l'Assemblée en examine les conclusions générales avant de passer à l'examen des différents chapitres.

M. Hanotaux accepte cette suggestion.

Le PRÉSIDENT prie M. Hanotaux de donner un aperçu de l'ensemble de la question, après quoi les chapitres du rapport pourront être discutés un à un et donner lieu à des votes distincts.

M. HANOTAUX (France) lit à l'Assemblée l'introduction générale du rapport.

Cette introduction rappelle que la Commission N° 2 a été priée par l'Assemblée d'étudier les questions suivantes figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée:

11. Relations entre les Organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société.

12. Etablissement d'une organisation permanente d'hygiène.

13. Le Typhus.

14. Contrôle des accords relatifs à la Traite des femmes et des enfants.

15. Contrôle général de l'exécution des accords relatifs au trafic de l'opium aux termes de l'article 23 du Pacte (à la requête du Gouvernement des Pays-Bas).

16. Etablissement d'un organisme permanent chargé des questions des Communications et du Transit qui, aux termes du Traité de Versailles, sont du ressort de la Société des Nations.

17. Juridiction en vue du règlement des différends prévus aux articles 336, 337, 376 et 386 du Traité de Versailles et aux articles similaires des autres Traités.

18. Passeports pour les membres du Secrétariat.

19. Organisation économique et financière.

20. Demande de l'Inde aux fins d'être représentée au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

Les questions visées sous ces différentes rubriques se rapportent à des articles du Pacte, dont le plus important prévoit que, en conformité des dispositions des conventions internationales conclues entre les Membres de la Société, celle-ci est chargée du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants et au trafic de l'opium; elle assurera et maintiendra la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société; enfin, elle s'efforcera de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies.

La Commission N° 2 résume dans son rapport les mesures déjà prises par le Conseil pour satisfaire à ces obligations.

La Commission divise les questions dont elle s'est occupée en deux catégories:

1° Celles se rapportant à la création des organismes spéciaux et qui sont, en quelque sorte, de l'ordre constitutif;

2° Celles qui portent sur certaines questions de fond, questions qui s'imposent d'ores et déjà, en raison de leur urgence ou de leur état de préparation, à l'étude de l'Assemblée.

campaign against typhus. The Committee would consist of Sir George E. Foster (Canada), M. le Jonkheer Loudon (Netherlands) and M. Restrepo (Colombia).

M. BRANTING (Sweden) announced that he had received from the Swedish Government a telegram in reply to the appeal for funds addressed to it by the Council of the League. The Swedish Government had just allocated a sum of £3000 to the Typhus Fund. M. Branting reminded the Assembly that Sweden had already allotted a sum of £25,000 for similar objects, viz., £14,000 for ambulances in Poland, £6000 for the purchase of drugs in Petrograd, and £5000 for the purchase of sanitary equipment in Esthonia.

Relations between the Technical Organisations of the League and the Council and the Assembly (Report of Committee No. 2).

The PRESIDENT invited M. Hanotaux to address the Assembly on the Report of Committee No. 2 on the Technical Organisations of the League.

M. HANOTAUX (France) said he would like to read the Report chapter by chapter, and to put the motions with which each chapter concluded severally to the vote.

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) proposed that, as all the Members of the Assembly had not yet had an opportunity of studying the Report, the Assembly should consider its general conclusions before passing to a successive examination of the separate chapters.

M. HANOTAUX accepted this suggestion.

The PRESIDENT therefore asked M. Hanotaux to make a general survey of the whole question, after which they might take separate chapters of the Report one by one in order to discuss and to vote upon them severally.

M. HANOTAUX (France) read to the Assembly the general introduction to the Report.

It is noted in the introduction of the Report that Committee No. 2 was asked by the Assembly to study the following items on the Agenda of the Assembly:

11. The relations between Technical Organisations and the Council and the Assembly of the League.

12. The establishment of a Permanent Health Organisation.

13. Typhus.

14. Supervision over the execution of Agreements with regard to the Traffic in Women and Children.

15. General Supervision over the execution of Agreements with regard to the Traffic in Opium in accordance with Article 23 of the Covenant (at the request of the Government of the Netherlands).

16. The establishment of a Permanent Organisation to deal with Communications and Transit questions, falling within the sphere of the League of Nations, under the Treaty of Versailles.

17. Tribunal for the settlement of differences referred to in Articles 336, 337, 376 and 386 of the Treaty of Versailles, and in corresponding Articles of other Treaties.

18. Passports for Members of the Secretariat.

19. Economic and Financial Organisation.

20. The claim of India to be represented on the Governing Body of the International Labour Office.

The Assembly is reminded that the more important items in the above Agenda fall within the scope of Article 23 of the Covenant, which provides that in accordance with the provisions of International Conventions between Members of the League, the League shall be entrusted with the general supervision of the agreements with regard to the traffic in women and children and the traffic in dangerous drugs; that it shall make provision to secure and maintain freedom of communications and transit and equitable treatment for the commerce of all Members of the League; and that it shall endeavour to take steps in matters of international concern for the prevention and control of disease.

Committee No. 2 proceeds in its Report briefly to summarise the steps which have already been taken by the Council to fulfil these obligations.

The Committee divides the questions with which it has been concerned into two categories:

1. Those relating to the establishment of special organisations, which are in some sort constructive.

2. Those which bear on certain fundamental questions which demand immediate consideration in view of their urgency or of their state of preparation for consideration by the Assembly.

M. Hanotaux donne lecture de la partie générale du rapport puis, avec l'assentiment de l'Assemblée, passe au chapitre II, qui traite des relations entre les organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société, et qui se termine par la résolution suivante, basée sur une résolution adoptée par le Conseil de la Société, le 19 mai 1920:

« En vue de préciser les rapports des organisations techniques de la Société des Nations avec le Conseil et l'Assemblée de la Société, l'Assemblée, après avoir pris connaissance de la résolution du Conseil de la Société des Nations, en date du 19 mai 1920, qui lui a été soumise par le Conseil, adopte la résolution suivante, qui sera communiquée au secrétariat de toute Organisation Technique, le dit secrétariat devant, dans tous les cas, être géré par le Secrétaire Général de la Société.

Il est entendu que les Organisations Techniques de la Société en voie de formation sont destinées, d'une part, à faciliter la tâche de l'Assemblée et du Conseil, en constituant des sortes de sections techniques, d'autre part, à faciliter aux Etats membres de la Société, par l'établissement d'un contact direct entre leurs représentants techniques dans chaque domaine, l'accomplissement des devoirs internationaux qui leur incombent.

A ce double titre, elles devront garder assez d'autonomie et de souplesse pour que les Membres de la Société aient un intérêt pratique à les utiliser, et, cependant, être soumises au contrôle des organisations responsables de la direction générale de la Société, en vue de vérifier la conformité des dispositions proposées avec les principes et l'esprit du Pacte, conformément aux articles 19 et 20.

Les deux principes suivants serviront de guide:

a) *Autonomie quant au fonctionnement intérieur des organismes.*

Les organisations techniques préparent leur ordre du jour et, après l'avoir communiqué au Conseil, discutent et délibèrent.

Dans les cas exceptionnels, lorsqu'il est nécessaire d'apporter une addition à l'ordre du jour au cours d'une Conférence d'un organisme technique et que le temps fait défaut pour communiquer l'article additionnel au Conseil, toute décision qui serait prise au sujet de cet article n'aura qu'une valeur provisoire, tant qu'elle n'aura pas été soumise au contrôle du Conseil.

b) *Contrôle quant à l'intervention vis-à-vis de ses membres.*

Avant toute communication aux Membres des travaux ou propositions des organisations techniques, et avant toute action à engager vis-à-vis d'un Membre, le Conseil de la Société devra en être immédiatement informé afin de pouvoir exercer, s'il y a lieu, son pouvoir de contrôle.

Il lui appartiendra au besoin de décider que lesdites communications ou actions devront être ajournées, et d'inviter l'organisme technique intéressé, soit à retirer la question de son ordre du jour, soit à la soumettre à de nouvelles délibérations.

Toutefois, l'organisation technique pourra demander que la discussion de la décision prise par le Conseil soit mise à l'ordre du jour de la première réunion de l'Assemblée.

L'Assemblée de la Société pourra connaître de toutes les affaires traitées dans l'intervalle de ces sessions par le Conseil, dans l'exercice du pouvoir de contrôle ci-dessus défini, soit que le Conseil prenne l'initiative de lui en rendre compte, soit qu'elle-même, sur la demande d'une des organisations techniques de la Société, décide de s'en saisir.

M. HANOTAUX propose que ce projet de résolution soit mis aux voix.

Le PRÉSIDENT explique que la partie du rapport que vient de lire M. Hanotaux a trait aux principes généraux devant régir les relations entre les organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société. Il recommande à l'Assemblée de discuter d'abord ces principes et ensuite de voter sur le projet de résolution dont il vient d'être donné lecture. On pourra alors passer à l'examen des autres chapitres du rapport qui

M. Hanotaux, after reading the general introduction to the Report, proceeded, with the assent of the Assembly, to read the second chapter of the Report, dealing with the relations of the Technical Organisation of the League to the Council and Assembly.

Chapter 2 of the Report concludes with the following Resolution, based by the Committee on a Resolution adopted by the Council of the League on May 19th, 1920:

"With a view to defining the relations between the Technical Organisation of the League of Nations and the Council and the Assembly of the League, the Assembly, after having noted the Resolution of the Council of the League of Nations dated May 19th, 1920, submitted to it by the Council, adopts the following Resolution. The Resolution will be forwarded to the secretariat of all Technical Organisations, and those secretariats must in all cases be administered by the Secretary-General of the League.

The Technical Organisations of the League now in process of formation are established for the purpose of facilitating the task of the Assembly and the Council by the setting up of technical sections on the one hand and on the other to assist the Members of the League, by establishing direct contact between their technical representatives in the various spheres, to fulfil their international duties.

With this double object, they must keep enough independence and flexibility to make them effectively useful to the Members of the League, and yet they must remain under the control of the responsible organisations which conduct the general business of the League, with a view to verifying whether the proposals are in conformity with the principles and spirit of the Covenant, in accordance with Articles 19 and 20.

The two following principles will serve as a guide:

(a) *The interior working of the various organisations should be independent.*

They will prepare their own agenda, and communicate it to the Council of the League before discussion thereon takes place.

In exceptional cases in which it is necessary to add to the Agenda during the progress of a conference of a technical organisation, and time does not admit of the communication of the additional item to the Council, any decision arrived at thereon shall be provisional only until the Council has had an opportunity of exercising its control.

(b) *Their relations with the Members of the League should be under control.*

Before any communication of the results or proposals of the technical organisations is made to the Members, and before any action concerning a Member is taken, the Council of the League must be immediately informed in order that they may be able to exercise their power of control, if necessary. In this case, the Council may decide that the communication or action in question shall be postponed and request the technical organisation concerned either to withdraw the question from its agenda or to submit it to further consideration.

The technical organisation may, however, request that the decision taken by the Council shall be discussed at the next meeting of the Assembly.

The Assembly of the League should be informed of all questions dealt with in the interval between its meetings by the Council in the exercise of its power of control defined above. It may either be informed of such questions by the Council on its own initiative, or on the proposal of any one of its Members, or at the request of one of the technical organisations of the League."

M. Hanotaux proposed that the Assembly should vote upon this Resolution.

The PRESIDENT said that the portion of the Report read by M. Hanotaux dealt with the general principles which should govern the relations between the Technical Organisations and the Council and the Assembly of the League. He suggested that the Assembly should discuss these general principles, and afterwards vote upon the Resolution which had just been read. It would then be possible to pass to an examination of the chapters of the Report which dealt separately with the organisations for

traitent séparément des organisations économique et financière, des communications et du transit, et de l'hygiène.

On adopte la procédure recommandée par le Président.

M. le Dr. NANSEN (Norvège) aimerait que l'on établisse expressément que les organisations techniques devront recourir à l'assistance et à la collaboration des États qui ne sont pas membres de la Société. Quelques-uns de ceux-ci l'ont considérablement aidée dans son œuvre de rapatriement des prisonniers de guerre. Ces États ont déjà collaboré à plusieurs travaux de la Société, par exemple en matière de Finances et de Travail. On a besoin du concours de toutes les nations pour des questions telles que celles du Transit, des Communications et de l'Hygiène: elle est aussi nécessaire dans toutes sortes de travaux scientifiques, et, de plus, une semblable coopération est un bon moyen de rapprochement.

L'hon. M. N. W. ROWELL (Canada) dit qu'il désire présenter une ou deux observations sur les principes généraux soutenus dans le rapport.

Tout d'abord, le rapport traite de questions qui relèvent de l'article 23 du Pacte. Elles appartiennent à une catégorie toute différente de celles qui relèvent d'autres articles du Pacte. Aux termes de l'article 23, ni le Conseil ni l'Assemblée n'ont le droit de décision. Les gouvernements intéressés se réservent le droit de régler par des conventions internationales les questions qui dépendent de cet article et le Conseil et l'Assemblée ne peuvent agir sans que ces conventions aient été approuvées.

Ce fait a été reconnu dans le rapport de la Commission N° 1 qui traite des relations entre le Conseil et l'Assemblée. Il est établi dans ce rapport que le Pacte parle de questions qui ne sont pas de la compétence du Conseil ni de l'Assemblée, mais qui exigent l'approbation des gouvernements intéressés et la conclusion par ces derniers d'accords internationaux. Les questions visées par l'article 23 sont explicitement mentionnées.

M. Rowell estime que le rapport de la Commission N° 2 doit rester dans le cadre tracé par le Pacte et par le paragraphe du rapport de la Commission N° 1 qui traite de la question en discussion.

M. Rowell fait remarquer que si le plan recommandé par la Commission N° 2 était adopté, trois conférences annuelles, à savoir des conférences sur les finances, sur le transit, et sur l'hygiène, viendraient s'ajouter à l'Assemblée annuelle de la Société et à la Conférence annuelle du Bureau International du Travail. Cette organisation compliquée n'entraînerait pas seulement des dépenses sur lesquelles l'Assemblée de la Société aurait peu de contrôle, mais elle signifierait aussi que la conduite de ces affaires importantes passerait nécessairement à un organe représentant les intérêts de l'Europe plutôt que ceux du monde. Il est impossible pour des hommes d'État de premier ordre de venir des pays situés hors d'Europe pour assister à toutes ces conférences et si les plus grands hommes des pays éloignés n'y assistent pas, toute la politique de ces organisations tombera inévitablement entre les mains d'une commission européenne.

Bien que le Canada ait le plus grand respect et la plus grande admiration pour les hommes d'État européens, il n'est pas disposé à laisser le règlement de ces questions importantes à leur contrôle. La politique européenne et les hommes d'État d'Europe ont été incapables d'épargner au monde la grande guerre. Les 50.000 Canadiens qui sont tombés en France et dans les Flandres sont le prix que le Canada a payé pour les efforts faits par les hommes d'État d'Europe en vue de régler les problèmes européens.

M. Rowell conclut en proposant que l'Assemblée discute au cours de la séance les principes qui sont à la base du rapport de la Commission N° 2, puis s'ajourne, afin que ces questions importantes soient examinées de plus près.

M. G. HANOTAUX (France) répond que les observations que vient de faire M. Rowell auraient dû être présentées quand on discutait le Pacte ou bien au début de la session de l'Assemblée. Il est d'avis que les auteurs du Pacte ont agi très sagement en renvoyant les études dont il s'agit à l'examen de la Société des Nations. Ce sont de difficiles questions économiques qui ne peuvent être examinées beaucoup plus avantageusement par les organismes dont on propose la création.

M. Hanotaux demande pourquoi on fait un pareil procès à l'Europe, qui a travaillé pour le reste du monde, et qui prend maintenant l'initiative d'appeler les savants, les hommes compétents à se réunir pour travailler pour l'humanité.

economics and finance, for transit and communications, and for health.

It was agreed that this procedure should be adopted.

Dr. NANSEN (Norway) said he would like to have it expressly stated that it was desirable for the Technical Organisations to have recourse to the help and co-operation of States which were not Members of the League. The help of non-Members had been of considerable assistance to him in the work of repatriating prisoners of war. Non-Members had already co-operated in various branches of the work of the League, such as Finance and Labour. The co-operation of all nations was essential in such matters as communications and transit and health. It was also necessary in all kinds of scientific work. Such co-operation, moreover, presented a good opportunity to draw the nations together.

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) said he desired to make one or two observations on the general principles embodied in the Report.

First, the Report dealt with matters falling within the scope of Article 23 of the Covenant. These matters stood in quite a different category from matters dealt with in other Articles of the Covenant. Under Article 23 neither the Council nor the Assembly had the right of decision. The Governments concerned reserved to themselves under this Article the right to deal by international conventions with matters falling within its scope, and the Council and the Assembly were impotent until these conventions had actually been approved.

This fact had been recognised in the Report of Committee No. 1, on the relations between the Council and the Assembly. It was laid down in that Report that there were matters referred to in the Covenant which were not within the competence of the Council and the Assembly, but required the concurrence and action of the Governments concerned in the form of international conventions. In this connection the matters falling under Article 23 were explicitly mentioned.

Mr. Rowell submitted that the report of Committee No. 2 should be based on the Covenant itself, and on the paragraph in the Report of Committee No. 1 which was relevant to the matter under discussion.

Mr. Rowell pointed out that, if the scheme recommended by Committee No. 2 were adopted, three more annual conferences, namely, conferences on finance, on transit, and on health, would be held yearly in addition to the annual Assembly of the League and the annual Conference of the International Labour Organisation. This machinery would not only entail an expenditure over which the Assembly of the League would have very little control; it would also mean that the conduct of these important affairs would necessarily pass to a body representing European rather than world interests. It would be impossible for statesmen of the first rank belonging to countries outside Europe to attend all these conferences, and if the best men from the more distant countries did not attend, the shaping and control of the whole policy of these bodies would inevitably fall into the hands of a European Committee.

Though Canada had a great respect and admiration for European statesmen, she was not prepared to leave the settlement of these important matters under their control. European policy and European statesmanship had been unable to save the world from the Great War. The 50,000 Canadians who had fallen in France and Flanders were the price which Canada had paid for European statesmanship in its endeavour to settle European problems.

Mr. Rowell moved, in conclusion, that the Assembly should at that meeting discuss the principles underlying the Report of Committee No. 2, and then adjourn in order to give further consideration to these important matters.

M. GABRIEL HANOTAUX (France) submitted that the protest made by Mr. Rowell should have been presented when the Covenant was drafted, or at the beginning of the Assembly. He thought the authors of the Covenant had been well advised in leaving a solution of the problems under discussion to the League.

They were highly technical problems which could only be settled by experts and could best be studied by the technical organisations which it was proposed to establish.

He asked why an attack had been made on the statesmanship of Europe. Europe had worked for the rest of the world, and was prepared to summon men of knowledge and experience to labour on behalf of humanity.

L'hon. M. E. D. MILLEN (Australie) dit que les explications données par M. Hanotaux en réponse aux objections de M. Rowell ne sont guère concluantes. M. Rowell a fait remarquer que les organismes techniques que l'on propose de créer ne seront d'aucune utilité si l'on n'obtient pas au préalable et au moyen de conventions le consentement et le concours des Gouvernements. L'article 23 du Pacte prévoit d'abord l'établissement de conventions internationales; or, cette mesure préliminaire n'a pas encore été prise, et ce que demande M. Rowell, c'est que nous observions les dispositions du Pacte.

D'après l'article 23, les Etats peuvent participer à ces conventions, mais n'y sont pas nécessairement tenus. Le fait de créer ces organismes n'engage pas les Etats intéressés, et on ne fait que pourvoir aux frais de ces services sans engager la responsabilité d'aucun des Etats.

M. Millen dit que, en vertu du Pacte, les dépenses du Secrétariat sont les seules qui doivent être à la charge des Membres de la Société. L'Assemblée n'a pas le droit d'engager les Membres de la Société dans des dépenses pour des organisations techniques.

M. ADOR (Suisse) fait remarquer que les Commissions techniques projetées ont un caractère purement consultatif. Leurs décisions devront être ratifiées par les Gouvernements.

L'Assemblée ne doit pas craindre que le contrôle des dépenses de ces organisations lui échappe. L'Assemblée a le droit de contrôle absolu sur le budget qu'elle peut, chaque année, modifier. Il regretterait que l'Assemblée s'ajournât sans avoir pris une résolution définitive pour la création de ces importantes organisations techniques qui sont d'un intérêt vital.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) dit que les organisations techniques projetées auront à s'occuper des trois plus importantes questions du jour, à savoir: l'hygiène, le transit et les finances. Il serait désastreux qu'on ne pût pas arriver à un règlement satisfaisant avant la fin de la présente session. La Délégation canadienne semble avoir deux objections: tout d'abord elle pense imprudent de créer des organisations qui engagent la Société dans des dépenses imprévisibles; elle pense d'autre part que les pays éloignés de l'Europe seront dans l'impossibilité de se faire représenter aux conférences européennes par des hommes jouissant d'une grande influence. Ce dernier point soulève un problème très difficile qui devra être examiné avec grand soin au cours des mois prochains.

Lord Robert Cecil estime, comme M. Rowell, qu'il ne devrait pas y avoir de vote dans cette séance, et que des conversations devraient avoir lieu entre les représentants de la Commission et les membres de l'Assemblée qui partagent les vues de M. Rowell. A son avis, il faudrait relativement peu d'amendements au rapport pour obtenir l'adhésion de M. Rowell.

M. ROWELL (Canada) dit que c'est le désir du Canada d'examiner le problème dans un esprit de conciliation et de coopération internationale. Répondant à la remarque faite par M. Hanotaux que cette question aurait dû être soulevée plus tôt, M. Rowell fait remarquer qu'il a déjà fait part de ces mêmes vues à l'Assemblée il y a environ deux semaines ou plus, et que dans la Commission il a désapprouvé l'interprétation donnée au Pacte par M. Hanotaux. Si tout à l'heure il s'est exprimé en termes un peu trop vigoureux, ceci n'est dû qu'à son désir d'insister sur le point de vue qu'il a déjà exprimé, et apparemment en vain, à différents membres de la Commission.

M. Rowell croit que l'on peut très bien modifier le rapport de la Commission afin de le rendre conforme au Pacte. Il apprécie beaucoup les remarques de M. Ador quant à l'importance qu'il y a d'étudier les questions relevant de l'article 23. La Société a le droit de convoquer les conférences, mais il n'est pas nécessaire pour cela de créer un organisme international. Point n'est besoin d'engager l'Assemblée avant qu'elle n'ait acquis suffisamment d'expérience pour savoir quelle est la meilleure méthode à adopter.

M. HANOTAUX (France) est prêt à accepter la proposition d'ajournement jusqu'au lendemain. Il ne voit pas pourquoi on ne formerait pas une Sous-Commission peu nombreuse pour examiner les questions en litige.

M. DA CUNHA (Brésil) fait la proposition suivante:

« D'accord avec le Pacte, article 23, la Délégation du Brésil propose que les Conférences envisagées pour élaborer les conditions concernant le transit, l'hygiène, etc. . . soient réunies, par les soins de la Société des Nations, moyennant des projets préparés par les Commissions

The Hon. E. D. MILLEN (Australia) submitted that M. Hanotaux had not really dealt with the points raised by Mr. Rowell. Mr. Rowell had pointed out that the proposed technical organisations would be useless unless the consent and co-operation of the Governments had previously been secured by means of conventions. Under Article 23 international conventions were required as a preliminary step, and this preliminary step had not been taken. Mr. Rowell had asked that the Covenant should be observed.

Under Article 23 any State might co-operate or refrain from co-operating. Creating organisations laid no obligation on any of the States concerned. It merely provided for the payment of a number of officials without engaging the responsibility of a single country.

Mr. Millen represented that under the Covenant only the expenses of the Secretariat should be borne by the Members of the League. The Assembly had no power to commit the Members of the League to an expenditure upon technical organisations.

M. ADOR (Switzerland) pointed out that the proposed technical organisations only had advisory duties. Their decisions would have to be ratified by the Governments.

The Assembly need not fear that it would lose control over the expenditure of these bodies. The Assembly had complete control of the Budget, and would be able to amend the Budget every year. He would be sorry if the Assembly were to adjourn without having adopted definite resolutions for the establishment of these important and vital technical organisations.

Lord ROBERT CECIL (South Africa) said that the proposed technical organisations would deal with three of the greatest questions of the day, viz., health, transit and finance. He thought it would be disastrous if a satisfactory settlement were not reached before the end of the present Session. The difficulties of the Canadian Delegation appeared to be two-fold; first, they thought it unwise to set up organisations committing the League permanently to an unknown expense; secondly, they thought that it would be impossible for countries at a distance from Europe to be perpetually sending men of the greatest influence to conferences in Europe. The second of these difficulties raised a very difficult problem, which would require very grave consideration during the next few months.

Lord Robert Cecil was inclined to support Mr. Rowell in his contention that no vote should be taken at that meeting, and that there should be conferences between representatives of the Committee and those Members of the Assembly who shared the views of Mr. Rowell. Personally, he felt that, with comparatively small amendments to the Report, all Mr. Rowell's contentions could be met.

Mr. ROWELL said that Canada desired to approach the question in a spirit of conciliation and international co-operation. Alluding to the statement of M. Hanotaux that this question should have been raised at an earlier stage, Mr. Rowell pointed out that he had expressed his views in the Assembly two and a half weeks ago, and that he had dissented in Committee from the interpretation placed on the Covenant by M. Hanotaux. If he had a moment ago expressed himself with some warmth, this was due to his desire to emphasise a point of view which he had already expressed to different Members of the Committee, apparently without effect.

Mr. Rowell said he believed the report of the Committee could be amended to bring it into harmony with the Covenant. He fully appreciated what M. Ador had said of the importance of dealing with matters coming under Article 23. The League was competent to summon conferences, but it was not necessary for this purpose to set up an international organisation. He did not think that the hands of the Assembly should be tied before it had had sufficient experience to know what was the wisest course to adopt.

M. HANOTAUX said he was willing to accept the proposal that the Assembly should adjourn until the following day. He saw no reason why they should not form a small sub-committee to investigate the matters in dispute.

M. DA CUNHA (Brazil) suggested that the following motion should be adopted: —

"In accordance with Article 23 of the Covenant the Brazilian Delegation proposes that the conferences under consideration which have the object of drawing up conventions concerning transit, hygiene, etc., should be summoned by the League of Nations in accordance with

réunies spécialement à cet effet par le Conseil, toutes organisations définitives des Bureaux ou Offices concernant lesdites matières restant ajournées jusqu'à ce que la Conférence en ait décidé. »

Le PRÉSIDENT suggère, comme étant le meilleur moyen d'arriver à une entente, de demander à M. Hanotaux, M. Ador et M. Barnes, les rapporteurs de la Commission, de vouloir bien discuter la question avec MM. Rowell, Millen, Loudon, Da Cunha et lord Robert Cecil, qui ont pris part à la discussion devant l'Assemblée.

La proposition du Président est adoptée, et l'Assemblée s'ajourne au Jeudi 9 Décembre à dix heures et demie du matin.

III. COMMISSION N° 6.

(ADOPTION DU RAPPORT SUR LE BLOCUS).

Lord ROBERT CECIL présente un rapport au nom de la Sous-Commission pour l'arme économique. Il rappelle que la meilleure arme de la Société sera toujours l'opinion publique qui, dans tous les Etats, constitue les neuf dixièmes du pouvoir régulateur de la vie politique et économique.

L'étude des mesures de coercition ne doit cependant pas être négligée et le blocus économique devra être en tout dernier ressort l'argument suprême en faveur de la paix et de la justice internationale dont la sauvegarde est confiée à la Société des Nations. L'arme économique est la moins cruelle de toutes, car son emploi n'est pas meurtrier au début et ce n'est que très lentement que ses effets graves se font sentir.

La Sous-Commission pour le blocus a donc étudié la question de l'arme économique afin d'en rendre l'utilisation possible à bref délai, avant que sa technique ait pu être perfectionnée par une Commission internationale du blocus.

Lord Robert Cecil lit et commente le rapport présenté par la Sous-Commission et l'on procède à la discussion générale.

M. NEGULESCO dit qu'il faut savoir tout d'abord si le blocus est une mesure de paix ou de guerre. Cette question devrait être examinée attentivement par la Commission du Blocus. Il demande ensuite si, quand on parle de l'article 16, on y comprend la notion du blocus maritime. Si tel était le cas il faudrait savoir dans quelles mesures les dispositions du Traité de Paris (1856) relatives au blocus effectif sont encore applicables.

M. Negulesco propose en troisième lieu que le Conseil soit chargé de déterminer dans chaque cas particulier si le blocus doit être collectif ou s'il doit être exercé par plusieurs Etats ou bien encore par un seul.

Une quatrième question est celle de la notification du blocus aux divers pays. Est-il nécessaire qu'un avertissement du Conseil soit adressé par voie diplomatique et que les zones à bloquer soient indiquées ?

Enfin, une difficulté se présente au sujet du principe de la liberté des mers. Ce principe, reconnu par la Convention de la Haye, admet que la propriété privée des Neutres doit être respectée lorsqu'elle ne constitue pas une contrebande de guerre. Ce principe est donc en opposition nette avec l'article 16 du Pacte, aux termes duquel les matières premières sont assimilées à des armes. Peut-on donc dire que le principe reconnu à la Haye est encore valable ?

Lord ROBERT CECIL dans une courte réponse, rappelle que plusieurs des questions de M. Negulesco sont du ressort de la Commission Internationale du Blocus dont la création est prévue. Il déclare également que la liste des hypothèses, dont il est tenu compte dans le rapport, n'est nullement limitative et que d'autres problèmes de grande importance ne manqueront pas de surgir lorsque la Commission Internationale commencera ses travaux. Il tient cependant à préciser que le blocus ne fait pas de distinction entre les pays neutres et les autres et que le pays délinquant dans son ensemble doit être bloqué sans autre considération. C'est ainsi que si l'on bloque un port, on doit empêcher l'entrée et la sortie de tout vaisseau sans tenir compte de la question de propriété ni de la nature de la cargaison.

proposals prepared by commissions specially nominated for that purpose by the Council. Any definite organisation of bureaux or offices concerning such matters should remain adjourned until the conferences decided on the matter."

The PRESIDENT suggested that the best means of arriving at a settlement was to ask M. Hanotaux, M. Ador and Mr. Barnes, the Rapporteurs of the Committee, to discuss the question with those who had at that meeting addressed the Assembly, namely, Mr. Rowell, Mr. Millen, M. Loudon, M. da Cunha and Lord Robert Cecil.

The suggestion of the President was adopted, and the Assembly adjourned until 10.30 a.m. on Thursday December 9th.

III. COMMITTEE No. 6. (ADOPTION OF THE REPORT ON THE ECONOMIC WEAPON.)

Lord ROBERT CECIL presented a Report in the name of the Sub-Committee on the use of the Economic Weapon. He contended that the best weapon of the League was always public opinion, which in every State constituted nine-tenths of the power which regulated political and economic life.

The study of coercive measures must not, however, be neglected, and the economic blockade should be in the last resort the supreme argument in favour of peace and international justice, the safety of which is entrusted to the League of Nations. The economic weapon was the least cruel of all, because its employment was not immediately destructive of life and its grave effects were only felt very slowly.

The Sub-Committee on Blockade had studied the question of the economic weapon in order that it might be brought into use with the least possible delay before the technical details relating to its employment could be perfected by an International Commission on Blockade.

Lord Robert Cecil read and commented on the Report presented by the Sub-Committee, and a general discussion upon it followed.

M. NEGULESCO argued that it was necessary to determine first whether the blockade was a measure of peace or of war. That question must be very attentively examined by the Commission on Blockade. He next asked whether, when Article 16 was mentioned, it was intended to cover the idea of a seaboard blockade. If that were the case, it was necessary to know in what measure the terms of the Treaty of Paris (1856) regarding an effective blockade were still applicable. M. Negulesco proposed, in the third place, that the Council should be empowered to judge in each particular case whether the blockade should be collective, or put into execution by several States or by only one.

The fourth question was that of notifying the existence of a state of blockade to the various countries. Was it necessary that the Council should notify the blockade through diplomatic channels, and that the blockade zones should be indicated ?

Lastly, there was a difficulty with regard to the principle of the freedom of the seas. This principle, recognised by the Convention of the Hague, admits that neutral private property must be respected when it was not contraband of war. This principle was directly opposed to Article 16 of the Covenant, by the terms of which raw materials were classed in the same category as war materials. Could it, therefore, still be said that the principle recognised by the Hague was still valid.

Lord ROBERT CECIL, in a short reply, said that several of the questions of M. Negulesco would have to be dealt with by the International Commission on Blockade, the setting up of which was contemplated. He also pointed out that the list of hypothetical cases mentioned in the Report was in no way comprehensive, and that other problems of great importance were sure to arise when the International Commission began its work. It was, however, necessary to lay down that blockade made no distinction between neutral and other countries and that a defaulting country must be blockaded in its entirety without further consideration. This meant that, if a port was blockaded, the entry and departure of all vessels must be prevented without taking into account the question of ownership nor the composition of their cargo. In this connection Lord

Lord Robert Cecil mentionne à ce propos le droit de prise qui varie de pays à pays et dont l'unification, selon lui, devra probablement être envisagée.

Il n'y a pas de doute que le blocus ne comporte pas l'état de guerre. En effet, aux termes du Pacte, tout État qui est à la fois en guerre et en rupture de pacte est, *ipso facto*, en guerre avec les autres pays appartenant à la Société et c'est au Conseil qu'appartient de déterminer le rôle à jouer par chaque pays dans le blocus.

Quelques modifications secondaires sont introduites dans le rapport sur le blocus qui est adopté à l'unanimité pour être soumis à l'Assemblée.

[Le rapport de la Sous-Commission pour le blocus a été publié dans le N° 19 du *Journal*.]

IV. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A L'HOTEL DES DÉLÉGATIONS

le 8 décembre 1920.

A. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

N° 21 du *Journal*.

N° 19 des *Opinions de la Presse*.

Compte rendu sténographique de la 15^{me} séance plénière de l'Assemblée.

N° 24/4/422: Le conflit lithuano-polonais. Lettre de M. Woldemar en date du 3 décembre 1920.

N° 20/4/424: Le conflit lithuano-polonais. Lettre de M. Hagerup en date du 5 décembre 1920.

N° 20/48/185: Organisation économique et financière.

N° 20/48/186: Le typhus en Pologne. Résolution prise par l'Assemblée le 7 décembre 1920.

N° 20/48/187: Relations entre le Conseil et l'Assemblée. Résolution prise par l'Assemblée le 7 décembre 1920.

B. — DOCUMENTS DES COMMISSIONS.

Commission N° 2.

M.20/62/42: Proposition de la Délégation polonaise relative à l'établissement d'un Office agricole.

Commission N° 3.

M.20/63/23: Annexe aux Procès-verbaux de la Commission N° 3 et de sa sous-commission.

M.20/63a/2: Procès-verbal provisoire de la 2^{me} séance de la sous-commission.

M.20/63a/3: Procès-verbal provisoire de la 3^{me} séance de la sous-commission.

M.20/63a/4: Procès-verbal provisoire de la 4^{me} séance de la sous-commission.

M.20/63a/6: Procès-verbal provisoire de la 6^{me} séance de la sous-commission.

M.20/63a/7: Procès-verbal provisoire de la 7^{me} séance de la sous-commission.

Procès-verbal provisoire de la 8^{me} séance de la sous-commission.

M.20/63a/9: Procès-verbal provisoire de la 9^{me} séance de la sous-commission.

M.20/63a/2: Cour permanente de justice internationale (Rapport présenté à la Commission N° 3 par M. Hagerup au nom de la sous-commission).

Commission N° 5.

M.20/65/21: Lettre de la Délégation grecque en date du 2 décembre 1920, concernant l'admission de la Bulgarie dans la Société.

M.20/65b/1: Modifications au rapport de la Commission.

M.20/65c/3: Procès-verbal de la séance du 24 novembre de la 3^{me} sous-commission.

M.20/65c/4: Procès-verbal de la séance du 26 novembre de la 3^{me} sous-commission.

Commission N° 6.

M.20/66a/2/1: Rapport de la 1^{re} sous-commission (Armements).

Robert Cecil mentioned the right of prize, which varied according to countries. It was his opinion that a uniform rule with regard to this would perhaps require to be laid down.

There was no doubt that the blockade weapon did not imply a state of war. In reality, according to the terms of the Covenant, each State which was at the same time at war and had violated the Covenant was *ipso facto* at war with the other countries belonging to the League. It was for the Council to determine the nature of the part to be played by each country in the blockade.

Several minor modifications were made in the Report of the Sub-Committee, which was adopted unanimously by the main Committee for submission to the Assembly.

[The report of the Sub-Committee on Blockade was published in *Journal* No. 19.]

IV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED AT THE HOTEL DES DÉLÉGATIONS.

8th December, 1920.

A. — GENERAL DOCUMENTS.

Journal No. 21.

Press Opinion No. 19.

Provisional Verbatim Record of the Fifteenth Plenary Meeting of the Assembly.

20/4/422. — Polish-Lithuanian Dispute: Letter from M. Woldemar dated December 3rd, 1920.

20/4/424. — Polish-Lithuanian Dispute: Letter from M. Hagerup dated December 5th, 1920.

20/48/185. — Economic and Financial Organisation.

20/48/186. — Typhus in Poland: Resolutions adopted by the Assembly on December 7th, 1920.

20/48/187. — Relations between the Council and the Assembly: Resolution adopted by the Assembly on December 7th, 1920.

B. — COMMITTEE DOCUMENTS.

Committee No. 2.

M20/62/42. — Motion by Polish Delegation relating to the establishment of an Agricultural Office.

Committee No. 3.

M20/63/23. — Annexes to the Minutes of the Third Assembly Committee and of the Sub-Committee of that Committee.

M20/63a/2. — Draft Minutes of second meeting of Sub-Committee of Committee No. 3.

M20/63a/3. — Draft Minutes of the third meeting of Sub-Committee of Committee No. 3.

M20/63a/4. — Draft Minutes of the fourth meeting of Sub-Committee of Committee No. 3.

M20/63a/6. — Draft Minutes of the sixth meeting of Sub-Committee of Committee No. 3.

M20/63a/7. — Draft Minutes of the seventh meeting of Sub-Committee of Committee No. 3.

Draft Minutes of the eighth meeting of the Sub-Committee of Committee No. 3.

M20/63a/9. — Draft Minutes of the ninth meeting of Sub-Committee of Committee No. 3.

M20/63a/2. — Permanent Court of International Justice (Report submitted to Committee No. 3 by M. Hagerup on behalf of the Sub-Committee).

Committee No. 5.

M20/65/21. — Letter from Greek Delegation with reference to the admission of Bulgaria to the League of Nations, dated December 2nd, 1920.

M20/65b/1. — Alterations to the Report of Committee No. 5.

M20/65c/3. — Minutes of Sub-Committee C of meeting held on November 24th, 1920.

M20/65c/4. — Minutes of Sub-Committee C of Committee No. 5 of meeting held on November 26th, 1920.

Committee No. 6.

M20/66a/2/1. — Report of Sub-Committee A (Armaments).

JOURNAL

DE LA
PREMIÈRE ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1920

OF THE
FIRST ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1920

N° 23. — 10 DÉCEMBRE 1920.

No. 23. — 10th DECEMBER, 1920.

SOMMAIRE :

| | Pages |
|--|-------|
| I. Programme des séances | 185 |
| II. La dix-septième séance plénière de l'Assemblée . . . | 186 |
| III. Admission de la Bulgarie | 191 |
| IV. Commission d'études des Communications et du Transit | 191 |
| V. Liste des documents distribués à l'Hôtel des Délégations le 9 décembre 1920 | 192 |

CONTENTS :

| | Page |
|---|------|
| I. Programme of Meetings | 185 |
| II. The Seventeenth Plenary Meeting of the Assembly . . | 186 |
| III. The Admission of Bulgaria | 191 |
| IV. Commission of Enquiry on Communications and Transit | 191 |
| V. List of Documents distributed at the Hôtel des Délégations, December 9th, 1920 | 192 |

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Voici les réunions d'aujourd'hui:

Dix-huitième Séance Plénière de l'Assemblée. 10 heures du matin, Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

1. Les Organisations de l'hygiène.
2. Le blocus.

Séance du Conseil. 4 heures et demie après-midi, Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 2. M. Jonnesco, président. 3 heures après-midi, Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 3. M. Léon Bourgeois, président. 3 heures après-midi, Chambre 12, Hôtel National.

Sous-Commission. M. Hagerup, président. 9 heures et demie du matin, Bureau du Secrétaire Général, Salle de la Réformation.

Commission N° 5. M. Huneus, président. 5 heures après-midi, Salle du Conseil, Hôtel National.

La Commission N° 6 aura une séance publique le samedi 11 décembre, à 3 heures après-midi, dans la Grande Salle, Hôtel National.

Ordre du jour:
Armements.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

The meetings for to-day are as follows:—

Eighteenth Plenary Meeting of the Assembly. 10 a.m., Salle de la Réformation.

Agenda:

1. Health Organisations.
2. Economic Weapon.

Council Meeting. 4.30 p.m., Petite Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 2. M. Jonescu, Chairman; 3 p.m., Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 3. M. Léon Bourgeois, Chairman; 3 p.m., Room 12, Hôtel National.

Sub-Committee. M. Hagerup, Chairman; 9.30 a.m., Office of the Secretary-General, Salle de la Réformation.

Committee No. 5. M. Huneus, Chairman; 5 p.m., Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 6 will hold a public meeting on Saturday, December 11th, at 3 p. m., in the Grande Salle, Hôtel National.

Agenda:
Armaments.

II. DIX-SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE.

Salle de la Réformation, jeudi 9 décembre, à dix heures et demie.

Démission de M. Pueyrredon, Représentant de l'Argentine, comme Vice-Président de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu de M. Pueyrredon, premier Délégué de la République argentine, une lettre par laquelle il donne sa démission de vice-président de l'Assemblée. Le Président propose de fixer l'élection de son remplaçant à samedi matin, 11 décembre.

La proposition est adoptée.

Questions de procédure.

Le PRÉSIDENT fait part de son intention de proposer samedi matin à l'Assemblée des mesures qui lui paraissent indispensables pour hâter la fin des débats. Il pense qu'il sera nécessaire de limiter la durée des discours. Il n'a aucun désir de restreindre les privilèges que possèdent les représentants; il se contente d'annoncer les mesures qui paraissent nécessaires et demande à l'Assemblée de vouloir bien les examiner. Entre temps, il prie les Délégués qui vont adresser la parole d'être aussi brefs que possible.

Suite de la discussion sur les relations entre les Organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT prie M. Hanotaux de vouloir bien faire part à l'Assemblée du résultat de la Conférence qui a eu lieu le jour précédent en vue de concilier les conclusions des rapporteurs avec les opinions exprimées par certains représentants lors du précédent débat sur les relations entre les organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée.

M. HANOTAUX (France) annonce que l'accord s'est fait entre les Délégués sur le texte de la résolution à adopter pour l'établissement des organisations techniques chargées des affaires économiques et financières, du transit et de l'hygiène. La discussion a porté sur des détails de rédaction plutôt que sur les questions de principe.

M. Hanotaux propose que l'Assemblée adopte d'abord la partie du rapport qui définit les relations des organisations techniques avec le Conseil et l'Assemblée et à laquelle personne ne s'est opposé. M. Hanotaux dit qu'il prendra ensuite la seconde partie du rapport qui touche à la constitution de l'organisme économique et financier. Après la discussion, la Commission soumettra les amendements adoptés à la Conférence de la veille.

Conformément à la procédure recommandée par M. Hanotaux, le Président met aux voix le projet de résolution, dont on trouvera le texte dans le N° 22 du *Journal*.

La résolution est adoptée sans discussion.

Le PRÉSIDENT donne alors lecture des premiers paragraphes de la partie du rapport qui traite de la création d'un organisme économique et financier. C'est un résumé succinct des mesures prises par le Conseil pour la préparation du projet à être soumis à l'Assemblée.

M. HANOTAUX (France), avant de donner lecture du projet de résolution relatif à l'organisme financier et économique, indique à l'Assemblée les conditions dans lesquelles s'est fait l'accord à la suite de la réunion des membres de la Commission N° 2 avec les Délégués qui, le jour précédent, ont critiqué le texte original de la résolution. M. Hanotaux rappelle que dans les observations faites sur le rapport, deux ordres d'idées ont été particulièrement abordés: en premier lieu, on a fait observer que le projet pouvait entraîner des dépenses considérables qu'il serait impossible de contrôler.

Or, la Commission N° 2 a présenté hier à la Commission N° 4, spécialement chargée de l'examen du budget, une évaluation des dépenses que doivent entraîner les organismes en question. Elle les évalue à un maximum de 2 millions de francs or pour 1921.

La deuxième objection provenait de ce que la résolution, telle qu'elle était originairement rédigée, pouvait tendre à la création d'un Comité permanent possédant des pouvoirs exé-

II. SEVENTEENTH PLENARY MEETING OF THE ASSEMBLY.

Held at the Salle de la Réformation, at 10.30 a.m., on Thursday, December 9th, 1920.

Resignation of H.E. M. Pueyrredon, Delegate for the Argentine, as Vice-President of the Assembly.

The PRESIDENT announced that he had received from M. Pueyrredon, the Chief Delegate of the Argentine, notice of his resignation as Vice-President of the Assembly. The President suggested that the Assembly should nominate a Vice-President in place of M. Pueyrredon on Saturday morning, December 11th.

Procedure of the Assembly.

The PRESIDENT said that on Saturday morning, December 11th, he would propose to the Assembly certain steps which seemed to be indispensable in order to shorten the debates of the Assembly. He thought it would be necessary to limit the time of speaking allotted to Members. He had no desire in any way to restrict their privileges, and to-day he confined himself to announcing that measures appeared to be necessary, and to asking the Assembly to consider them. Meanwhile, he requested those Delegates who desired to address the Assembly on that day to be as short as possible.

Relations between the Technical Organisations and the Council and the Assembly of the League.

The PRESIDENT asked M. Hanotaux to inform the Assembly of the result of the Conference which had been held on the preceding day to reconcile the views expressed by certain Members of the Assembly in the debate on the relations between the technical organisations and the Council and the Assembly of the League.

M. HANOTAUX said that the meeting held on the previous day had resulted in an agreement between the Delegates concerning the text of the resolutions to be adopted for the establishment of technical organisations to deal with economics, finance, transit and health. The discussions which had taken place had been concerned with the definition of terms rather than any real changes of principle.

M. Hanotaux proposed that the Assembly should first adopt the portion of the Report defining the relations of the technical organisations with the Council and the Assembly, to which no exception had been taken by any Members of the Assembly. He would then take the second part of the Report dealing with economic and financial questions. On this part of the Report a discussion might be opened on the resolutions which had been amended as a result of yesterday's discussion.

In accordance with the procedure suggested by M. Hanotaux, the PRESIDENT put to the Assembly the resolution on the relations between the technical organisations and the Council and Assembly (for the text of this resolution, see *Journal* No. 22).

The resolution was adopted without further discussion.

The PRESIDENT then read the opening paragraphs of the chapter of the Report dealing with the proposed Economic and Financial Organisation. This portion of the Report briefly summarises the steps taken by the Council to prepare a resolution for submission to the Assembly.

M. HANOTAUX (France), before reading the text of the resolution on the Economic and Financial Organisation, informed the Assembly of the nature of the compromise which had been reached as a result of discussion between the Members of Committee No. 2 and the Members of the Assembly who on the previous day had criticised the resolution as originally drafted. M. Hanotaux reminded the Assembly that two principal objections had been brought against the resolution in its original form.

It had been objected, in the first place, that the resolution might lead to a large and uncontrolled expenditure for the setting up of the proposed organisations.

Committee No. 2 of the Assembly had yesterday presented to Committee No. 4, which was dealing with the Budget of the League, estimates for the expenditure of these organisations, according to which the maximum expenditure for the year on these organisations was limited to two million gold francs.

Objection had been raised, in the second place, on the ground that the resolution as originally presented might lead to setting up a permanent committee with executive powers, exercising a

cutifs et devant exercer un contrôle universel sur la politique financière et économique de toutes les nations.

La résolution a été modifiée afin de bien établir que l'organisme qu'il s'agit de créer serait purement consultatif et n'aurait aucun caractère exécutif.

Les mots « organisation permanente économique et financière » ont été remplacés par « commission consultative », ce qui a entraîné un certain nombre de modifications dans la forme du texte.

M. Hanotiaux invite l'Assemblée à discuter, à la lumière des explications qu'il a données, les propositions relatives à une organisation économique et financière.

M. ADOR (Suisse) désire donner à l'Assemblée quelques impressions sur la Conférence financière internationale de Bruxelles. Trente-neuf pays étaient représentés à cette conférence par des délégués que leurs gouvernements considéraient comme les plus compétents pour s'occuper des questions proposées. Cette Conférence a pris à l'unanimité des décisions importantes et il est certain que les gouvernements, dans l'établissement de leurs budgets, tiendront compte de ses recommandations. Les délibérations de la Conférence ont été inspirées par un très large esprit de libéralisme économique. La Conférence s'est prononcée pour la reprise d'une vie économique normale; elle a recommandé que l'Etat cesse de s'ingérer dans des questions qui ne sont pas de sa compétence et laisse partout une entière liberté à l'expansion commerciale.

La Conférence a en outre insisté sur la nécessité d'une sincérité absolue en tout ce qui touche aux finances publiques et, dans cet ordre d'idées, elle a souligné l'importance de la publicité. L'opinion publique devrait être en mesure d'apprécier les raisons qui dictent la politique économique des gouvernements.

La Conférence a insisté sur la nécessité d'augmenter la production et dans ce dessein elle a proposé la constitution d'une organisation du crédit international, afin que les importations nécessaires à la production puissent être facilitées. Elle a aussi beaucoup insisté sur la nécessité d'employer les richesses nationales à des dépenses productives et de réduire le plus possible les dépenses consacrées aux armements.

Enfin, la Conférence de Bruxelles a recommandé la création de l'organisme économique et financier dont l'Assemblée s'occupe en ce moment.

Le Conseil de la Société a décidé qu'en attendant la création de cet organisme, une Commission provisoire serait instituée pour commencer immédiatement les études nécessaires et préparer le terrain. Cette Commission provisoire comprend une section économique et une section financière. Elles se sont déjà réunies à Genève. Leurs travaux n'ont qu'un caractère consultatif et sont destinés à éclairer le Conseil et plus tard l'Assemblée sur les problèmes importants qui ont commencé à se poser.

La section économique examine en ce moment la résolution qui lui a été soumise par le Conseil en vertu d'une décision du 27 octobre 1920. Aux termes de cette résolution, la section économique de la Commission provisoire est chargée d'étudier les difficultés qu'éprouvent de nombreux pays à s'assurer les importations de matières premières nécessaires à leur existence. La Commission est chargée aussi d'étudier les causes de ces difficultés et particulièrement la question des matières premières dont certains pays ont le monopole.

M. Ador déclare qu'il n'a pas l'intention de traiter cette question devant l'Assemblée. Il estime préférable de laisser la section économique de la Commission poursuivre ses travaux dans le calme et transmettre en temps voulu ses conclusions au Conseil, qui les communiquera ensuite à l'Assemblée, s'il le juge à propos.

M. TRYGGER (Suède) est d'opinion qu'il y a deux questions d'une importance toute spéciale: le projet de Cour permanente de Justice internationale, et le Rapport sur la Conférence de Bruxelles. Il ne trouve pas que les recommandations de la Conférence financière soient sans aucune valeur.

Les anciens principes économiques et financiers dit-il, se sont peu à peu effacés, et il convient d'insister auprès de toutes les nations sur la nécessité de les rétablir. Certains pays se sont imaginés qu'ils pouvaient se livrer à des dépenses illimitées sans courir aucun risque, et, en même temps, les gens ont voulu diminuer le fardeau du travail tout en augmentant la rémunération.

M. ANTONIO DOERMAN (Pologne) dépose une motion d'après laquelle le Conseil de la Société serait invité à charger la Com-

world-wide control over the financial and economic policy of nations.

The resolution had been amended in order to make it quite clear that the organisation to be set up would be an advisory body without any executive power. The words "permanent and economic financial organisation" had been changed to "Advisory Committee," and a number of small verbal amendments had been introduced in keeping with this modification.

M. Hanotiaux invited the Assembly to discuss the proposals concerning an economic and financial organisation in the light of the explanations which he had made.

M. ADOR (Switzerland) said he desired briefly to convey to the Assembly his impressions of the work accomplished by the International Financial Conference at Brussels. Thirty-nine nations had been represented at that Conference by Delegates who were considered by their Governments to be most competent to deal with the questions under consideration. This Conference had unanimously reached a number of important conclusions, and he was convinced that the Governments, in drafting their budgets, would have particular regard to its recommendations. He wished to emphasise the broad spirit of liberalism which had inspired the deliberations of the Conference. The Conference had expressed itself in favour of the State withdrawing from provinces which lay beyond its competence, and leaving everywhere entire freedom for the economic development of nations.

The Conference had further insisted on the necessity for an entire sincerity in dealing with public finance, and in this connection had insisted upon the value of publicity. Public opinion should be allowed to appreciate the reasons underlying the economic policy of Governments.

The Conference had insisted on the necessity for increased production, and had, with this object in view, proposed the constitution of an international credit organisation, in order that the imports necessary to production might be facilitated. It had also laid particular stress on the advisability of employing national wealth in productive enterprises, and in reducing to the lowest possible limit the expenditure on armaments.

Finally, the Brussels Conference had recommended the creation of the economic and financial organisation with which the Assembly was at that moment occupied.

The Council of the League had decided that, pending the creation of this organisation, a provisional Committee should be set up to begin at once the necessary investigations and to prepare the ground. This provisional Committee consisted of an economic and a financial section. These two sections had already met at Geneva. Their work was purely advisory, and was intended to assist the Council (and later on the Assembly) in dealing with the important problems which had already presented themselves.

At the present moment the Economic Section was examining a resolution submitted to it by the Council under a resolution taken on October 27th, 1920. Under this resolution, the Economic Section of the provisional Committee was asked to study the extent and the nature of the needs of several countries which were experiencing great difficulty in securing the imports of raw materials necessary to their existence. The Committee was asked to study the causes of these difficulties, and to have particular regard to the question of raw materials.

M. Ador said that he did not intend to enter into this question before the Assembly. He thought it would be better to allow the Economic Section of the Committee quietly to pursue its investigations, and forward the results in due time to the Council, who would refer the matter to the Assembly if it thought fit.

M. TRYGGER (Sweden) said that in his opinion the most important questions before the Assembly were (1) the plan for the International Court of Justice, and (2) the Report of the Financial Conference at Brussels. He did not agree that the recommendations of the Financial Conference were merely platitudes. The old sound principles of national economics and finance had been forgotten, and it was necessary that they should be re-stated and enforced upon the attention of the world. Nations had come to believe that they might incur enormous expenditure without risk, and people were everywhere trying to produce less and to claim more for their labour.

M. ANTONIO DOERMAN (Poland) submitted a motion to the Assembly to the effect that the Council of the League should be

mission consultative économique et financière de se mettre en relations avec la Conférence interparlementaire du Commerce, dont le Bureau permanent est à Bruxelles, afin d'établir une collaboration pour la solution des problèmes traités par les deux organisations internationales.

M. HANOTAUX (France) fait remarquer que la Conférence économique et financière est un organisme privé. Il attache beaucoup d'importance à ses travaux, mais il demande à M. Doerman de ne pas faire de sa proposition l'objet d'une motion.

M. DOERMAN (Pologne) accède à cette demande et retire sa motion.

M. SCHANZER (Italie) désire informer l'Assemblée pour quelles raisons et dans quel esprit la Délégation italienne accepte la seconde résolution relative à la création d'une Commission consultative économique et financière. Cette résolution prévoit que la Commission consultative continuera ses travaux sans retard dans le sens indiqué par le Conseil. M. Ador a fait allusion à la résolution adoptée à Bruxelles le 27 octobre, dans laquelle le Conseil prie cette Commission d'étudier la question des matières premières. La Délégation italienne attache la plus grande importance à cette question. Elle avait espéré qu'elle serait examinée et discutée dans cette Assemblée même, mais elle se rend compte qu'il n'est guère possible qu'un débat utile et concluant s'engage, tant que la question n'aura pas été examinée en détail du point de vue technique. La proposition faite à Bruxelles par M. Tittoni a suscité des doutes et des inquiétudes qui, à son avis, ne sont pas justifiées. L'Italie n'a pas l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres pays. Encore moins songe-t-elle à corriger les inégalités de la nature et de la géographie. Tout ce qu'elle demande c'est de développer sa vie économique et elle n'est pas seule dans ce cas. L'Italie demande la liberté et la justice aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique et social. Elle désire que ne s'accroisse pas une politique protectionniste de droits à l'exportation et de prix différentiels, surtout en ce qui concerne les matières premières indispensables à l'alimentation et au travail des peuples.

La Délégation italienne est profondément convaincue que le monde entier ne peut être conçu que comme un seul grand système économique et qu'une politique de collaboration économique s'impose, si on veut éviter les plus graves conflits et les pires ruines. L'Italie ne plaide pas cette cause dans un but égoïste mais bien dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

La Conférence de Bruxelles a invité tous les gouvernements à rétablir au plus vite la liberté du commerce en supprimant toutes les restrictions, les obstacles artificiels et les distinctions en vigueur jusqu'ici. Parmi les tâches de la Société des Nations, une des plus élevées et des plus importantes est celle qui consiste à développer chez les peuples le sens de la solidarité et de la collaboration économique.

La Délégation italienne a observé l'attitude la plus réservée: elle ne demande pas qu'on engage le débat et il lui suffit que la question soit étudiée complètement et rapidement au point de vue technique. Elle a pleine confiance en la Société des Nations, dont elle connaît les sentiments de justice et d'équité.

M. N. W. ROWELL (Canada) dit qu'à son avis on a modifié non seulement la forme mais le fond des résolutions. Il déclare que l'Assemblée se trouve devant un rapport qui n'est plus le même que celui qu'il a défendu la veille. Sans vouloir discuter la question, à son avis, la résolution N° 2 relative à la Commission économique et financière n'implique pas, contrairement à ce qu'a dit M. Ador, une recommandation tendant à l'examen de la question des matières premières.

M. SCHANZER (Italie) soutient que la résolution N° 2 à laquelle M. Rowell fait allusion vise explicitement la décision prise par le Conseil le 27 octobre et implique que la Commission a charge de continuer son étude de la question des matières premières. Il demande au Délégué du Canada s'il ne considère pas comme quelque peu contraire à l'esprit de conciliation, qui devrait inspirer la discussion, le fait de s'opposer à l'étude de cette question. La Délégation italienne demande simplement que la question soit étudiée et le Conseil a déjà confié cette tâche à la Commission compétente. L'enquête commencée suit son cours.

Le PRÉSIDENT déclare qu'à son point de vue l'interprétation de M. Schanzer est exacte.

invited to instruct the proposed Advisory Economic and Financial Committee to place itself in communication with the Inter-Parliamentary Commercial Conference, whose permanent office is at Brussels, in order to collaborate with that body in problems falling within the province of both of them.

M. HANOTAUX (France) pointed out that the Economic and Financial Conference was a private body. He attached great importance to its work, but asked that the amendment of M. Doerman should not be pressed.

M. DOERMAN (Poland) thereupon withdrew his motion.

M. SCHANZER (Italy) said he desired to inform the Assembly for what reasons and in what spirit the Italian Delegation accepted the second of the resolutions concerning the institution of the Advisory Economic and Financial Committee. It was provided in this resolution that the Advisory Committee should continue its work without delay in accordance with the instructions which it had received from the Council. M. Ador had referred to the resolution adopted at Brussels on October 27th, in which the Council had asked this Committee to study the question of raw materials. The Italian Delegation attached the highest importance to this question. They had hoped that it might have been examined and discussed in the Assembly itself, but they realised that it was hardly possible to have a really helpful debate on the subject until it had been examined in detail from the technical point of view. The original proposal of M. Tittoni, which had been discussed at Brussels, had raised certain doubts and misgivings, which in his opinion were not justified. Italy had no desire to interfere with the internal affairs of other countries, or to lay hands upon resources of other nations. Still less did Italy imagine that it was possible to correct the inequalities of nature and geography. She merely asked for an opportunity further to develop her economic life, and Italy was not alone in this aspiration. She asked for liberty and justice in the sphere of economics as well as in the political and social spheres. She desired that there should not be a further development of the policy of protection, export duties and differential prices, as applied to the raw materials which were indispensable to the subsistence and labour of the peoples.

The Italian Delegation was convinced that the whole world should be regarded as a single great economic system, and that a regime of economic collaboration was necessary if serious conflicts and disasters were to be avoided. Italy was not pleading in this matter with any selfish object in view, but in the general interests of humanity.

The Brussels Conference had invited all the Governments to establish between every country as soon as possible liberty of trade by abolishing the restrictions and artificial hindrances and discriminations hitherto in force. Among the tasks of the League of Nations one of the most important was to develop among the nations a sense of economic unity.

The Italian Delegation had taken up an attitude of some reserve in this matter, and did not ask for an immediate discussion of the question. They would be satisfied if the problem were studied completely and rapidly from the technical point of view, and they had confidence that the League would see that justice was done.

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) thought that the resolutions had been modified, not only in words but in principle. He contended that the Report before the Assembly was now in the form in favour of which he had argued on the previous day.

He further desired, without discussing the subject, to state that, in his opinion, resolution No. 2 concerning the Economic and Financial Committee, did not, as M. Ador had contended, imply a recommendation that the question of raw materials should be investigated.

M. SCHANZER (Italy) insisted that the second resolution to which Mr. Rowell alluded referred explicitly to the decision taken by the Council on October 27th, and implied that the Committee was instructed to proceed with its investigation into the question of raw materials.

He asked the Delegate for Canada whether he did not regard it as somewhat contrary to the spirit of conciliation which should inspire their discussions to oppose the study of this question. The Italian Delegation merely asked that the question should be investigated, and the Council had already referred this investigation to the competent Committee. The investigation was at that moment proceeding.

The PRESIDENT said that in his view the interpretation given by M. Schanzer was correct.

M. N. W. ROWELL (Canada) maintient que la Commission N° 2 ne pensait pas que la résolution du Conseil relative aux matières premières dût rentrer dans la résolution que l'Assemblée est priée d'adopter.

Le PRÉSIDENT prend note de ces observations.

L'hon. E. D. MILLEN (Australie) signale la déclaration faite par M. Hanotaux, à savoir: que les changements apportés dans les résolutions originales ne portaient que sur la phraseologie. Il demande si c'est bien exact, car son vote dépendra de la réponse qui lui sera donnée.

Le PRÉSIDENT lui rappelle que M. Rowell a déclaré que les changements portaient non seulement sur le texte, mais aussi sur le sens.

L'hon. M. MILLEN dit qu'il pourra voter en faveur des résolutions modifiées s'il est bien entendu que les organismes projetés seront temporaires. Au contraire, s'ils doivent être permanents, il votera contre les résolutions.

M. HANOTAUX (France) répond que la Commission qu'il s'agit de créer sera temporaire et n'aura qu'un caractère consultatif.

Le PRÉSIDENT prie M. Hanotaux de vouloir bien donner lecture des résolutions qui, après modification, sont ainsi conçues:

Résolutions:

Première Résolution. — « L'Assemblée reconnaît la nécessité d'une Commission consultative économique et financière; elle adopte en conséquence la résolution suivante:

« En vue de permettre à la Société des Nations de procéder d'une façon continue à l'élaboration des mesures d'ordre économique et financier que les membres de la Société seront appelés à prendre en vertu du Pacte de la Société, une *Commission consultative économique et financière* sera constituée. Cette organisation se substituera, dès sa constitution, au Comité provisoire technique économique et financier actuellement désigné par le Conseil.

« Le Conseil de la Société des Nations pourra procéder à la *convocation d'une Conférence économique et financière* en vue de considérer les problèmes économiques ou financiers dont les circonstances demanderont l'examen.

« Cette Conférence aura le pouvoir de constituer la Commission consultative économique et financière ci-dessus mentionnée.

« Dans le règlement que le Conseil préparera pour la tenue de la Conférence, il s'inspirera des principes généraux régissant les rapports entre les organisations techniques de la Société et le Conseil, ainsi que des dispositions générales qui seront adoptées pour les autres organisations en faisant toutefois les modifications rendues nécessaires par son objet même. »

2^{me} Résolution. — « L'Assemblée, ayant pris connaissance de la Résolution prise par le Conseil au cours de sa session tenue à Bruxelles le 27 octobre dernier, juge indispensable que le Comité Economique et Financier poursuive ses travaux sans retard dans le sens indiqué par le Conseil.

« Il est entendu que la présente Résolution est votée en se référant comme clause interprétative à l'Annexe Ia au Rapport de la Conférence Financière Internationale présenté par M. Bourgeois au Conseil de Bruxelles. »

Annexe Ia.

Résolution relative au Comité Provisoire.

En attendant la mise en œuvre de l'organisation définitive, qui nécessitera pour sa préparation un certain temps, il est indispensable que le Conseil constitue immédiatement un Comité provisoire restreint chargé de le conseiller:

- a) dans l'examen de l'application urgente des recommandations issues de la Conférence de Bruxelles;
- b) dans la préparation de l'ordre du jour de la prochaine Conférence générale économique et financière;
- c) dans l'étude des problèmes économiques et financiers que le Conseil lui soumettra.

A cette fin, un Comité devrait être immédiatement nommé par le Conseil.

3^{me} Résolution. — « L'Assemblée s'associe aux vues exposées par le Conseil dans sa note adressée à tous les Gouvernements à la suite de la Conférence de Bruxelles; elle estime, en effet, que dans la situation actuelle de l'Europe, il y a urgence à ce que les différents Gouvernements s'appliquent le plus complé-

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) insisted that Committee No. 2 had not intended that the resolution of the Council relating to raw materials should come within the scope of the resolution which the Assembly was asked to adopt.

The PRESIDENT said he would take note of these observations.

The Hon. E. D. MILLEN (Australia) alluded to the statement of M. Hanotaux that the only changes made in the original resolutions were verbal. He asked whether this were indeed the case, and said that upon the answer to this question would depend the way he would be obliged to vote.

The PRESIDENT reminded him of the statement made by Mr. Rowell that there had been not only a change of words but of substance.

The Hon. E. D. MILLEN (Australia) said he could vote for the resolutions as amended if it were quite understood that the organisations to be set up would be temporary. If the scheme for permanent organisations was still retained he would vote against the resolutions.

M. HANOTAUX (France) pointed out that the Committee to be set up would be temporary, and had only advisory powers.

The PRESIDENT said that M. Hanotaux would now read to the Assembly the amended resolutions, which were in the following form:

Resolutions:

First Resolution. — The Assembly recognises the necessity of an Advisory Economic and Financial Committee, and adopts, as a consequence, the following resolution:

In order that the League of Nations may proceed without interruption with the working out of measures of an economic and financial nature, which shall be submitted for adoption by Members of the League, in accordance with the Covenant of the League, an advisory economic and financial Committee shall be constituted. As soon as this Committee is constituted, it shall replace the provisional Technical Economic and Financial Committee appointed by the Council.

The Council of the League of Nations may summon a financial and economic Conference to consider economic and financial problems as circumstances may require, with power to constitute the advisory economic and financial Committee above referred to.

In the regulations to be prepared by the Council for the holding of the Conference, due regard shall be paid to the general principles governing the relations between the technical organisations of the League and the Council, and also to the general provisions that may be adopted for the other organisations, at the same time making such modifications as may be required in view of the object for which the Conference is being called.

Second Resolution. — The Assembly having noted the resolution taken by the Council at its meeting in Brussels, October 27th last, considers it indispensable that the Economic and Financial Committee should continue its work without delay in the manner indicated by the Council.

It is understood that this resolution is voted as an interpretative clause to Annex Ia of the Report of the International Financial Conference presented by M. Bourgeois to the Council at Brussels.

Annex Ia.

Resolution with regard to the Provisional Committee.

Pending the coming into operation of a definite organisation, for the preparation of which some time will be necessary, it is essential that the Council should immediately form a limited Provisional Committee to advise it:

- (a) in considering the immediate application of the recommendations of the Brussels Conference;
- (b) in preparing the Agenda for the next General Economic and Financial Conference;
- (c) in examining the economic and financial problems submitted to it by the Council. For this purpose a Committee should at once be appointed by the Council.

Third Resolution. — The Assembly associates itself with the opinions expressed by the Council in its note addressed to all the Governments following on the Brussels Conference; it considers, in fact, that, in the present conditions of Europe, there is urgent need for the different Governments to apply the prin-

tement possible, à l'intérieur de chacun de leurs pays, les principes fixés par la Conférence de Bruxelles.

« L'Assemblée attire particulièrement l'attention sur l'urgence nécessaire exprimée unanimement par la Conférence de Bruxelles que toutes les richesses nationales soient employées à des dépenses strictement productives. »

La résolution est adoptée à l'unanimité.

M. HANOTAUX (France) lit ensuite la partie du rapport de la Commission N° 2 relative à la création d'une organisation du transit et conclut par un certain nombre de résolutions, telles qu'elles ont été amendées au cours de la discussion de la veille:

Résolutions:

« I. Les Membres de la Société des Nations sont invités à envoyer des représentants spécialement qualifiés à une Conférence générale sur la Liberté des Communications et du Transit qui se tiendra à Barcelone le plus tôt possible après la réunion de l'Assemblée. Cette Conférence sera invitée:

1. A élaborer, dans des conditions fixées par la résolution de principe relative aux rapports entre les organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations, les mesures que les Membres de la Société seraient amenés à prendre en exécution de l'article 23 du Pacte touchant la liberté des communications et du transit, ainsi que les conventions générales visées aux articles 338 et 379 du Traité de Versailles, concernant le régime international du transit, des ports, des voies d'eau et des voies ferrées;

2. A décider, dans les mêmes conditions, si ces mesures doivent être prises sous forme soit de projets de conventions à ratifier par les Membres de la Société, soit de « recommandations » aux divers Gouvernements, soit de projets de résolutions à adopter par l'Assemblée de la Société des Nations;

3. A régler sa procédure et à prendre pour toutes réunions ultérieures qui seraient décidées par le Conseil, toutes dispositions utiles dans un règlement spécial adopté par les deux tiers des représentants des membres de la Société.

4. A tenir ses réunions subséquentes sur convocation du Conseil de la Société des Nations à Genève, à moins que le Conseil de la Société des Nations n'en décide autrement pour des raisons spéciales et exceptionnelles.

« II. Cette Conférence sera invitée à organiser de la même manière une Commission consultative des communications, dont le siège sera à Genève. Cette Commission sera un organe consultatif et technique chargé d'étudier et de proposer les mesures propres à assurer à tout moment la liberté des communications et du transit, ainsi que d'assister le Conseil et l'Assemblée de la Société dans l'exercice des fonctions confiées à la Société des Nations par l'article 24 du Pacte et par les articles 342, 377 et 378 du Traité de Versailles et articles analogues des autres Traités.

La Commission sera chargée de préparer toutes réunions ultérieures et l'ordre du jour de toutes futures Conférences; elle échangerait directement avec les Ministères techniques compétents des Membres de la Société des Nations, toutes informations utiles concernant les communications et le transit; elle aurait mission de procéder à une enquête sur tout différend qui pourrait être porté devant la Société des Nations en vertu des articles 336, 376 et 386 du Traité de Versailles ou d'articles analogues des autres Traités de Paix, ainsi que d'aboutir, autant que possible, au règlement de ces différends par conciliation entre les parties; dans le cas où de tels différends seraient portés devant la Cour permanente de Justice internationale, elle pourrait être appelée à assister la Cour.

« III. Le Secrétaire Général de la Société des Nations donnera toute l'assistance possible à la Conférence Générale et à la Commission; il prendra, avec le concours de la Commission pour l'étude de la liberté des communications et du transit, les mesures nécessaires pour les réunions de la Conférence générale et du Comité consultatif.

« IV. Les frais généraux de la Conférence et du Comité ainsi que les frais de voyage et de séjour des membres du Comité (à l'exclusion des représentants de la Conférence) seront couverts par les frais généraux de la Société. »

Les résolutions sont adoptées à l'unanimité.

principles laid down by the Brussels Conference as completely as possible within each of their countries. The Assembly particularly emphasises the urgent necessity unanimously expressed by the Brussels Conference, that all national wealth should be employed in strictly productive channels.

The resolutions were adopted unanimously.

M. HANOTAUX (France) next read the portion of the Report of Committee No. 2 on the establishment of a Transit Organisation, concluding with a number of resolutions amended as a result of the discussion on the previous day:

Resolutions:

I. The Members of the League of Nations are hereby invited to send special Representatives to a General Conference on Freedom of Communications and Transit, to meet at Barcelona as soon as possible after the meeting of the Assembly. This Conference shall be invited to:

1. Draw up, under conditions laid down in the resolution regarding the relations between the Technical Organisations and the Council and the Assembly of the League of Nations the measures which may be taken by the Members of the League in fulfilment of that part of Article 23 (e) of the Covenant which concerns freedom of communications and transit, as well as the General Convention on the international regime of transit, of ports, of waterways and of railways referred to in Articles 338 and 379 of the Treaty of Versailles.

2. Determine under the same conditions whether the measures which it elaborates should take the form of draft Conventions to be ratified by the Members of the League or of "recommendations" to the various Governments, or of draft resolutions to be adopted by the Assembly of the League.

3. Regulate its own procedure and make suitable arrangements for any subsequent meetings which may be called by the Council by means of special rules and regulations to be adopted by two-thirds of the representatives of the Members of the League.

4. Hold its subsequent meetings convened by the Council of the League of Nations at Geneva, unless the Council of the League decides otherwise for special and exceptional reasons.

II. The Conference shall likewise be invited to organise an advisory Committee, the headquarters of which shall be at Geneva. This Committee shall be a consultative and technical body to consider and propose measures calculated to assure freedom of communications and transit at all times, and to assist the Council and Assembly of the League in discharging the functions entrusted to the League by Article 24 of the Covenant and by Articles 342, 377 and 378 of the Treaty of Versailles, and the corresponding Articles in the other Treaties.

The Committee may arrange for any future Conference and prepare its Agenda; it will exchange all requisite information concerning communications and transit with the appropriate technical Ministries of the Members of the League; it will be entrusted with the investigation of any disputes which may be referred to the League under Articles 336, 376 and 386 of the Treaty of Versailles, and corresponding Articles in the other Treaties of Peace, and will endeavour to adjust such disputes whenever possible by conciliation between the parties; in the event of such disputes being brought before the Permanent Court of International Justice, the Committee may be called upon to assist the Court.

III. The Secretary-General of the League of Nations will render every possible assistance to the General Conference and to the Committee; he will, with the assistance of the existing Commission of Enquiry on Freedom of Communications and Transit, take the necessary measures for the meetings of the Conference, and he will designate members of the International Secretariat to act as Secretaries of the Conference and of the Advisory Committee.

IV. The general expenses of the Conference and of the Committee, and the travelling and subsistence allowances of the members of the Committee only, shall be defrayed out of the general funds of the League.

The resolutions were unanimously adopted.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il y a une autre résolution concernant la juridiction relative aux communications et au transit.

Cette résolution, dont M. HANOTAUX donne lecture, est ainsi conçue:

Résolution.

« Tous différends portés devant la Société des Nations en vertu des articles 336, 337, 376 et 386 du Traité de Versailles et articles analogues des autres Traités de Paix et que n'aurait pu régler la procédure de conciliation prévue dans la résolution relative à l'Organisation du Transit, seront portés devant la Cour Permanente de Justice Internationale.

En attendant que la Cour Permanente de Justice Internationale soit à même de se saisir de tels différends, ceux-ci seront portés devant un Tribunal d'Arbitrage de trois membres désignés comme suit:

Un membre désigné par la ou les parties plaignantes;

Un membre désigné par la ou les parties défenderesses;

Un membre qui sera le Président de la Cour, désigné par le Conseil de la Société des Nations. »

La résolution est adoptée.

Le PRÉSIDENT dit qu'il reste une dernière résolution qui vise la proposition de la Commission consultative à créer. Il explique à l'Assemblée que la Délégation du Chili a proposé certaines modifications que les Rapporteurs ont acceptées, de sorte que la résolution ainsi modifiée est ainsi conçue:

« Cette Commission sera composée de membres désignés par les Membres de la Société, représentés d'une façon permanente au Conseil, à raison d'un par chacun de ces Membres, ainsi que de membres désignés comme il sera prévu par la Conférence, en tenant compte autant que possible des intérêts techniques et de la représentation géographique, étant entendu que le nombre total des membres de la Commission ne dépassera pas un tiers des Membres de la Société. »

La résolution est adoptée.

III. ADMISSION DE LA BULGARIE.

Hier après-midi, à 3 heures, la cinquième Commission (admission des nouveaux Etats) s'est réunie.

Elle a décidé, en tenant compte du résultat du supplément d'enquête, de renvoyer à l'Assemblée avec avis favorable la demande d'admission de la Bulgarie à la Société des Nations.

La Commission a examiné les demandes d'admission de l'Esthonie, la Lettonie, la Géorgie et l'Arménie. Elle a été d'avis que dans les circonstances actuelles, elle ne pouvait pas donner un avis favorable à l'admission, mais que l'Assemblée pourrait montrer l'intérêt qu'elle porte à ces pays en leur donnant accès aux organisations techniques de la Société des Nations.

IV. COMMISSION D'ÉTUDE DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

La Commission d'Etude des Communications et du Transit se réunira samedi 11 décembre à l'Hôtel National à 14 heures 30.

Ordre du jour:

1. Examen des mesures à prendre en vue de la Conférence de Barcelone en exécution de la résolution adoptée par l'Assemblée le 9 décembre.

2. Communication de la Section Economique du Comité Provisoire Economique et Financier.

Les Délégations non représentées à la Commission d'Etude sont priées de bien vouloir se faire représenter à cette séance en vue de donner toutes informations qu'elles jugeraient nécessaires relativement à leur participation à la Conférence de Barcelone.

The PRESIDENT said there was a further resolution concerning jurisdiction in disputes concerning communications and transit brought before the League under the Treaty of Versailles and analogous Treaties. M. HANOTAUX read the following Resolution to the Assembly:

Resolution.

All disputes brought before the League of Nations, under Articles 336, 337, 376 and 386 of the Treaty of Versailles and under analogous Articles of the other Treaties of Peace, which are not settled by the procedure provided in the resolution relating to the organisation of Transit shall be brought before the Permanent Court of International Justice. Until the Permanent Court of International Justice is in a position to deal with such disputes, they shall be brought before a Court of Arbitration of three members, appointed as follows:

One member appointed by the Plaintiff or Plaintiffs, one Member appointed by the Defendant or Defendants, one member appointed by the Council of the League of Nations, who shall act as President of the Court.

The resolution was adopted.

The PRESIDENT next read to the Assembly a resolution concerning the composition of the Transit Committee. He informed the Assembly that the Chilian Delegation had proposed an amended version of this resolution, which had been accepted by the Rapporteurs. The resolution as amended was as follows:

This Committee will be composed of members appointed by the Members of the League represented permanently on the Council, one representative for each of those Members, together with eight members to be appointed as determined by the Conference, taking into account as far as possible technical interests and geographical representation. The total number of members of the Committee shall not exceed one-third of the Members of the League.

The resolution was adopted.

III. ADMISSION OF BULGARIA.

Committee No. 5 (Admission of New States) met yesterday at 3 p.m.

It was decided, after taking into account the result of the supplementary enquiry, to present a favourable report to the Assembly with regard to the request of Bulgaria to be admitted to the League of Nations.

The Committee examined the request for admission of Esthonia, Latvia, Georgia and Armenia. It was of the opinion that in the circumstances it could not present a report favourable to their admission, but that the Assembly could show the interest which it took in those countries by giving them representation in the Technical Organisations of the League of Nations.

IV. COMMITTEE OF ENQUIRY ON COMMUNICATIONS AND TRANSIT.

The Committee of Enquiry on Communications and Transit will meet on Saturday, 11th December, at the Hôtel National at 2.30 p.m.

Agenda:

1. Examination of the measures to be taken for holding the Conference at Barcelona and carrying out the resolution adopted by the Assembly on December 9th.

2. Statement of the Economic Section of the Provisional Economic and Financial Committee.

Delegations not represented on the Committee of Enquiry are asked to send Delegates to this Meeting in order to give all information they consider to be necessary to their participation in the Conference at Barcelona.

V. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A L'HOTEL
DES DÉLÉGATIONS

le 9 décembre 1920.

A. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

- N° 22 du *Journal*.
N° 11 des *Procès-verbaux*.
N° 20 des *Opinions de la Presse*.
• *Compte rendu provisoire* de la seizième séance plénière.
N° 20/48/171a: Amendement aux projets de résolutions
contenus dans le rapport de M. Hanotaux.
N° 20/48/193: Rapport de la Commission N° 6 sur l'arme
économique.
N° 20/48/174: Rapport de la Commission N° 5 concernant
l'admission de l'Autriche dans la Société.
N° 20/48/175: Admission de l'Azerbaïdjan dans la Société.
N° 20/4/429: Télégramme du Colonel Chardigny relatif
au conflit lithuano-polonais.
N° 20/4/428/1: Télégramme du Colonel Chardigny relatif
au conflit lithuano-polonais.
N° 20/48/171: Rapport de la Commission N° 2 sur les
organisations techniques.
N° 20/4/365/1a: Convention entre la Pologne et la ville
libre de Dantzig.

B. — DOCUMENTS DES COMMISSIONS.

Commission N° 2.

N° 20/62/41: Proposition de la Délégation polonaise tendant à établir un Bureau pour l'étude des questions forestières.

Commission N° 4.

N° 20/64/40: Mémoire du Directeur financier concernant le budget de 1921.

N° 20/64/39: Ordre du jour de 10^{me} séance de la Commission.

N° 20/64/38: Extrait d'un rapport de Sir George Foster sur la réparation des dépenses de la Société.

Commission N° 5.

N° 20/65a/2: Rapport de la Sous-Commission A sur l'admission des Etats baltiques.

N° 20/65/22: Exécution par la Bulgarie du Traité de Neuilly.

N° M20/65a/5: Procès-verbal de la 5^{me} séance de la Sous-Commission A.

N° 20/65/23: Exécution par la Bulgarie du Traité de Neuilly

Commission N° 6.

N° M20/66a/4: 4^{me} séance de la Sous-Commission pour les armements.

V. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED AT THE
HOTEL DES DÉLÉGATIONS.

9th December, 1920.

A. — GENERAL DOCUMENTS.

- Journal* No. 22.
Procès-Verbal No. 11.
Press Opinion No. 20.
Provisional Verbatim Record of the 16th Plenary Meeting.
20/48/171a. Amendments to the Resolutions contained
in the Report of M. Hanotaux.
20/48/193. — Report of Committee No. 6 on the Economic
Weapon.
20/48/174. — Admission of Austria to the League: Report
of Committee No. 5.
20/48/175. — Admission of Azerbaïdjan to the League.
20/4/429. — Dispute between Poland and Lithuania:
telegram from Colonel Chardigny.
20/4/428/1. — Dispute between Poland and Lithuania:
telegram from Colonel Chardigny.
20/48/171. — Report of Committee No. 2 on Technical
Organisations.
20/4/365/1a. — Convention between Poland and the Free
City of Danzig.

B. — COMMITTEE DOCUMENTS.

Committee No. 2.

20/62/41. — Motion by the Polish Delegation for the establishment of an office for the study of Forestry.

Committee No. 4.

20/64/40. — Memorandum on the Budget for 1921 by the Financial Director.

20/64/39. — Agenda for the tenth Meeting of Committee No. 4.

20/64/38. — Allocation of the expenses of the League: extract from the Report of Sir George Foster.

Committee No. 5.

20/65a/2. — Report of Sub-Committee A on the Admission of the Baltic States.

20/65/22. — Execution by Bulgaria of the Treaty of Neuilly.

M20/65a/5. — Minutes of the fifth meeting of Sub-Committee A.

20/65/23. — Execution by Bulgaria of the Treaty of Neuilly.

Committee No. 6.

M20/66a/4. — Fourth Meeting of Sub-Committee A (Armaments).

341.1
L471Aj

UNIVERSITY OF ILLINOIS LIBRARY

12 1922

JOURNAL

DE LA
PREMIÈRE ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1920

OF THE
FIRST ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1920

N° 24. — 11 DÉCEMBRE 1920.

No. 24. — 11th DECEMBER, 1920.

SOMMAIRE :

| | Pages |
|---|-------|
| I. Programme des séances | 193 |
| II. Dix-huitième séance plénière de l'Assemblée . . . | 194 |
| III. Septième et huitième séances de la Commission N° 1 . | 202 |
| IV. Séances de la Commission N° 3 | 204 |
| V. Rapport sur les travaux de la Commission N° 4 . . . | 205 |
| VI. Nouveaux télégrammes relatifs à l'Arménie | 206 |
| VII. Conférence des Communications et du Transit . . . | 207 |
| VIII. Erratum | 207 |
| IX. Liste des documents distribués à l'Hôtel des Délégations le 10 décembre 1920. | 207 |

CONTENTS :

| | Page |
|---|------|
| I. Programme of Meetings | 193 |
| II. Eighteenth Plenary Meeting of the Assembly . . . | 194 |
| III. Seventh and Eighth Meetings of Committee No. 1 . | 202 |
| IV. Meetings of Committee No. 3 | 204 |
| V. Report on the Work of Committee No. 4. | 205 |
| VI. Further Telegrams relating to Armenia | 206 |
| VII. Conference on Communications and Transit . . . | 207 |
| VIII. Erratum | 207 |
| IX. List of Documents distributed at the Hôtel des Délégations, December 10th, 1920 | 207 |

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Voici les réunions d'aujourd'hui:

Dix-neuvième séance plénière de l'Assemblée. 4 h. de l'après-midi, Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

1. Avis de motion déposée par Lord Robert Cecil relative aux Etats qui demandent leur admission dans la Société.
2. Election des quatre membres non permanents du Conseil.

Commission N° 3. 6 h. de l'après-midi, Chambre N° 12, Hôtel National.

Commission N° 4. M. Quinones de Léon, Président. 10 h. du matin, Salle du Conseil, Hôtel National.

Commission N° 6. M. Branting, Président. 10 h. 30 du matin, Grande Salle du Conseil, Hôtel National.
Cette séance est ouverte aux délégués et à la presse.

Comité Général de l'Assemblée. 3 h. de l'après-midi, Salle de la Réformation.

Commission d'Enquête sur les Communications et le Transit. 2 h. 30 de l'après-midi, Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

The meetings for to-day are as follows:

Nineteenth Plenary Meeting of the Assembly. 4 p.m., Salle de la Réformation.

Agenda:

1. Notice of Motion by Lord Robert Cecil concerning the States seeking admission to the League.
2. The Election of the Four Non-Permanent Members of the Council.

Committee No. 3. 6 p.m., Room 12, Hôtel National.

Committee No. 4. H.E. M. Quinones de Léon, Chairman; 10 a.m., Salle du Conseil, Hôtel National.

Committee No. 6. M. Branting, Chairman; 10.30 a.m., Grande Salle du Conseil, Hôtel National.
This meeting is open to delegates and the press.

General Committee of the Assembly. 3 p.m., Salle de la Réformation.

Commission of Inquiry on Communication and Transit. 2.30 p.m., Grande Salle du Conseil, Hôtel National.

II. DIX-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE.

Salle de la Réformation, le vendredi 10 décembre 1920 à 10 heures du matin.

Organisation de l'hygiène sous l'autorité de la Société.

Le PRÉSIDENT demande à M. Hanotaux de bien vouloir lire le chapitre du rapport sur les organisations techniques qui traite de l'organisation de l'hygiène.

M. HANOTAUX répond que M. Barnes s'est occupé de cette partie du rapport et va prendre la parole.

M. BARNES (Grande-Bretagne) désire expliquer brièvement à l'Assemblée les amendements qui ont été apportés à la partie du rapport qui traite de l'hygiène. Une organisation de l'hygiène existe déjà (Bureau international de l'hygiène publique). On se propose de continuer cette organisation et de la consolider sous les auspices de la Société.

Conformément aux principes généraux défendus par M. Rowell, la Commission N° 2 a décidé de supprimer dans son rapport le paragraphe recommandant l'adoption intégrale des propositions de la Conférence de l'Hygiène de Londres. La résolution principale, qui est maintenant strictement conforme au Pacte, serait ainsi conçue :

« Conformément au Pacte de la Société des Nations, et pour lui permettre de remplir plus facilement les tâches qui peuvent lui incomber en vertu des dispositions des différents traités de paix, l'Assemblée adopte la résolution suivante :

« D'accord avec les dispositions de l'article XXIV du Pacte, l'Assemblée est d'avis de placer l'Office International d'Hygiène Publique sous l'autorité de la Société des Nations et estime que l'Organisation Internationale d'Hygiène prévue ci-après (organisation dont l'Office International d'Hygiène constituera les fondements) mettra en œuvre les dispositions de la convention internationale signée à Rome le 9 décembre 1907, et agira également comme organe consultatif de la Société des Nations pour toutes les questions soulevées par les articles XXIII (f) et XXV du Pacte. »

M. BARNES déclare que l'Office international d'Hygiène de Paris accepte les propositions soumises à l'Assemblée.

M. Barnes passe ensuite à un certain nombre de petits amendements qui ont été introduits dans les recommandations générales de la Commission. Le plus important d'entre eux consisté à substituer dans le texte anglais : l'expression « Standing Committee » à celle de « Permanent Committee ».

Passant à la composition du Comité permanent, M. Barnes dit qu'on propose que le Comité comprenne quatre membres appartenant aux Etats représentés à titre permanent au Conseil, plus cinq membres nommés par la Commission générale d'hygiène, en tenant compte autant que possible de la valeur scientifique et des considérations géographiques. L'Assemblée se trouve saisie d'un amendement présenté par la Délégation du Chili et qui porterait à douze le nombre des membres de ce comité. M. Barnes demande à la Délégation du Chili de retirer son amendement. Il déclare qu'un comité permanent de neuf membres assure une représentation générale suffisante de toutes les nations.

M. Barnes rappelle que l'Office d'Hygiène de Paris comprend déjà des représentants des Etats-Unis et du Mexique, bien que ces pays ne soient pas membres de la Société. L'Office d'Hygiène est ouvert à tous les pays, y compris les anciens ennemis qui ont signé la Convention de Rome de 1907.

Proposition du Bureau de l'Assemblée pour l'expédition des affaires.

Le PRÉSIDENT interrompt pour un instant le débat pour faire part des mesures que propose le Bureau de Direction afin de hâter l'expédition des travaux de l'Assemblée. Il est à désirer que l'Assemblée termine ses travaux samedi, le 18 décembre. A cet effet, il est proposé de limiter la durée des discours à 10 minutes, avec l'entente que cette règle ne s'appliquera pas aux Rapporteurs des Commissions. Il est aussi proposé que la

II. THE EIGHTEENTH PLenary MEETING OF THE ASSEMBLY.

Held at the Salle de la Réformation, at 10 a.m. on Friday, December 10th., 1920.

Establishment of a Health Organisation under the Supervision of the League.

The PRESIDENT asked M. Hanotaux to read the chapter of the Report on Technical Organisations dealing with the special organisation for health.

M. HANOTAUX said that Mr. Barnes had prepared this portion of the Report, and would address the Assembly.

Mr. BARNES (Great Britain) said he desired briefly to explain to the Assembly the amendments which had been made in the health recommendations of the Report. A Health Organisation (The International Office of Public Health) already existed. It was proposed to continue this organisation, and strengthen it under the auspices of the League.

In accordance with the general principles maintained by Mr. Rowell, Committee No. 2 had decided to strike out the paragraph of its original Report recommending the adoption in their entirety of the proposals of the London Health Conference. It was proposed that the main Resolution, which was now in strict conformity with the Covenant, should read as follows:—

“ In pursuance of the Covenant of the League of Nations, and in order to facilitate the discharge by the League of Nations of the responsibilities which may be placed upon it by provisions of the various Treaties of Peace, the Assembly of the League of Nations resolves as follows :

“ That in accordance with the provisions of Article 24 of the Covenant, the Assembly approves of the Office International d'Hygiène Publique being placed under the direction of the League of Nations, and that an International Health Organisation as hereinafter provided (of which the Office International d'Hygiène Publique shall be the foundation) shall carry out the provisions of the International Agreement signed at Rome, December 9th, 1907, and also advise the League of Nations on all questions arising out of Articles 23 (f) and 25 of the Covenant of the League.”

Mr. Barnes said that the International Office of Public Health in Paris welcomed the proposal before the Assembly.

Mr. Barnes next referred to a number of minor amendments which had been introduced into the general recommendations of the Committee. The most important of these amendments was the substitution of the term “ Standing Committee ” for “ Permanent Committee.”

Passing to the composition of the Standing Committee, Mr. Barnes said it was proposed that the Committee should consist of four members from the countries permanently represented on the Council, together with five members chosen by the General Health Committee to be selected with due regard to geographical considerations as well as to scientific attainments. The Assembly had before it an amendment proposed by the Chilean Delegation, which would involve increasing the number of this Committee to twelve. Mr. Barnes appealed to the Chilean Delegation to withdraw its amendment. He contended that the proposed Standing Committee of nine provided for a sufficiently general representation of all the nations.

Mr. Barnes pointed out that the Health Office in Paris already included representatives from the United States and Mexico, though they were not Members of the League. The Health Office was open to every country, including the enemy countries, who signed the Rome Convention of 1907.

Proposals of the General Committee of the Assembly for the despatch of business.

The PRESIDENT said he desired to interrupt for a moment the debate on the Health Organisation in order to propose to the Assembly certain measures designed to expedite the work of the Assembly. It was hoped that the Assembly would be able to complete its work by Saturday, December 18th. In order that the work might be completed by that date, it was proposed that a time-limit of ten minutes should be imposed on members addressing the Assembly, it being understood that this ruling did not apply to the Rapporteurs of Committees.

prochaine séance plénière ait lieu samedi, le 11 décembre, à 4 h. de l'après-midi.

Ces propositions sont adoptées.

Reprise de la discussion sur la création d'un Bureau d'hygiène sous l'autorité de la Société.

On reprend la discussion pour l'organisation de l'hygiène.

M. HANOTAUX (France) accepte certaines modifications présentées verbalement par M. Rowell.

Le PRÉSIDENT dit qu'avant de mettre le rapport aux voix, il désire savoir si la Délégation du Chili veut bien retirer son projet d'amendement concernant la composition de la commission permanente.

M. URRUTIA (Colombie) prie de vouloir bien réserver la question, étant donnée l'absence des représentants du Chili.

Le PRÉSIDENT met alors aux voix le rapport avec les amendements dont avis a été donné par M. Barnes et qui ont été proposés par M. Rowell.

La résolution principale est adoptée dans la forme déjà indiquée.

Attribution de l'Organisation.

Les recommandations générales de la Commission N° 2 sont adoptées dans la forme suivante et sous réserve de l'amendement proposé par la Délégation du Chili :

» On peut résumer, sous les rubriques ci-après, les attributions principales, dont l'exercice sera réglé par la Commission technique :

a) Conseiller la Société des Nations en matière d'hygiène.

b) Etablir des relations plus étroites entre les services d'hygiène des divers pays.

c) Organiser un échange plus rapide d'information dans les cas où il peut être nécessaire de prendre des précautions immédiates contre les maladies (par exemple les épidémies) et simplifier les méthodes de façon à intervenir rapidement, une fois en possession de ces informations, lorsqu'il s'agit de plusieurs pays.

d) Fournir une organisation pour assurer la revision ou la conclusion d'accords internationaux permettant de prendre des mesures administratives en matière d'hygiène, et notamment d'examiner les questions à soumettre au Comité permanent et à la Commission générale, en vue des conventions internationales.

e) En ce qui concerne les mesures de protection du travailleur contre les maladies et les accidents qui résultent de son travail, qui sont du ressort de l'Organisation Internationale du Travail, l'Organisation Internationale de l'Hygiène coopérera et collaborera avec l'Organisation Internationale du Travail, et il reste entendu que l'Organisation Internationale du Travail agira de son côté en consultation avec l'Organisation Internationale de l'Hygiène pour toutes questions touchant à l'hygiène.

f) Conférer et coopérer avec les Sociétés internationales de la Croix-Rouge et autres Sociétés similaires aux termes de l'article 25 du Pacte.

g) Conseiller, sur leur demande, les autres organisations bénévoles sur les questions d'hygiène ayant un intérêt international.

h) Organiser des missions ayant trait à des questions d'hygiène, à la demande du Conseil de la Société des Nations, avec le concours des pays intéressés, dans les limites prévues à l'alinéa (a) précité ou par la convention internationale signée à Rome, le 9 décembre 1907.

L'Organisation Internationale permanente de l'hygiène comprendra :

1. L'Office International d'Hygiène Publique qui, complété ainsi qu'il est indiqué ci-dessous, deviendra la Commission générale;

2. Une Commission technique;

3. Un Secrétariat International d'Hygiène.

» Dans l'exercice de ses fonctions, l'Organisation se conformera aux principes généraux exprimés dans la Résolution du Conseil sur les relations des Organisations techniques avec le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations, passée à Rome le 19 mai 1920.

Office International d'Hygiène Publique.

» L'Office International d'Hygiène Publique, avec les modifications indiquées ci-dessous, et sous réserve de l'approbation des Gouvernements signataires de la Convention Interna-

It was proposed to hold the next Plenary Meeting on the afternoon of Saturday, December 11th, at 4 o'clock.

The above proposals were adopted.

Establishment of a Health Organisation under the Supervision of the League.

The debate on the Health Organisation was then resumed.

M. HANOTAUX (France) accepted a number of verbal amendments proposed by Mr. Rowell.

The PRESIDENT said that before putting the Report on the Health Organisation to the vote, he desired to know whether the Chilean Delegation would withdraw their amendment concerning the composition of the Standing Committee.

M. URRUTIA (Colombia) asked that this question might, in the absence of the Chilean Delegation, be reserved.

The PRESIDENT thereupon put the Report to the vote with the amendments notified by Mr. Barnes and proposed by Mr. Rowell.

The main Resolution was adopted in the form already indicated.

The general recommendations of Committee No. 2 were adopted in the following form subject to the reservation of the amendment proposed by the Chilean Delegation.

Duties of the Organisation.

The main functions of the organisation may be summarised under the headings which follow, and their exercise shall be determined by the Standing Committee:—

(a) To advise the League of Nations in matters affecting health.

(b) To bring Administrative Health Authorities in different countries into closer relationship with each other.

(c) To organise means of more rapid interchange of information on matters where immediate precautions against disease may be required (*e.g.* epidemics) and to simplify methods for acting rapidly on such information where it affects more than one country.

(d) To furnish a ready organisation for securing or revising necessary international agreements for administrative action in matters of health, and more particularly for examining those subjects which it is proposed to bring before the Standing and General Committees, with a view to International Conventions.

(e) In regard to measures for the protection of the worker against sickness, disease and injury arising out of his employment which fall within the province of the International Labour Organisation, the International Health Organisation will co-operate with and assist the International Labour Organisation, it being understood that the International Labour Organisation will on its side act in consultation with the International Health Organisation in regard to all health matters.

(f) To confer and co-operate with international Red Cross Societies and other similar societies under Article 25 of the Covenant.

(g) To advise, when requested, other voluntary organisations in health matters of international concern.

(h) To organise missions in connection with matters of health at the request of the League of Nations and with the concurrence of the countries affected within the limits provided by sub-paragraph (a) or by the International Convention of Rome (1907).

The permanent International Health Organisation shall consist of: (1) The Office International d'Hygiène Publique, which, with certain additions set out below, will become the General Committee; (2) a Standing Committee; and (3) an International Health Bureau. In carrying out its duties the organisation shall conform to the general principles laid down in the Resolution of the Council, as to the relations between the Technical Organisations and the Council and the Assembly of the League of Nations, passed at Rome, May 19th, 1920.

The Office International d'Hygiène Publique.

The Office International d'Hygiène Publique changed as indicated below shall, subject to the approval of the Governments signatory to the International Agreement signed at

tionale de Rome du 9 décembre 1907, servira de base à la nouvelle organisation permanente d'hygiène. L'Office conserve son siège à Paris.

« Les membres de la Commission générale du Comité permanent et le personnel du Secrétariat technique auront accès à la bibliothèque de l'Office International d'Hygiène Publique et ses locaux à Paris seront, le cas échéant, mis à leur disposition pour des réunions spéciales.

« L'Office International d'Hygiène Publique exercera toutes les fonctions d'ordre technique qui pourraient lui être assignées par la Commission technique, conformément à la résolution adoptée par le Comité de l'Office International d'Hygiène Publique au cours de sa séance du 30 octobre 1919 à Paris.

« L'Office Internationale d'Hygiène Publique acceptera, sous réserve de l'assentiment des Gouvernements signataires de la Convention de Rome du 9 décembre 1907, les modifications qu'on pourrait juger nécessaire d'apporter aux statuts « organiques » de la Convention de Rome de 1907 (notamment à l'article 15) et aux règlements intérieurs de l'Office (notamment à l'article 8 de la première partie de ce règlement), mais aucune modification ne sera apportée à la 2^e partie relative à la Caisse des Retraites et de Secours du Personnel, si elle est susceptible de porter préjudice aux personnes appelées à en bénéficier.

Commission Générale.

« La Commission Générale sera composée des délégués à l'Office International d'Hygiène Publique actuellement nommés, aux termes de la Convention Internationale signée à Rome le 9 décembre 1907, et de ceux qui pourront subseqüemment être appelés à y siéger par des pays adhérents à la Convention de 1907, ainsi que des délégués nommés par les pays non adhérents à celle-ci, mais qui sont membres de la Société des Nations.

« La Commission Générale se réunira au moins une fois par an, au siège de l'Office International d'Hygiène Publique à Paris. En cas de nécessité, le Conseil pourra la convoquer en session extraordinaire.

« La Commission Générale nommera elle-même son Président, fixera elle-même son règlement et pourra à tout moment nommer des sous-commissions afin de leur renvoyer, pour étude, toutes questions spéciales. Tout délégué pourra, en tout temps, se faire assister de conseillers techniques. Ces conseillers n'auront pas le droit de vote.

« Toutefois, un délégué qui, au cours d'une session, ne pourrait, pour une raison quelconque, assister à une séance, peut, en avisant par écrit le Président, désigner un conseiller pour le remplacer; celui-ci, comme suppléant, aura voix délibérative.

Commission technique.

« La Commission technique nommera son Président et fixera son règlement. Elle se réunira au moins quatre fois par an, et pourra, en outre, être convoquée à tout moment pour l'étude de questions nécessitant un examen d'urgence. Elle aura la faculté de créer des sous-commissions, et de faire appel à des conseillers techniques pour des questions spéciales; toutefois, ces conseillers n'auront pas voix délibérative.

« Le procès-verbaux complets des séances de la Commission technique et de toutes les sous-commissions seront soumis à la Commission Générale et au Secrétaire Général de la Société des Nations par les soins du Secrétaire Médical.

« Le Président et les Membres de la Commission technique seront nommés pour trois ans seulement mais pourront être nommés à nouveau ou réélus.

Secrétariat International d'Hygiène de la Commission technique au Siège de la Société des Nations.

« Ce Secrétariat comprendra: a) Un Secrétaire technique; b) Un personnel.

« Le Secrétaire technique sera nommé par la Commission technique, d'accord avec le Secrétaire Général. Il dépendra de cette commission envers laquelle il sera responsable du bon fonctionnement du Secrétariat International d'Hygiène et de l'exécution de toutes autres tâches qui lui seront confiées par la Commission technique.

« Il aura le droit de communiquer directement avec le Secrétaire Général de la Société des Nations, ainsi qu'avec les services d'hygiène de tous les Gouvernements.

« Il aura le droit d'assister à toutes les réunions de la Commission technique et de la Commission Générale, et sera d'office membre de toutes les commissions et sous-commissions.

Rome, December 9th, 1907, form the foundation of the International Health Organisation. The headquarters of the Office International d'Hygiène Publique shall remain in Paris.

Members of the General and Standing Committees and of the staff of the International Health Bureau shall have the right to use the Library of the Office International d'Hygiène Publique and its rooms in Paris shall be available for special meetings if required.

The Office International d'Hygiène Publique shall undertake such duties of a technical character as may be assigned to it by the Standing Committee, in accordance with the Resolution agreed to by the Committee of the Office International d'Hygiène Publique at the meeting held in Paris on October 30th, 1919.

The Office International d'Hygiène Publique will, subject to the consent of the Governments signatory to the International Agreement signed at Rome, December 9th, 1907, agree to such alterations as may be found necessary in the "Statuts Organiques" of the Rome Convention of 1907 (especially Article 15) and in the rules governing the internal administration of the Office, especially Article 8 of Part I of these Rules, but no alteration shall be made in Part II with regard to the "Caisses de Retraite et de Secours," which is prejudicial to any person entitled to benefit therefrom.

The General Committee.

The General Committee shall consist of the Delegates to the Office International d'Hygiène Publique now holding appointments in accordance with the International Agreement signed at Rome, December 9th, 1907, or who may hereafter be so appointed by any country party to that Agreement, together with delegates appointed by countries not parties to the Agreement of 1907 but Members of the League of Nations.

The General Committee shall meet at least once a year at the headquarters of the Office International d'Hygiène Publique in Paris. In cases of emergency the Council may convene the General Committee for an extraordinary session.

The General Committee shall appoint its own President, regulate its own procedure, and may at any time appoint Sub-Committees to consider any special question. Any Delegate may at any time call in the assistance of technical advisers, but the advisers shall not vote.

A Delegate, however, who during the progress of a Session may for any reason be unable to attend any particular meeting, may, by notice in writing addressed to the President, appoint an adviser to act as his deputy, and this adviser while so acting shall be allowed to vote.

The Standing Committee.

The Standing Committee shall elect its own Chairman and regulate its own procedure, but shall meet not less than four times a year, and may in addition at any time be called to deal with questions requiring urgent consideration. It shall be empowered to form Sub-Committees and to call in technical advisers on special points, but these advisers shall have no voting power.

Full reports of the Proceedings of the Standing Committee and of all Sub-Committees shall be submitted to the General Committee and to the Secretary-General of the League of Nations through the Medical Secretary.

The Chairman and Members of the Standing Committee shall hold their appointments for three years only, but shall be eligible for re-appointment or re-election.

The International Health Bureau or Personnel of the Standing Committee at the seat of the League of Nations.

This shall consist of: (a) a Medical Secretary; (b) Personnel.

The Medical Secretary shall be appointed by the Standing Committee in consultation with the Secretary-General and shall be responsible to this Committee for the efficient working of the International Health Bureau, and for any other duties that may be assigned to him by the Standing Committee. He shall have the right of direct access to the Secretary-General of the League of Nations, and shall be empowered to have direct communication with all Government Health Offices.

He shall be entitled to attend all meetings of both Standing and General Committees and shall be a member *ex-officio* of all Committees and Sub-Committees.

» Sous condition de l'approbation du Conseil de la Société, le personnel du Secrétariat International d'Hygiène du siège de la Société des Nations sera nommé par le Comité permanent, en consultation avec le Secrétaire technique, et sera composé de personnes de nationalités différentes, autant que cela sera compatible avec son bon fonctionnement. Le siège du Secrétariat International de l'Hygiène sera le même que celui de la Société des Nations.

Conventions.

» La Commission technique sera investie des pouvoirs nécessaires pour élaborer tout projet de convention nouvelle ou reviser les conventions existantes.

» Toutefois, ces conventions devront être soumises à l'examen et à l'approbation de la Commission générale et une majorité des deux tiers des votes sera nécessaire au tour de scrutin final, pour que le projet de convention soit adopté.

» Lorsqu'elle élaborera une convention, la Commission devra, dans tous les cas, conférer avec l'Organisation économique et avec l'Organisation des Communications et du Transit, si la question envisagée est susceptible d'avoir une répercussion quelconque sur le commerce international ou les communications entre pays.

» Si la Commission se prononce en faveur de l'adoption du projet de convention, le Président de la Commission générale et le Secrétaire technique du Secrétariat International d'Hygiène signeront cette convention, qui sera alors déposée entre les mains du Secrétaire Général.

» Ces projets de convention seront soumis par le Conseil de la Société des Nations aux Gouvernements intéressés et ceux-ci seront invités à les faire signer par des plénipotentiaires dans le plus court délai possible et sans nouvel examen s'ils les approuvent.

» Chaque pays sera invité à ratifier un projet de convention ainsi signé et déposé avant l'expiration d'un délai d'un an, ou à signifier au Secrétaire Général, avant l'expiration de cette période, les raisons pour lesquelles il n'a pas ratifié; chacun des membres de la Commission Générale sera invité à présenter la question du projet de convention à l'autorité compétente, de façon à obtenir du pays qu'il représente, une décision dans le plus bref délai possible.

» Toute convention ainsi ratifiée sera enregistrée par le Secrétaire Général de la Société des Nations, mais ne sera obligatoire que pour le pays qui l'aura ratifiée.

» Chacun des membres de la Commission Générale s'engage à présenter des rapports spéciaux ou annuels sur les mesures prises par le pays qu'il représente, pour l'application des clauses de la convention dont il est signataire; ces rapports seront présentés à la date et sous la forme prescrites par le Comité permanent. Les pays non signataires de cette convention seront invités à fournir des rapports analogues sur tous les points se rapportant à la question qui a fait l'objet d'une convention.

» Ces rapports seront communiqués à tous les membres de la Commission Générale, et, le cas échéant, feront en outre l'objet d'une publicité dans la presse.

Dépenses.

» Les dépenses de l'Organisation internationale d'Hygiène, en tant qu'elles ne sont pas couvertes par la convention internationale signée à Rome, le 9 décembre 1907, seront imputées au budget de la Société des Nations.

» Le Secrétaire technique préparera un état annuel de toutes les dépenses ordinaires; cet état sera adressé à la Commission technique qui sera chargée de le soumettre, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, à l'approbation du Conseil de la Société des Nations.

» Les dépenses extraordinaires feront l'objet de demandes du Secrétaire technique à la Commission technique, qui les soumettra d'urgence, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, à l'approbation du Conseil.

» Le Secrétaire technique sera responsable envers le Secrétaire Général de la Société des Nations, de l'emploi de tous les fonds qui lui seront versés et devra se prêter à toute vérification de comptes qui sera jugée utile.

» Sous réserve de dispositions contraires, les dépenses de l'Office International d'Hygiène Publique continueront à être payées au moyen de contributions, réparties conformément à l'accord international conclu à Rome le 9 décembre 1907.

» L'Office Internationale d'Hygiène Publique se prêterà à toute vérification de comptes, aussi souvent que le Secrétaire

Subject to the approval of the Council of the League the *Personnel* of the International Health Bureau at the seat of the League of Nations shall be appointed by the Standing Committee in consultation with the Medical Secretary, and, as far as possible with due regard to the efficiency of the work of the office, shall consist of persons of different nationalities.

The headquarters of the International Health Bureau shall be at the seat of the League of Nations.

Conventions.

The Standing Committee shall be empowered to draw up and draft new Conventions or revise existing ones.

These Conventions must, however, be submitted to the General Committee for consideration and approval, and a majority of two-thirds of the votes of the General Committee will be required on the final vote for the adopting of the Draft Convention.

In framing any Convention the Committee shall in all cases consult with the Economic and Transit Organisations of the League of Nations where the matter is in any way likely to affect International Commerce, Communications or Transit. If it be decided that the Draft Convention shall be adopted, it shall be signed by the President of the General Committee and the Medical Secretary of the International Health Bureau, and then be deposited with the Secretary-General. This Draft Convention will be submitted by the Council of the League of Nations to the Governments concerned with an invitation that if they approve the Convention, the Convention should, within as short a time as possible, and without further examination, be signed by plenipotentiaries.

Each country will be invited to ratify a Draft Convention thus signed and deposited before one year has passed, or to signify to the Secretary-General, before the expiration of that period, the reasons for its decision not to ratify, and each Member of the General Committee will be invited to keep the question of the Draft Convention before the Authority within whose competence the matter lies, with the object of obtaining a decision as soon as possible from the country which he represents.

Any Convention so ratified shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations, but shall only be binding upon the country which ratifies it.

Each member of the General Committee agrees to make special or annual reports on the measures the country he represents has taken to give effect to the promises of the Convention to which it is a party, and these results shall be made when and in such form as the Standing Committee may prescribe. Similar reports shall be requested from countries not signatory to the Convention concerned on matters affecting the subject-matter of the Convention.

These reports shall be circulated to all members of the General Committee, and shall in addition be given publicity in the Press if necessary.

Expenses.

The expenses of the International Health Organisation not provided for by the International Convention of Rome (1907) shall be paid from the consolidated funds of the League.

The Medical Secretary of the International Health Bureau shall prepare in advance an annual statement of all the ordinary expenditure for submission to the Standing Committee, whose duty it will be to recommend sanction for the proposed expenditure to the Council of the League of Nations through the medium of the Secretary-General. Extraordinary expenses shall be submitted by the Medical Secretary to the Standing Committee, which will present the same as a matter of urgency to the Council of the League of Nations through the medium of the Secretary-General.

The Medical Secretary shall be responsible to the Secretary-General of the League of Nations for the proper expenditure of all monies paid to him, and shall submit to such audit as may be deemed desirable.

Until otherwise determined, the expenses of the Office International d'Hygiène Publique shall be paid as at present by contributions according to the apportionment of the International Agreement signed at Rome, December 9th, 1907.

The Office Internationale d'Hygiène Publique shall from time to time submit to such auditing of expenditure as may be

Général de la Société des Nations pourra le juger bon, pour les sommes qui lui seraient affectées par la Société des Nations pour pourvoir aux dépenses qui sont mentionnées ci-dessus.

» Le Secrétaire Général de la Société des Nations usera de toute son influence pour aider l'Organisation Internationale de l'Hygiène.

L'Arme économique.

Le PRÉSIDENT prie Lord Robert Cecil de bien vouloir lire à l'Assemblée le rapport de la 2^{me} Sous-Commission de la Commission N° 6 sur l'arme économique.

(Ce rapport, tel qu'il a été amendé par l'Assemblée, est inséré à la fin du compte rendu du débat.)

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) dit que l'opinion publique est l'arme la plus puissante de la Société. Il y a cependant des cas où l'opinion publique ne pourrait pas empêcher des nations de violer leurs engagements. C'est pourquoi l'article XVI a été inséré dans le Pacte. D'après cet article, les nations qui font partie de la Société doivent exercer toute la pression économique dont elles sont capables sur la nation en rupture de Pacte. Cependant, aucun moyen pratique n'a été prévu pour mettre cet article à exécution.

La Commission s'est préoccupée en premier lieu de trouver un mécanisme simple permettant la mise en œuvre des mesures élémentaires de pression économique, sur lesquelles tout le monde est d'accord. Il est question ensuite, dans le rapport, de problèmes plus difficiles qui exigent un examen très attentif. Conformément à la proposition du Conseil, la Commission a décidé de charger une Commission internationale du blocus d'étudier ces problèmes. Les recommandations de cette Commission du blocus seraient soumises au Conseil et pourraient être présentées à l'Assemblée lors de sa prochaine session.

M. MOTTA (Suisse) désire souligner le fait que, jusqu'à ce que la Commission du blocus ait présenté son rapport à l'Assemblée, chaque Etat est libre de décider, dans chaque cas particulier, s'il y a lieu d'appliquer ou non le blocus.

Il désire également attirer l'attention sur une disposition de l'article XVI du Pacte, d'après laquelle les relations doivent être rompues avec les nationaux d'un Etat en rupture du Pacte. Cette disposition est inapplicable aux pays comme la Suisse ou la Roumanie où il y a beaucoup d'étrangers.

Enfin, M. Motta informe l'Assemblée que c'est la Délégation suisse qui a fait insérer dans l'alinéa d) du paragraphe 2 une disposition décrétant que les relations humanitaires peuvent subsister avec un Etat en rupture de Pacte.

L'article XVI stipule que l'Etat en rupture de Pacte doit être considéré comme ayant commis un acte d'hostilité contre tous les autres Etats de la Société. Faut-il en conclure que tous les autres Etats de la Société sont en état de guerre avec l'Etat en rupture de Pacte ? Cette question n'a pas été tranchée par la Commission. Elle est d'une importance spéciale pour la Suisse qui a gardé le droit de neutralité militaire, mais qui a cependant décidé d'employer l'arme économique contre les ennemis de l'humanité.

M. Motta rappelle que la Suisse a pu, grâce à sa neutralité armée, remplir des devoirs importants pendant la guerre, dans l'intérêt général de l'humanité, comme par exemple l'œuvre de la Croix-Rouge et l'œuvre des prisonniers de guerre.

Lord Robert CECIL (Afrique du Sud), en réponse à M. Motta, admet que chaque Etat souverain est libre de dire si, aux termes de l'article XVI, il y a eu rupture du Pacte; mais il insiste sur le fait qu'il est tenu d'appliquer toutes les dispositions de l'article, dès qu'il a reconnu qu'une rupture s'est produite.

Il rappelle ensuite que le rapport de la Commission N° 6 a renvoyé la question des relations avec les nationaux d'un Etat en rupture de Pacte à la Commission internationale du blocus et à la prochaine session de l'Assemblée. Pour le moment, le rapport se borne à imposer la rupture de toutes relations entre les nationaux résidant dans un Etat et ceux résidant dans un autre Etat.

Lord Robert Cecil ne croit pas que la clause qui se rapporte aux relations humanitaires soit nécessaire. Il est évident que ces relations humanitaires doivent continuer même en cas de guerre. Si l'on conserve la clause, elle trouverait mieux sa place à la fin du paragraphe c) qu'à la fin du paragraphe d); de cette façon

deemed desirable by the Secretary-General of the League of Nations, in regard to any sums applied by the League to provide for the expenses noted above.

The Secretary-General of the League of Nations shall render all possible assistance to the International Health Organisation

The Economic Weapon.

The PRESIDENT asked Lord Robert Cecil to read to the Assembly the Report of Sub-Committee B of Committee No. 6 on the Economic Weapon.

(This Report, with the amendments finally adopted by the Assembly, is inserted at the end of the discussion.)

Lord ROBERT CECIL (South Africa) said that the strongest weapon of the League was public opinion. There would, however, be cases in which public opinion would be powerless to restrain nations from breaking their undertakings. Article 16 had, therefore, been inserted in the Covenant. Under this Article the nations of the League are required to bring to bear against a Covenant-breaking nation all the economic pressure they are able to exercise. No machinery, however, is provided for carrying the Article into execution.

The suggestions of the Committee provided in the first place a simple machinery for enforcing the more elementary degrees of economic pressure on which there was general agreement. The Report next referred to a number of more difficult questions which required long and careful consideration. The Committee, on the suggestion of the Council, had decided to recommend the appointment of an International Blockade Commission to consider these questions. The recommendations of the Blockade Commission would be presented to the Council and might come before the Assembly at its next Session.

M. MOTTA (Switzerland) said he desired to emphasise the point that until the Blockade Commission had reported to the Assembly each State was free to decide for itself whether it was required in a particular case to apply the blockade or not.

He also desired to draw attention to the provision of Article 16 of the Covenant under which relations were to be broken off with the nationals of a Covenant-breaking State. This provision was impossible of application in countries like Switzerland or Roumania, which contained many foreigners.

M. Motta further informed the Assembly that at the request of Switzerland the clause appearing in sub-paragraph (d) of paragraph 2, providing that relations which exist for purely humanitarian purposes may be maintained with the Covenant-breaking State had been inserted.

Article 16 declared that a Covenant-breaking State must be regarded as having committed a hostile act against all the other States of the League. Did it follow that all the other States of the League were at war with the Covenant-breaking State ? This question had not been decided by the Committee. It was of particular interest to Switzerland, which had preserved the right to be neutral from the military point of view, but had, nevertheless, decided to use the economic weapon against the enemies of humanity.

M. Motta pointed out in this connection that the position enjoyed by Switzerland, owing to her armed neutrality, enabled her to undertake in time of war precious duties in the general interests of humanity, such as the work of the Red Cross and the work done on behalf of prisoners.

LORD ROBERT CECIL (South Africa), replying to M. Motta, admitted that it was for each sovereign State to say whether a breach of the Covenant had actually taken place under Article 16, but insisted that, once a State had decided that a breach had actually occurred, it was bound to apply the full provisions of the Article.

He further pointed out that the Report of Committee No. 6 left the question of relations with the nationals of a Covenant-breaking State to be considered and decided by the International Blockade Commission and by the Assembly at its next meeting. For the moment the Report merely asserted an obligation to break off all communication between the residents in one State and the residents in another.

Lord Robert Cecil did not think that the saving clause regarding humanitarian relations was necessary. It was understood that such humanitarian relations should continue even in case of war. He suggested that the qualification, if introduced, should rather come at the end of paragraph (c) than at the end of paragraph (d), as this would make it quite

il serait évident que les dispositions essentielles de *d*) et *e*) sont obligatoires pour tous les Etats.

M. NEGULESCO (Roumanie) présente certaines suggestions à soumettre à la Commission internationale du blocus :

1. Le blocus est-il, d'après l'article XVI, une mesure de guerre ?
2. Est-ce que le blocus prévu par l'article XVI se réfère au blocus maritime, et si oui, dans quelle mesure les dispositions du Traité de Paris de 1856 seront-elles applicables ?
3. Le Conseil de la Société des Nations déterminera-t-il dans chaque cas particulier si le blocus est collectif ou individuel, c'est-à-dire s'il doit être exercé par tous les Etats, par un groupe d'Etats ou par un seul ?
4. Faut-il que la décision du Conseil ait été annoncée par la voie diplomatique avec notification de la date du commencement du blocus et de la zone à laquelle il doit s'appliquer ?
5. Doit-on respecter la propriété privée des neutres, à l'exception de la contrebande de guerre ?
6. Est-il opportun de déterminer les conséquences d'une rupture de blocus, soit par l'Etat qui en fait l'objet, soit par un autre Etat membre de la Société, soit enfin par un Etat ne faisant pas partie de la Société ?

M. LA FONTAINE (Belgique) tient à faire quelques réserves sur l'alinéa *c*) du 3^{me} paragraphe qui a trait aux difficultés que peuvent rencontrer les petits Etats dans leur application du blocus, laquelle disposition a été insérée à la demande des Délégations scandinaves. La Délégation belge estime que quelque grave que soit le péril auquel un Etat peut être soumis, tous, petits comme grands, doivent faire tout leur devoir.

M. ASKENAZY (Pologne) fait remarquer que, d'après le rapport, il est du devoir du Secrétaire-Général de convoquer le Conseil. Il trouve que c'est une responsabilité trop sérieuse pour le Secrétaire-Général, et suggère qu'on réserve le droit de convocation au Président du Conseil.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud), en réponse à M. Negulesco, dit que ses observations seraient certainement examinées par la Commission internationale du blocus et que, par conséquent, l'Assemblée n'a pas à les envisager. Quant aux remarques de M. Lafontaine, Lord Robert Cecil déclare que la Commission n'a pas eu l'intention de préjuger du sort qui sera réservé aux amendements proposés par les pays scandinaves. Aucune opinion n'a été exprimée sur le point de savoir si ces propositions doivent être adoptées ou rejetées.

Lord Robert Cecil partage l'avis du représentant de la Pologne au sujet des précautions qu'il convient de prendre relativement au mode d'action prévu à l'article XVI.

Le PRÉSIDENT annonce que la Délégation du Brésil a attiré son attention sur le fait qu'on n'a fixé aucun délai pour la révision éventuelle du deuxième paragraphe. Pour parer à cet inconvénient, il suggère l'addition des mots : « par la prochaine Assemblée, sur rapport de la Commission internationale du blocus ».

M. BOURGEOIS (France) accepte la proposition tendant à transférer de l'alinéa *(d)* à l'alinéa *(e)* les réserves concernant les relations humanitaires entre les puissances. A ce sujet, M. Bourgeois rend hommage à l'œuvre accomplie par M. Ador et M. Motta, au nom de la Suisse, pendant la dernière guerre.

Quant aux propositions scandinaves, dans l'intérêt des petits Etats, M. Bourgeois fait remarquer que l'article XVI dit que « les membres de la Société conviennent de se porter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu dudit article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent résulter. »

Le PRÉSIDENT communique un projet d'amendement de la Délégation belge, tendant à modifier l'alinéa *(c)* du paragraphe qui contient les propositions des Etats scandinaves. La Délégation belge propose de substituer aux mots « quelles mesures devront être prises », les mots suivants : « s'il y a lieu de prendre les mesures, et éventuellement lesquelles ».

M. MOTTA (Suisse) déclare qu'il approuve le transfert de l'alinéa *(d)* à l'alinéa *(e)* des réserves concernant les relations humanitaires. Il ajoute qu'il est parfaitement d'accord avec Lord Robert Cecil et M. Lafontaine pour proposer que dès qu'un Etat s'est convaincu qu'il y a rupture de pacte, il doit faire jouer l'arme économique et que cette obligation subsiste quoi qu'il puisse arriver.

clear that the substantive part of *(d)* and *(e)* was incumbent on every State.

M. NEGULESCO (Roumania) brought forward certain points which he proposed should be placed before the International Blockade Commission :

- (1) Was the blockade to be enforced under Article 16 a war measure ?
- (2) Did the blockade to be enforced under Article 16 imply a seaboard blockade, and, if so, how far would the dispositions of the Treaty of Paris of 1856 be applied ?
- (3) Should the Council of the League of Nations determine in each particular case whether the blockade was to be a general or an individual blockade, *i.e.* whether it should be carried out by all the States, by a group of States, or by one State alone ?
- (4) Should the decision of the Council be announced through diplomatic channels, with notification of the date of its commencement and the zone to which it applied ?
- (5) Would the private property of neutrals be respected, with the exception of contraband of war ?
- (6) Was it desirable to determine the consequence of a breach of blockade either by the State against which it was declared, or by a State Member of the League, or by a State not a Member of the League ?

M. LAFONTAINE (Belgium) said he wished to refer to sub-paragraph *(c)* of paragraph 3, which referred to the difficulties of small States in attempting to apply a blockade. This reservation had been inserted at the request of the Scandinavian Delegation. The Belgian Delegation thought that, however grave the consequences, small countries as well as large should fulfil all their duties.

Professor ASKENAZY (Poland) pointed out that according to the Report it was the duty of the Secretary-General to take the initiative. He thought the responsibility was too grave for the Secretary-General to assume, and suggested that the President of the Council should be asked to decide whether the Council should be summoned.

Lord ROBERT CECIL (South Africa), replying to M. Negulesco, said that the points he had raised would, no doubt, be considered by the International Blockade Commission, and that it was not, therefore, necessary for the Assembly to examine them.

Replying to M. Lafontaine (Belgium) Lord Robert Cecil (South Africa) said it was not intended in the Report to prejudge the question raised by the Scandinavian proposals. No opinion was expressed whether these proposals should or should not be adopted.

He agreed with the Delegate of Poland that every precaution should be taken in regard to the procedure for taking action under Article 16.

The PRESIDENT said that the Brazilian Delegation had drawn his attention to the fact that no definite term had been fixed within which the provisions of paragraph 2 should be reviewed. To meet this difficulty an amendment would be inserted to the effect that they should be reviewed at the next Assembly on the Report of the International Blockade Commission.

M. BOURGEOIS (France) approved of the transfer of the reservation regarding humanitarian relations between Powers from sub-paragraph *(d)* to sub-paragraph *(e)*. In this connection he paid a warm tribute to the work which had been done by M. Ador and M. Motta in the name of Switzerland during the late war.

M. Bourgeois, referring to the Scandinavian proposals in the interest of small States, pointed out that Article 16 provided that the Members of the League should mutually support one another in the financial and economic measures taken under the Article in order to minimise the loss and inconvenience resulting from its application.

The PRESIDENT said that the Belgian Delegation desired to propose an amendment to sub-paragraph *(c)* of paragraph 3, in which the proposals of the Scandinavian countries occurred. Instead of saying "consider what action should be taken," it was suggested that the phrase should be "consider what measures, if any, should be taken."

M. MOTTA (Switzerland) said he approved the transfer of the reservation regarding humanitarian relations from sub-paragraph *(d)* to sub-paragraph *(e)*.

M. Motta further observed that he wholly agreed with Lord Robert Cecil and with M. Lafontaine that, if a State were convinced that the blockade should be applied, it must apply the blockade whatever the result might be.

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) déclare accepter l'amendement proposé par la Délégation belge. Il est aussi d'avis de modifier la disposition qui donne au Secrétaire Général le pouvoir d'agir, afin de la rendre conforme à l'article 11 du Pacte. De cette façon, le Secrétaire Général devra obtenir l'assentiment ou l'initiative d'un membre du Conseil.

Le PRÉSIDENT annonce que l'Assemblée est saisie de trois projets d'amendements qui sont les suivants :

1^o Proposition de la Délégation polonaise au sujet de la convocation du Conseil.

2^o Transfert de l'alinéa (d) à l'alinéa (e) des réserves relatives aux relations humanitaires.

3^o Modification de la Délégation belge aux propositions scandinaves (alinéa (c) du 3^me paragraphe).

Le rapport ainsi modifié est adopté dans la forme suivante :

1^o Nous avons d'abord cherché quelles recommandations il convenait de faire pour donner suite à la résolution adoptée par le Conseil à Saint-Sébastien, le 3 août 1920. En effet, on doit se rappeler qu'à cette occasion le Conseil avait adopté, en même temps que le rapport de M. Tittoni, une résolution conçue dans les termes suivants :

« Le Conseil décide de faire figurer à l'ordre du jour de la première Assemblée de la Société des Nations l'examen des mesures nécessaires pour assurer l'application de l'article 16 du Pacte. Dans ce but, il proposera à l'Assemblée comme mesure préliminaire de créer une Commission internationale du Blocus, qui serait instituée en vertu des pouvoirs qui sont dévolus à la première Assemblée et qui serait chargée d'étudier le problème, d'organiser le plan général d'action, de créer les organes appelés à devenir permanents et d'élaborer les principes qui doivent régir leur action. »

Le rapport contenait aussi la recommandation suivante :

« Qu'un comité composé d'un nombre égal de membres du Conseil et de l'Assemblée soit institué, afin d'examiner la question de la constitution de cette Commission internationale et de ses fonctions. »

Le Conseil ayant demandé l'avis de l'Assemblée sur ces propositions, il est de notre devoir de déclarer que le mécanisme qu'elles prévoient ne nous paraît pas très heureusement conçu. Nous nous permettons en conséquence de proposer l'adoption de la recommandation suivante :

« Le Conseil sera prié d'instituer une Commission Internationale du Blocus. Cette Commission sera chargée de l'étude de l'application de l'article 16 du Pacte. Elle soumettra le résultat de ses travaux au Conseil qui les présentera à l'Assemblée lors de sa prochaine session. L'Assemblée acceptera, rejettera ou modifiera les conclusions du rapport de cette Commission en toute liberté et sans préjudice des mesures qui auront pu être prises provisoirement à leur sujet. Cette Commission sera composée de 8 membres au plus, dont la moitié au moins seront des représentants des Etats qui n'ont pas de représentation permanente au Conseil. Elle aura le droit d'avoir recours aux conseils d'experts. »

2^o On remarquera que d'après cette recommandation, la Commission internationale du Blocus est chargée d'examiner les moyens d'assurer l'entière exécution des dispositions de l'article 16. Mais la Sous-Commission avait été priée de rechercher aussi les mesures qu'il convenait de prendre immédiatement pour rendre aussi efficace que possible l'arme économique de la Société prévue à l'article 16.

La Commission n'ignore pas qu'aux termes de cet article les membres de la Société devront prendre à l'égard de celui d'entre eux qui entrerait en guerre au mépris de ses engagements énoncés aux articles 12, 13 et 15, les mesures suivantes :

« Rupture de toutes relations commerciales et financières, interdiction de tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en défaut, cessation de toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat faisant partie ou non de la Société. »

Tel est le devoir qui incombe actuellement à tous les membres de la Société, mais il y a deux circonstances qui peuvent en rendre l'accomplissement difficile. Tout d'abord, il se peut très bien qu'il soit douteux qu'un Etat ait recours à la guerre en violation du Pacte, et il n'a été prévu aucun mécanisme destiné à établir clairement les faits à ce sujet. Ensuite, il peut être extrêmement difficile, comme l'ont fait

Lord ROBERT CECIL (South Africa) said he accepted the amendment proposed by the Belgian Delegation. He also agreed that a paragraph under which the Secretary-General was required to act should be amended in order to bring it into accord with Article 11 of the Covenant. Under this arrangement the Secretary-General would have to obtain the approval or the initiative of one Member of the Council.

The PRESIDENT said that three amendments had been discussed and were before the Assembly :

(1) An amendment proposed by the Polish Delegation on the procedure to be followed in summoning the Council [paragraph 2' (b)].

(2) The transfer of the reservation regarding humanitarian relations from the end of sub-paragraph (d) to the end of sub-paragraph (e) of paragraph 2.

(3) An amendment moved by the Belgian Delegation in connection with the Scandinavian proposals [paragraph 3 (c)].

The Report with these amendments was adopted in the following form :

(1) We considered first what recommendations we should make as to the action to be taken on the resolution of the Council adopted at San Sebastian on August 3rd, 1920. It will be remembered that on that occasion the Council adopted the report of Signor Tittoni, and resolved that :

“The Council decides to place upon the Agenda of the first Assembly of the League of Nations the consideration of the necessary measures to ensure the application of Article 16 of the Covenant. With this aim in view, it will propose to the Assembly that, as a preliminary measure, an International Blockade Committee should be appointed under the authority of the first Assembly for the purpose of studying the problem and settling the general plan of action, the organisation of the more permanent machinery required and the principles on which it should work.”

In the Report was also contained a paragraph to the effect that :

“A Committee composed of an equal number of Members of the Council and of the Assembly may be set up to examine the question of the constitution of this international Commission and its duties.”

As the Council has consulted the Assembly on these proposals, we are bound to say that it seemed to the Sub-Committee that this was not a very satisfactory piece of machinery, and they therefore decided to recommend that :

“The Council should be asked to appoint an International Blockade Committee to consider the application of Article 16 of the Covenant ; the Committee will report to the Council, who shall place the conclusions before the Assembly at its next Session, for their acceptance, rejection, or amendment without prejudice to any action that may have been provisionally taken upon them. The Committee should not exceed eight in number, with power to summon experts to advise them, and not less than half its members should be persons representing States which have not a right to permanent membership of the Council.”

(2) It will be observed that in this recommendation the International Blockade Committee are to consider what steps are necessary to bring into full effect the provisions of Article 16. But the Sub-Committee were also instructed to consider what steps should be taken immediately to render as effective as possible the Economic Weapon of the League under Article 16. The Committee are aware that under that Article it is the duty of every Member of the League in the case of any Member resorting to war in disregard of its covenants under Articles 12, 13, or 15 to subject it to :

“The severance of all trade or financial relations, the prohibition of all intercourse between their nationals and the nationals of the Covenant-breaking State, and the prevention of all financial, commercial or personal intercourse between the nationals of the Covenant-breaking State and the nationals of any other State, whether a Member of the League or not.”

That is a duty which now actually rests upon every Member of the League, but there are two difficulties in the way of its performance. In the first place, it may easily be uncertain whether a State has resorted to war in breach of the Covenant, and no machinery has been provided for ascertaining the facts. In the second place, there are considerable difficulties which were pointed out in the discussion before the Committee on a

ressortir les débats d'une séance précédente de la Commission, d'exécuter intégralement ce que l'on peut appeler, pour abréger, les opérations du blocus prévues à l'article 16.

Pour obvier à ces difficultés, nous faisons à titre provisoire les propositions suivantes, qui seront sujettes à révision par la prochaine assemblée, sur le rapport de la Commission internationale du blocus :

a) Il est du devoir du Secrétaire Général de signaler à l'attention du Conseil tous les faits qui d'après lui établiront qu'un membre de la Société se trouve en rupture de Pacte au sens de l'article 16.

b) Au reçu de cet avis, le Conseil, sur la demande d'un de ses membres, se réunira dans le plus bref délai possible pour l'examiner et il enverra le procès-verbal de la réunion à tous les Membres de la Société :

c) Aussitôt qu'un Membre de la Société aura acquis la conviction, à la suite de la communication du procès-verbal du Conseil, qu'une rupture du Pacte au sens de l'article 16 a été commise, il sera de son devoir de prendre des mesures en vue de l'exécution des dispositions du paragraphe premier du dit article.

d) Ces mesures devront comprendre la rupture de toutes relations diplomatiques avec l'Etat en rupture de Pacte.

e) L'interdiction de tous rapports commerciaux ou autres entre les habitants de son territoire et ceux de l'Etat en rupture de Pacte. A cet effet, il faudra que chaque Membre de la Société adopte immédiatement et conformément à sa propre constitution la législation nécessaire pour lui permettre d'interdire les rapports entre ses habitants et ceux de l'Etat en rupture de Pacte. Les relations humanitaires peuvent subsister.

f) Si l'Etat en rupture de Pacte a des frontières maritimes, il sera nécessaire d'en assurer le blocus efficace et le Conseil devra aussitôt rechercher les Membres de la Société à qui il convient de demander de se charger de cette opération.

3° Quant aux autres mesures à prendre pour l'exécution de l'article 16, l'étude devra en être confiée à la Commission internationale. Par exemple :

a) Il est hautement désirable que tous les Membres de la Société adoptent à l'égard de l'Etat en rupture de Pacte des mesures identiques.

b) De plus, il y a certains points, touchant les relations entre les nationaux de l'Etat en rupture de Pacte et ceux des autres Membres de la Société, qu'il convient d'examiner.

c) Il convient aussi d'étudier, conformément aux propositions faites par le Danemark, la Norvège et la Suède, s'il y a lieu de prendre des mesures et, éventuellement, lesquelles devront être prises au sujet des Membres de la Société qui, en raison de l'insuffisance de leurs ressources et de leur situation géographique, se trouveraient exposés à un péril grave s'ils remplissaient intégralement les engagements prévus au paragraphe 1^{er} de l'article 16 à l'égard d'un puissant Etat en rupture de pacte. C'est une question que l'on pourra être appelé à examiner à tout moment du point de vue pratique, s'il devenait nécessaire d'user de mesures coercitives envers un Etat en rupture de pacte. Dans ce cas, le Conseil devrait prendre toutes les mesures qu'il jugerait appropriées à la situation.

La Commission a estimé que ce dernier cas posait des problèmes trop compliqués pour qu'elle puisse les résoudre. Ces problèmes devront être soumis à la Commission Internationale du Blocus, ainsi que d'autres questions difficiles telles que les suivantes :

d) Comment pourra-t-on effectuer le blocus, lorsque l'Etat en rupture de pacte aura comme voisin un Etat ne faisant pas partie de la Société ?

e) Quelles sont les mesures restrictives d'ordre financier qui pourront et qui devront être prises ?

4° a) Quant aux Etats ne faisant pas partie de la Société qui auront été invités, suivant l'article 16, à se soumettre aux obligations imposées aux Membres réguliers et qui auront accepté cette invitation, les observations et les recommandations contenues dans ce rapport s'appliqueront à eux comme aux Membres réguliers de la Société.

b) Pour un Etat qui, ayant été invité à accepter les obligations de Membre de la Société, s'y sera refusé et aura recouru à la guerre contre un Membre de la Société, en violation de toute procédure telle que celle qui est prévue à l'article 15, les Membres de la Société devront agir à son égard exactement de la même façon qu'ils agiraient à l'égard d'un Membre régulier.

previous occasion in carrying out to the full what may be, for shortness, described as the blockading operations contemplated by the Article.

To obviate these difficulties we propose provisionally and subject to review at the next Assembly on the report of the International Blockade Committee :

(a) It shall be the duty of the Secretary-General to call the attention of the Council to any facts which in his opinion show that a Member of the League has become a Covenant-breaking State within the meaning of Article 16;

(b) Upon receiving such an intimation, the Council shall, on the request of any of its Members, hold a meeting with the least possible delay to consider it, and shall send a copy of the procès-verbal of the Meeting to all the other Members of the League;

(c) As soon as a Member of the League is satisfied, in consequence of the communication of the procès-verbal of the Council, that a breach of Covenant within Article 16 has occurred, it is its duty to take measures for the purpose of carrying out the first paragraph of Article 16;

(d) These measures should include the breaking-off of all diplomatic relations.

(e) The prevention of any commercial or other intercourse between the residents within its borders and those residing in the Covenant-breaking State. For this purpose the necessary legislation preventing intercourse between the residents of the two States should be immediately passed, according to the constitution of each Member of the League. Relations which exist for purely humanitarian purposes may be maintained with the Covenant-breaking State.

(f) Where the Covenant-breaking State has a sea-board, it will be necessary to institute an effective blockade thereof, and the Council should forthwith consider which Members of the League can most conveniently be asked to discharge this duty.

3. Beyond this it is a matter for consideration what further steps ought to be taken to carry out Article 16, and this should be referred to the International Committee. For instance :

(a) It is very desirable that identity of action by all the Members of the League against the Covenant-breaker should be secured.

(b) Further, there are questions as to relations between nationals of the Covenant-breaking State and those of other Members of the League which require consideration.

(c) It is also desirable to consider, in accordance with the proposals made by Denmark, Norway and Sweden, what measures, if any, should be taken in the case of Members of the League who, from smallness of their resources and their geographical position, might be in serious danger if they carried out to the full their obligations under the first paragraph of Article 16 against a powerful Covenant-breaking State. This is a matter which may have to be considered at any moment from a practical point of view if the necessity for coercion of a Covenant-breaking State should arise. In that case the Council would have to take whatever measures it thought suitable for the emergency.

But, both in this last case and in the others before alluded to, the questions involved were thought by the Committee to be too complicated for them to deal with, and they should, therefore, be referred to the International Blockade Committee as well as other difficult questions, such as :

(d) How the blockade can be enforced where a State not a Member of the League is a neighbour of the Covenant-breaking State, and

(e) What restrictive measures of a financial character can and ought to be taken.

4. (a) With regard to the States not Members of the League who have been invited under Article 16 to accept the obligations of membership, and have acceded to that invitation, the observations and recommendations in this report apply to them as if they were ordinary Members of the League.

(b) Where a State has been invited and has refused to accept the obligations of membership, and has resorted to war against a Member of the League in disregard of any procedure such as that provided for by Article 15, the Members of the League must treat it in precisely the same way as if it

lier reconnu comme étant en rupture de Pacte aux termes de l'article 16.

c) Si aucune des parties n'est Membre de la Société et si toutes deux refusent d'accepter les obligations de Membre de la Société aux fins de règlement du différend, l'article 16 ne s'appliquera pas et le Conseil sera libre d'agir comme bon lui semblera; mais dans ce dernier cas, si les mesures recommandées par le Conseil forçaient à agir un autre Membre qui n'y est pas représenté, celui-ci aurait le droit de s'y faire spécialement représenter pour y examiner les mesures projetées, avec tous les droits d'un Membre régulier. Par conséquent aucune des mesures projetées qui le toucheront ne pourra être adoptée sans son consentement.

5° Tous les projets que pourra recommander la Commission Internationale du Blocus et qui seront de nature à exiger des amendements au Pacte seront naturellement soumis à la Commission qui doit être instituée pour examiner toutes les modifications à apporter au Pacte.

Admission des Membres de la Société.

Le PRÉSIDENT donne lecture de la motion suivante déposée par Lord Robert Cecil comme mesure d'urgence:

« L'Assemblée n'est pas disposée à admettre dans la Société un nouvel Etat, avant que celui-ci ne s'engage à conclure des accords qui correspondent aux traités relatifs aux minorités, déjà acceptés par plusieurs autres Etats. »

Lord ROBERT CECIL (Afrique du Sud) demande que l'on considère sa proposition comme une mesure d'urgence et qu'on la discute immédiatement. Certains Etats ont demandé d'être admis dans la Société et leur admission va être recommandée à l'Assemblée par la Commission N° 5. Or, si la proposition est remise à plus tard, ces Etats seront dans l'impossibilité de recevoir l'avis de leur Gouvernement assez tôt pour que leur demande puisse être examinée par l'Assemblée. C'est pourquoi il demande que sa motion soit discutée demain au plus tard.

M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK (Pays-Bas) propose de renvoyer la motion de Lord Robert Cecil à la Commission N° 5 qui doit se réunir le soir même.

La procédure proposée par M. Van Karnebeek est adoptée ce qui permettra à Lord Robert Cecil de présenter sa motion aujourd'hui pourvu qu'il y soit autorisé par les deux tiers de l'Assemblée.

III. SEPTIÈME ET HUITIÈME SÉANCES DE LA COMMISSION N° 1.

L'élection des quatre membres non permanents du Conseil.

La Commission No 1 s'est réunie les 7 et 8 décembre, pour discuter le rapport que lui avait présenté la Sous-Commission au sujet du mode de désignation des membres non permanents du Conseil.

Sur la proposition du Président, après la lecture du rapport, il est procédé à l'examen des résolutions suivantes qu'il contient:

Résolution de la Sous-Commission concernant la désignation des membres non permanents du Conseil.

I. Les Mandats de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne et de la Grèce, comme Membres du Conseil, tels qu'ils ont été conférés provisoirement par l'Article IV, paragraphe 1, phrase 3 du Pacte, prendront fin le 31 décembre 1920.

II. En exécution de l'article IV, paragraphe 1, phrase 2 du Pacte, les Membres non permanents du Conseil seront désignés au scrutin secret pour une période de quatre ans.

Dans chaque réunion annuelle, l'Assemblée désignera un des 4 membres. Le Mandat conféré à ce Membre aura pour point de départ le 1^{er} Janvier de l'année suivante.

Les Membres sortant de charge ne pourront être réélus avant l'expiration d'une période de 4 ans.

III. Dans sa session de 1920, l'Assemblée procédera, en dérogation à la règle établie plus haut, à la désignation des 4 Membres non permanents du Conseil.

Ces désignations se feront pour chaque Membre individuellement par vote uninominal et secret. Les mandats seront respectivement de 1, 2, 3 et 4 ans. Après les désignations, le Président tirera au sort la durée respective de ces mandats.

Le principe de la non-rééligibilité ne s'appliquera pas aux élections qui auront lieu à la présente session.

were a Covenant-breaking Member of the League within Article 16.

(c) Where neither party to a dispute is a Member of the League, and they both refuse to accept the obligations of membership of the League for the purposes of that dispute, Article 16 does not apply, and the Council are left to take such measures as they think right. But in this last case, if the measures recommended by the Council should involve action by any other Member of the League, it has a right to be summoned to the Council with the position of a full Member for the consideration of the proposed measures, and consequently none of them affecting it can be adopted without its consent.

5. Any proposal which the International Blockade Committee may recommend, and which is of a nature to require amendment of the Covenant, will naturally be referred to the Commission that is to be set up for consideration of all amendments to the Covenant.

The Admission of States to the League.

The PRESIDENT announced that Lord Robert Cecil desired to present the following motion as a matter of urgency:

"The Assembly is not prepared to admit any new State to the League of Nations unless it will give an undertaking to enter into agreements equivalent to the Minorities Treaties already accepted by several other States."

Lord ROBERT CECIL said he desired this motion to be discussed as a matter of urgency. Certain States had applied for admission and their admission would be recommended to the Assembly by Committee No. 5. If the present motion were postponed these States would be unable to consult their Governments in time to have their applications considered by the Assembly. He therefore asked that the motion might be taken (Saturday) at latest.

M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK (Netherlands) proposed that the motion of Lord Robert Cecil should be submitted to Committee No. 5, which met that evening.

It was agreed that this procedure should be followed, and that Lord Robert Cecil would be able to introduce his motion to-day provided he obtained a two-thirds majority in favour of that course.

III. SEVENTH AND EIGHTH MEETINGS OF COMMITTEE No. 1.

Election of the Four non-permanent Members of the Council.

Committee No. 1 met on December 7th and 8th, to discuss the report presented by the Sub-Committee, concerning the appointment of non-permanent Members of the Council. The Chairman proposed to take this Report as read, and to discuss the four resolutions attached to it:

Resolutions of the Sub-Committee concerning the appointment of the non-permanent Members of the Council.

1. The mandates of Belgium, Brazil, Spain and Greece as Members of the Council, as provisionally conferred by Article IV, Paragraph 1, Sentence 3 of the Covenant, will expire on December 31st, 1920.

2. In execution of Article IV, Paragraph 1, Sentence 2, of the Covenant, the non-permanent Members of the Council shall be elected by secret ballot for a period of 4 years.

At each annual meeting the Assembly will appoint one of these four Members. The mandate conferred upon this Member will date as from January 1st of the following year. Retiring Members shall not be re-eligible until after the lapse of a period of 4 years.

3. At its Meeting in 1920 the Assembly shall, as an exception to the rule laid down above, proceed to appoint the four non-permanent Members of the Council. These Members shall be elected one at a time and by secret ballot. The mandates shall be for 1, 2, 3 and 4 years respectively. After the election the President shall decide the respective duration of these mandates by lot.

The principle of non-reeligibility shall not apply to the elections at the present meeting.

IV. La présente décision constitue un acte de procédure dans le sens de l'Art. V, paragraphe II du Pacte.

La première résolution est adoptée à l'unanimité.

Le premier paragraphe de la deuxième résolution est divisé en deux parties: la première, concernant l'élection au scrutin secret, est adoptée à l'unanimité.

La deuxième partie, traitant de la durée du mandat des membres non permanents du Conseil, fait l'objet d'un débat.

M. AGUERO (Cuba) se prononce en faveur d'une période de deux ans, car en portant la durée des fonctions à quatre ans avec la possibilité d'une réélection immédiate, il serait à craindre que certains Etats demeurent en fonctions d'une façon permanente au moyen de quelque manœuvre électorale.

M. ESCALANTE (Vénézuéla), tout en préférant un mandat d'un an, se déclare prêt à appuyer la proposition de la Délégation de Cuba.

L'hon. M. ROWELL (Canada) est d'avis qu'un membre élu pour deux ans devrait être éligible pour une autre période de deux années, mais qu'il ne devrait pas rester en fonctions pendant plus de quatre années consécutives.

Sir SAHYID ALI IMAM (Indes) croit qu'une période de deux ans offre aux Etats une meilleure occasion de se faire représenter dans le Conseil et rendrait plus facile le renouvellement de celui-ci.

M. AFFONSO COSTA (Portugal) est en faveur d'une période d'un an. Puisque les cinq membres permanents du Conseil assurent une continuité, les membres non permanents devraient donc être changés le plus fréquemment possible. La question étant mise aux voix, la période de deux ans est adoptée par 14 voix contre 13. Le premier paragraphe de la résolution est amendé dans ce sens.

Deuxième Résolution, paragraphe 2.

Le PRÉSIDENT donne lecture du paragraphe 2, ainsi conçu:

« Dans chaque réunion annuelle, l'Assemblée désignera deux des quatre membres dont le mandat datera à partir du 1^{er} Janvier de l'année suivante ».

On discute alors la question de la rééligibilité illimitée. Après un long débat auquel prennent part l'hon. M. Rowell (Canada), M. Hymans, M. de Villanueva (Nicaragua), M. Wellington Koo (Chine), M. Spalaikovitch (Etat Serbe, Croate et Slovène), M. Usteri (Suisse), M. Jonnesco (Roumanie), la Commission se prononce contre le principe de la rééligibilité illimitée et adopte les deux propositions suivantes faites par M. Rowell:

« 1^o Aucun membre ne pourra siéger pendant plus de deux périodes consécutives de deux années ».

« 2^o Aucun membre sortant de charge ne pourra être réélu avant une période de quatre ans. »

Au cours de sa huitième séance, le 8 décembre, la Commission continue l'examen des résolutions que lui a soumises la Sous-Commission.

La deuxième proposition de M. Rowell, portant modification à la deuxième résolution, et qui avait été adoptée à la séance précédente, est elle-même modifiée dans ce sens.

« Aucun membre cessant de faire partie du Conseil après une ou deux périodes de deux ans, suivant le cas, ne pourra être réélu avant l'expiration d'une période de quatre ans ».

M. FERRARIS (Italie) propose d'ajouter à la deuxième résolution le paragraphe suivant concernant le mode de scrutin.

« Si aucun membre n'obtient majorité au premier tour de scrutin, on procédera à un nouveau tour; mais, dans ce cas, le vote ne portera plus que sur les deux membres qui auront obtenu le plus grand nombre de voix; en cas d'égalité au second tour, le Président tirera au sort. »

La motion de M. Ferraris est agréée et la résolution No. 2 adoptée sous la réserve des amendements qui y ont été apportés.

Troisième Résolution.

La troisième résolution est adoptée à l'unanimité.

Avant de passer à l'examen de la quatrième résolution, M. WELLINGTON KOO (Chine) fait la proposition suivante:

« Lors des désignations par l'Assemblée de 1920 des quatre membres non permanents, trois d'entre eux seront choisis parmi les membres d'Europe et des deux Amériques et un parmi les membres d'Asie et des autres parties du monde. »

M. Wellington Koo dit que cette répartition fortifierait et consoliderait la Société en augmentant la confiance que tous

4. The present provisions shall be deemed matters of procedure within the meaning of Article V, Paragraph 2 of the Covenant.

Resolution 1 was passed unanimously.

Resolution 2, Paragraph 1 was considered to fall into two parts. The part concerning election by secret ballot was passed unanimously. The second part concerned the length of the period of office to be held by the four non-permanent Members.

M. AGUERO (Cuba) was strongly in favour of a two-year period of election. He feared that if the period were four years, and there were a possibility of immediate re-election, there would be a danger that some States would keep themselves permanently in office by some electoral combination.

M. ESCALANTE (Venezuela) preferred a one-year period, but was prepared to support the proposal of Cuba.

The Hon. N. W. ROWELL (Canada) thought that a Member elected for two years should be eligible for another two years, but that the total period for consecutive service should be restricted to four years.

Sir SAHYID ALI IMAM (India) thought that two years afforded States a better chance of securing representation, and allowed for the introduction of new Members into the Council.

M. AFFONSO COSTA (Portugal) favoured a one-year period. The five permanent Members of the Council ensured continuity. Non-permanent Members therefore should be changed as frequently as possible.

On a vote being taken, the two-year period was adopted by 14 votes to 13, and the first paragraph of the Resolution amended accordingly.

Resolution 2, paragraph 2. The Chairman said that in accordance with the above amendment paragraph 2 would now read:

"At each annual Meeting the Assembly will appoint two of these four Members, whose mandates will date as from January 1st of the following year."

The discussion then turned on the question of unlimited re-eligibility. After a long discussion, in which the Hon. N. W. Rowell (Canada), M. Hymans (Belgium), M. de Villanueva (Nicaragua), Mr. Wellington Koo (China), M. Spalaikovitch (Serb-Croat-Slovene State), M. Usteri (Switzerland), and M. Jonescu (Roumania), took part, the Committee decided against the principle of unlimited re-eligibility, and passed the following two proposals of the Hon. N. W. Rowell:

(1) "No Member shall serve more than two consecutive periods of two years."

(2) "Retiring Members shall not be re-eligible until after the lapse of four years."

At its eighth Meeting on December 8th, the Committee continued the discussion of the resolutions submitted by the Sub-Committee, and amended the second proposal of the Hon. N. W. Rowell, which had been passed at the previous meeting, in the following manner:—

"Members ceasing to hold office after one or two periods of two years, as the case may be, shall not be re-eligible until after the lapse of a period of four years."

A proposal of M. FERRARIS (Italy) concerning the method by which the ballot should be taken was passed and inserted in Resolution 2, and the Chairman then declared the whole of Resolution 2 to be adopted, subject to the amendments. The amendment of M. Ferraris was as follows:—

"If no Member obtains in the first ballot an absolute majority of votes, an entirely new ballot shall be taken, but on this occasion the voting shall be confined to the two Members who obtain the largest number of votes at the first ballot. If there is at this ballot an equality of votes for the two Members, the President shall decide by lot."

Resolution 3 of the Sub-Committee was passed unanimously.

Before proceeding to consider Resolution 4, Mr. WELLINGTON KOO (China) moved the following Resolution:

"Of the four non-permanent Members to be selected by the Assembly in 1920 three shall be selected from among the Members of the League from Europe and from the American Continent, and one selected from those from Asia and the remaining parts of the world."

Mr. Wellington Koo said that this distribution would strengthen and consolidate the League, and increase the con-

les pays ressentiraient pour elle. En effet si sa proposition n'était pas adoptée, les pays d'Asie auraient le sentiment que leurs intérêts ne sont pas représentés d'une façon adéquate et la Société leur apparaîtrait comme une institution purement occidentale. Il estime que le Conseil doit représenter le monde entier.

M. WELLINGTON KOO explique pourquoi cette répartition est éminemment juste. Il faut recourir à une méthode de répartition si l'on veut éviter la possibilité d'une combinaison qui permettrait de donner les quatre sièges soit à l'Europe soit à l'Amérique; un pareil résultat irait à l'encontre des meilleurs intérêts de la Société.

Le devoir le plus important du Conseil, dit le représentant de la Chine, est le maintien de la paix universelle; à cet effet, la coopération de toutes les parties du monde est nécessaire. Il ne pense pas que ce mode de répartition restreindrait la liberté du choix de l'Assemblée. L'article IV du Pacte prescrit le choix le plus sage et le plus équitable possible. Sa proposition n'est donc pas une restriction de la liberté de l'Assemblée, mais en est un judicieux exercice.

M. STRUYCKEN (Pays-Bas) observe que la majorité des membres de la sous-commission ne partage pas les conclusions de M. WELLINGTON KOO. Son système est trop rigide et trop artificiel. Il est à souhaiter que les différentes idées prévalant dans les diverses parties du monde soient représentées dans le Conseil, mais on doit se fier pour cela à l'esprit de loyauté dont l'Assemblée a déjà donné la preuve dans l'élection de ses six vice-présidents.

SIR REGINALD BLANKENBERG (Afrique du Sud) et M. ESCALANTE (Vénézuéla) appuient la proposition du représentant de la Chine, et recommandent qu'on en fasse un essai pendant un an.

SIR SAIYID ALI IMAM souhaite que la proposition soit adoptée car elle ferait renaître la confiance qui a été ébranlée par la constitution du Conseil administratif du Bureau international du Travail dans lequel l'Europe détient vingt sièges sur vingt-quatre.

M. WELLINGTON KOO (Chine) explique que sa proposition ne vise que les élections de cette année et par conséquent il ne s'agit pas de l'application d'un système rigide pour l'avenir. *La proposition de M. Wellington Koo étant mise aux voix est adoptée par 13 voix contre 12.*

Quatrième Résolution.

Après une discussion sur le point de savoir si les résolutions adoptées par la Commission pouvaient être considérées comme des questions de procédure, la majorité décide d'adopter la quatrième résolution, qui s'appliquera à la résolution de M. Wellington Koo aussi bien qu'aux trois autres.

IV. SÉANCES DE LA COMMISSION N° 3.

Jeudi 9 décembre.

ADOPTION DU RAPPORT POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

A sa séance du 9 décembre, la Commission N° 3 avait adopté un rapport sur l'établissement d'une Cour permanente de Justice internationale, exception faite de quelques articles ayant trait à la compétence de la Cour et à la proposition relative à certains arrangements spéciaux pour l'audition des causes concernant le travail et le transit. La question du mode de constitution de la Cour a été aussi laissée en suspens.

Articles du Rapport adoptés le 9 décembre.

Voici un résumé des principales décisions contenues dans les articles adoptés par la Commission, le 9 décembre.

La proposition faite par la Délégation argentine de supprimer la Cour permanente d'arbitrage à La Haye a été rejetée. On estime que cette Cour peut encore rendre service dans certains différends internationaux qui peuvent être réglés plus facilement par l'arbitrage que par des jugements basés strictement sur des règles de droit. On considère également qu'il n'est pas possible d'abroger une convention signée par plusieurs États qui ne sont pas membres de la Société.

La Commission n'a pas voulu adopter non plus la proposition faite par la Délégation de Colombie de répartir proportionnellement les juges parmi les différents continents. La Com-

fidence felt in it by all countries. Should it not be adopted, the Asiatic countries might feel their interests were not adequately represented, and that the Council was solely a Western institution. He considered that it should represent the whole world.

This method of distribution was eminently just. If the question were left entirely unregulated, it was possible that Members might combine in such a way as to cause all four Members to come from Europe or America. That would be against the best interests of the League.

The most important duty of the Council was the maintenance of world peace, and for that end the co-operation of all parts of the world was necessary. He did not think that this method of distribution would restrict the Assembly in its selection. Article 4 of the Covenant contemplated that there should be the wisest and fairest selection possible. His proposal was not a restriction of the Assembly's discretion, but a wise and far-sighted exercise of that discretion.

M. STRUYCKEN (Netherlands) said that the majority of the members of the Sub-Committee could not agree with Mr. Wellington Koo's conclusions. The system that the latter had proposed was too rigid and artificial. It was indeed desirable that different ideas prevalent in different parts of the world should be represented on the Council, but the spirit of fair play which the Assembly had already shown in its election of the six Vice-Presidents should be allowed full scope.

SIR REGINALD BLANKENBERG and M. ESCALANTE (Venezuela) supported the Chinese proposal, and suggested that it should be tried for one year.

SIR SAIYID ALI IMAM (India) hoped that the proposal would be carried, as confidence in the League had been shaken by the manner in which the Governing Body of the International Labour Organisation on which Europe held twenty out of twenty-four had been selected.

Mr. WELLINGTON KOO (China) said that his proposal was only intended to apply to the elections of this year, and was therefore not a rigid one. On the vote being taken, Mr. Wellington Koo's proposal was carried by 13 votes to 12.

After a discussion as to how far the Resolutions passed by the Committee could properly be considered to deal with matters of procedure, it was decided by a majority that Resolution 4 should be adopted and should apply to the Resolution carried by Mr. Wellington Koo as well as to the other three Resolutions.

IV. MEETINGS OF COMMITTEE No. 3.

Thursday, 9th December.

ADOPTION OF THE REPORT ON THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

Committee No. 3 adopted a Report on the Permanent Court of International Justice at a meeting held on December 9th. Certain articles, however, relating to the competence of the Court and to the proposal that special arrangements should be made for the hearing of labour and transit cases were reserved for further consideration, together with the question of the method whereby the Court should be set up.

Articles of the Report adopted on December 9th.

The following is a summary of the main decisions of the Committee as embodied in the Articles adopted on December 9th.

A proposal made by the Argentine Delegation to suppress the Permanent Court of Arbitration at the Hague has been rejected. It was thought that the Court of Arbitration would still play a part in certain international disputes more easily settled by arbitral decisions than by an award based on strict rules of law. It was further felt that it was not possible to abolish a Convention signed by several States which were not Members of the League.

A proposal of the Colombian Delegation, to the effect that Judges should be distributed between the different Continents in certain proportions was not adopted by the Committee, which felt that such a regulation would be too rigid and that it

mission a jugé ces dispositions trop rigides et les autres dispositions du projet les rendent d'ailleurs inutiles.

Certains membres de la Société ne sont pas signataires des conventions de La Haye, et par conséquent n'ont pas de représentation dans les groupes nationaux à la Cour permanente de La Haye qui préparent la liste des Juges à nommer à la Cour permanente de justice. Le Comité a décidé que les pays qui ne sont pas représentés dans les groupes nationaux auront le droit de désigner des candidats par l'entremise d'un groupe de représentants nommés à cet effet par leur gouvernement.

La Commission a modifié le texte de l'article concernant les incompatibilités. L'article est maintenant ainsi conçu: « Les Membres de la Cour ne pourront occuper aucun poste ni fonction politiques ou administratifs. »

La Commission a décidé que la Cour pourrait avoir le droit de se réunir ailleurs qu'à La Haye pour le règlement des questions relatives au Travail et au Transit.

La Commission a rejeté l'amendement de l'Argentine tendant à limiter le pouvoir qu'aurait la Cour à créer des précédents en matière juridique. La Commission est d'opinion que ce sera une des plus importantes tâches de la Cour de contribuer par sa jurisprudence à l'élaboration d'un Code international.

La Commission a examiné aussi très attentivement la question de la publicité à donner aux sessions de la Cour, et elle a décidé que les sessions secrètes seront toujours l'exception. On donne à la Cour le droit de siéger privément à son gré ou à la demande des parties en cause. La Commission a reconnu que la publicité était d'une importance capitale pour que la Cour et ses juges aient la confiance du public. Elle a également décidé que les membres dissidents de la Cour auront le droit de rendre publique leur opinion personnelle.

Vendredi, 10 décembre.

Après avoir entendu les explications de M. ALBERT THOMAS, Directeur du Bureau international du Travail, et du Jonkheer Loudon, Rapporteur de la Commission N° 2 pour les questions de Transit, la Commission N° 3 a approuvé, avec de légères modifications, les articles du projet de Cour permanente de Justice internationale qui traitent des questions de Travail et de Transit, et qui avaient été laissées en suspens à la séance d'avant-hier. La Commission a aussi adopté le chapitre concernant la compétence de la Cour, qui restait à étudier. On y a ajouté une disposition, d'après laquelle les membres de la Société seront libres d'accepter en en faisant la déclaration formelle, *inter se* et sous condition de réciprocité, la compétence obligatoire concernant toutes ou quelques-unes des sortes de différends suivants:

- 1° Interprétation d'un traité.
- 2° Toutes questions de droit international.
- 3° L'existence de tout fait qui, au cas de preuve, constitue une violation d'un engagement international.
- 4° La nature ou l'étendue des réparations à effectuer au cas de violation d'un engagement international.
- 5° Interprétation d'un jugement rendu par la Cour.

V. RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA COMMISSION N° 4.

Sur la proposition de M. Hanotaux, la Commission N° 4 a décidé, à l'une de ses premières séances, de nommer les délégués canadien et hollandais rapporteurs pour le budget et les questions financières de la Société. La plus importante question figurant à l'ordre du jour de la Commission, au cours de la semaine écoulée, a été la discussion détaillée du rapport rédigé par Sir Georges Foster et par M. Van Eysinga.

Le rapport montre que le pacte et le traité ne font pour ainsi dire pas d'allusion à l'organisation financière de la Société et que l'organisation existante repose sur de très maigres fondations. Le Conseil a pris récemment un certain nombre de décisions qui ont déjà été incorporées dans son règlement.

La Commission a été plus loin, elle a formulé un ensemble très complet de règles applicables à l'organisation financière du Secrétariat et du Bureau International du Travail.

Le premier paragraphe du rapport traite des deux premières périodes fiscales. Il se borne à récapituler le travail accompli et conclut que les décisions prises devraient être confirmées pendant ce laps de temps.

was unnecessary in view of the provisions actually contained in the scheme.

Certain Members of the League are not signatories of the Conventions of the Hague, and, therefore, have no national groups on the Permanent Court of the Hague which will prepare the list of candidates for nomination as Judges of the International Court of Justice. The Committee decided that countries not represented on the national groups shall be allowed to nominate candidates through a body consisting of persons appointed for this purpose by their Governments.

The Committee amended the text of the Article relating to incompatibilities. The text as amended will run: "Members of the Court may not hold any political or administrative office or post."

The Committee decided that the Court might have the power to meet in a place other than the Hague for the settlement of labour and transit questions.

The Committee decided not to adopt the Argentine amendment intended to limit the power of the Court to attribute the character of precedents to judicial decisions. The Committee considered it would be one of the Court's most important tasks to contribute through its jurisprudence to the development of International Law.

The Committee considered very carefully the question of the publicity of the sessions of the Court. The Committee decided that non-publicity should always be an exception. The Court is left with the power of holding a private session either at its discretion or upon the request of both the parties. It was felt by the Committee that publicity was of capital importance in winning for the Court and its Judges the confidence of the public. The Committee further decided that dissentient members of the Court should have the right to publish their individual opinions.

Friday, 10th December.

After hearing M. Albert THOMAS, Director of the International Labour Bureau, and the Jonkheer Loudon, Rapporteur of Committee No. 2, on Transit questions, Committee No 3 approved, with a slight modification, the Articles concerning Labour and Transit questions included in the plan for a Permanent Court of International Justice and reserved at Thursday's meeting.

The Committee likewise adopted the chapter on the competence of the Court, also reserved on Thursday. To this chapter was added a provision according to which it will be open to Members of the League to accept, by declaration, *inter se*, and on condition of reciprocity, compulsory jurisdiction concerning all or some of the following categories of disputes:

1. The interpretation of a treaty.
2. Any question of international law.
3. The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation.
4. The nature or extent of reparation to be made for the breach of an international obligation.
5. The interpretation of a sentence passed by the Court.

V. REPORT ON THE WORK OF COMMITTEE No. 4

At the suggestion of M. Hanotaux it was decided, at one of the first Meetings of Committee No. 4, to appoint the Canadian and Dutch Members Rapporteurs on the Budget and financial questions of the League. The most important item on the Agenda of the Committee during the past week has been the detailed discussion of the Report which was drawn up by Sir George Foster and M. Van Eysinga.

It is pointed out in the Report that the Covenant and the Treaty make practically no reference to the financial organisation of the League, and that all the structure which has been erected rested on very meagre foundations. A number of decisions were recently taken by the Council and are already incorporated in the Rules of Procedure of that body.

The Committee, however, went further and elaborated a set of rules dealing to the fullest extent with the financial organisation of the Secretariat and of the Labour Office.

The first paragraph of the Report refers to the first two fiscal periods. It merely recapitulates the work done, and concludes that the decisions taken during that period should be confirmed.

Le second paragraphe traite du budget de 1921 qui a été approuvé par le Conseil à Bruxelles et soumis à la première session de l'Assemblée. Il contient un certain nombre de recommandations et conclut en proposant qu'une enquête soit faite sur l'organisation du Secrétariat et du Bureau International du Travail, afin qu'il soit possible de soumettre à la prochaine session de l'Assemblée un rapport complet et distinct sur un certain nombre de questions qui n'ont pas pu être examinées, faute de temps. On y déclare enfin qu'on désire assurer à la Société une organisation aussi efficace et économique que possible, sans exprimer aucune opinion défavorable sur l'administration jusqu'à ce jour.

Le 3^{me} paragraphe du rapport contient un certain nombre de recommandations sur les budgets futurs. Une disposition prévoit que le budget du Bureau International du Travail correspondra aussi complètement que possible à celui du Secrétariat et sera soumis en même temps aux membres de la Société.

Le 4^{me} paragraphe se rapporte à la manière dont devraient se faire les dépenses. Il est déclaré qu'aucune dépense ne devrait avoir lieu sans un ordre du Secrétaire général ou d'un de ses adjoints et on recommande qu'un crédit ne puisse pas changer de destination sans une résolution spéciale du Conseil.

Les rapporteurs proposent au chapitre 5 que la vérification des comptes de la Société soit effectuée par les vérificateurs gouvernementaux, d'un état membre de la Société. Ils déclarent que de cette manière la vérification serait efficace et entièrement indépendante de l'organe qui nomme et paie le personnel.

On décide que la question de la répartition des dépenses de la Société des Nations doit être discutée séparément et aucune décision n'a encore été prise sur cette question.

La dernière partie du rapport comprend un certain nombre de résolutions qui résument les recommandations faites par le rapport. Ces résolutions ont été examinées et approuvées une à une et leur rédaction définitive sera très vraisemblablement adoptée à la séance d'aujourd'hui samedi, 11 décembre.

Dès que cette approbation sera obtenue, l'ensemble du document sera imprimé et communiqué aux membres de l'Assemblée, en vue de la discussion qui aura lieu la semaine prochaine, à l'une des séances de l'Assemblée.

VI. NOUVEAUX TÉLÉGRAMMES RELATIFS A L'ARMÉNIE.

1. Télégramme du Président Wilson.

Légation des Etats-Unis d'Amérique,
Berne, 8 décembre 1920.

A l'honorable Sir ERIC DRUMMOND,
Société des Nations,
Genève.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu cette après-midi un télégramme du Président des Etats-Unis me priant de vous transmettre ses remerciements pour votre message du 1 décembre.

Le Président apprécie hautement l'assurance contenue dans votre message, de l'appui moral que prêteront tous les membres de la Société aux tentatives de médiation entre les Arméniens et les Kémalistes.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma haute considération.

H. S. SMITH,
Secrétaire de la Légation.

2. Télégramme du Gouvernement du Honduras.

Au Président du Conseil de la Société des Nations,
Genève.

En me référant à votre courtois télégramme, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Honduras plaignant l'horrible tragédie arménienne offre dès maintenant son appui moral pour toute résolution de la Société des Nations, ou de son Conseil, tendant à y mettre un terme.

Le Ministre des Affaires étrangères
du Honduras.

The second paragraph deals with the 1921 Budget which was approved by the Council at Brussels and submitted to the First Session of the Assembly. It makes a certain number of minor recommendations and concludes by proposing that an enquiry be made into the organisation of the Secretariat and the International Labour Office in order to make it possible to lay before the Second Meeting of the Assembly a full and independent Report, regarding a number of questions which they have not been able to examine owing to lack of time. It states that they wish to secure for the League as effective and economical an organisation as possible without expressing any unfavourable opinion as to the administration up to the present time.

Paragraph 3 of the Report makes a certain number of recommendations regarding future Budgets. Provision is made for the Budget of the International Labour Office to correspond as closely as possible to that of the Secretariat and for it to be submitted at the same time to the Members of the League.

Paragraph 4 refers to the manner in which the expenditure should be effected. It states that no expenditure should be incurred except upon an order of the Secretary-General or of one of his deputies, and it recommends that transfers from one appropriation to another be prohibited unless a special resolution of the Council is passed to that effect.

The Rapporteurs propose in paragraph 5 that the audit of the League be effected by the Government auditors of a State Member of the League. This, they maintain, would ensure an efficient audit and one entirely independent of the Body which appoints and pays the staff.

It was decided that the subject of the allocation of the expenses of the League of Nations should be discussed separately from the rest of the Report and so far no decision has been taken on that question.

The last part of the Report contains a number of resolutions embodying the recommendations made in the Report. These resolutions were examined and approved one by one and the final draft will, in all likelihood, be adopted at the meeting held to-day, Saturday, December 11th.

As soon as this approval has been secured, the whole document will be printed and circulated to the Members of the Assembly in view of the discussion which will take place on the subject next week at one of the Assembly meetings.

VI. FURTHER TELEGRAMS RELATING TO ARMENIA.

1. Telegram from President Wilson.

Legation of the United States of America,
Berne, 8th December, 1920.

To the Honorable Sir Eric Drummond,
The League of Nations,
Geneva.
Excellency,

I have the honor to inform you that I am in receipt this afternoon of a telegram from the President of the United States requesting me to acknowledge with thanks your message of December first.

The President appreciates deeply your assurances that the efforts towards mediation between the Armenians and the Kemalists will receive the moral support of all the Members of the League of Nations.

Please accept, Excellency, the assurance of my high consideration.

For the Minister,
H. S. SMITH,
Secretary of Legation.

2. Telegram from the Government of Honduras.

To the President of the Council of the League of Nations,
Geneva.

Replying to your courteous telegram, I have the honour to inform you that the Government of Honduras, sympathising with the horrible tragedy of Armenia, offers its moral support from now onwards to every resolution of the League of Nations or of its Council tending to bring it to an end.

Minister for Foreign Affairs,
Honduras.

CONFÉRENCE DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT DE BARCELONE.

Si qu'il a déjà été annoncé dans le *Journal* d'hier, les délégations non représentées à la Commission d'Etude des Communications et du Transit sont priées de se faire représenter à la séance de cette Commission, qui se tiendra à 14 h. 30 à l'Hôtel National, en vue de donner et de recevoir toutes informations utiles relativement à leur participations à la Conférence Barcelone.

VIII. ERRATUM.

Dans le N° 23 du *Journal* à la page 191, ligne 30 de la version anglaise, lire "together with Members" au lieu de "together with eight Members".

IX. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A L'HOTEL DES DÉLÉGATIONS

le 10 décembre 1920.

A. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

N° 23 du *Journal*.

N° 21 des *Opinions de la Presse*.

N° 12 des *Procès-verbaux*.

Compte rendu sténographique provisoire de la 17^{me} séance plénière de l'Assemblée.

Document intitulé « Vers la Société des Nations » distribué par la Délégation argentine.

N° 20/48/197: Ordre du jour de la 18^{me} séance plénière de l'Assemblée.

N° 20/48/194: Langue internationale. — Projet de résolution.

N° 20/48/154: Explication détaillée du troisième budget.

N° 20/48/172a: Election des membres non permanents du Conseil. (Résolution adoptée par la Commission N° 1 et soumise à l'Assemblée).

N° 20/48/198: Projet de résolution de la Délégation du Chili sur la Commission technique d'hygiène.

Bureau International du Travail (Bulletin d'Information).

N° 20/48/196: Admission de l'Albanie dans la Société des Nations (Proposition de Lord Robert Cecil et de la Délégation de l'Afrique du Sud).

N° 20/48/176: Admission de nouveaux membres dans la Société: Costa-Rica (Rapport présenté par la Commission N° 5 de l'Assemblée).

N° 20/48/180: Admission de nouveaux membres: Ukraine (Rapport présenté par la Commission N° 5 à l'Assemblée).

N° 20/48/177: Admission de nouveaux membres: Finlande (Rapport présenté par la Commission N° 5 à l'Assemblée).

N° 20/48/179: Admission de nouveaux membres: Luxembourg (Rapport présenté par la Commission N° 5 à l'Assemblée).

N° 20/48/173: Admission de nouveaux membres: Albanie (Rapport présenté par la Commission N° 5 à l'Assemblée).

N° 20/48/120: Etablissement d'une organisation internationale d'Hygiène et de Démographie dans la Société des Nations (Propositions de la Délégation argentine).

N° 20/4/430: Différend lithuano-polonais: Contingent international à envoyer à Vilna (Lettre de M. Caclamanos).

N° 20/4/436: Différend lithuano-polonais: Lettre de M. Woldemar.

B. — DOCUMENTS DES COMMISSIONS.

Commission No. 1.

N° M20/61/7: Procès-verbal de la 7^{me} Séance.

N° M20/61/8: Procès-verbal de la 8^{me} Séance.

Commission No. 2.

N° M20/62/10: Procès-verbal de la 10^{me} séance.

Commission No. 3.

N° M20/63/5: Annexe 35 à l'article 33 (Alternative).

Commission No. 4.

N° M20/64/9: Procès-verbal de la 9^{me} séance.

Commission No. 6.

N° M.20/66a/5/1: (Armements) Proposition soumise par M. Lange.

VII. CONFERENCE ON COMMUNICATION AND TRANSIT AT BARCELONA.

As has already been announced in the *Journal* of yesterday, delegations not represented on the Commissions of Enquiry into Communications and Transit are asked to send representatives to this Commission which is being held at 2.30 p.m., at the Hôtel National, in order to give and obtain all useful information relating to the part they will take in the Conference at Barcelona.

VIII. ERRATUM.

In *Journal* No. 23, page 191, line 30, the English text should read "together with members" and not "together with eight Members."

IX. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED AT THE HOTEL DES DÉLÉGATIONS.

10th December, 1920.

A. — GENERAL DOCUMENTS.

Journal No. 23.

Press Opinion No. 21.

Procès-verbal No. 12.

Provisional Verbatim Record of the 17th Plenary Meeting of the Assembly.

Document entitled "Towards the Society of Nations", distributed by the Argentine Delegation.

20/48/197. — Agenda for the 18th Plenary Meeting of the Assembly.

20/48/194. — International Language: Draft resolution.

20/48/154. — Detailed explanation of the Third Budget.

20/48/172a. — Election of non-permanent Members of the Council (Resolution adopted by Committee No. 1, and submitted to the Assembly).

20/48/198. — Resolution on the composition of the permanent Health Committee proposed by the Chilean Delegation.

International Labour Bureau (Bulletin d'information).

20/48/196. — Admission of Albania to the League of Nations (Motion proposed by Lord Robert Cecil and the South African Delegation).

20/48/176. — Admission of new Members to the League of Nations: Costa Rica (Report presented by Committee No. 5 to the Assembly).

20/48/180. — Admission of new Members to the League of Nations: Ukraine (Report presented by Committee No. 5 to the Assembly).

20/48/177. — Admission of new Members to the League of Nations: Finland (Report presented by Committee No. 5 to the Assembly).

20/48/179. — Admission of new Members to the League of Nations: Luxembourg (Report presented by the Committee No. 5 to the Assembly).

20/48/173. — Admission of new Members to the League of Nations: Albania (Report presented by Committee No. 5 to the Assembly).

20/48/120. — Establishment of an International Organisation of Health and Demography within the League of Nations. (Proposals by the Argentine Delegation).

20/4/430. — Dispute between Lithuania and Poland: International force to be sent to Vilna (Letter from M. Caclamanos).

20/4/436. — Dispute between Poland and Lithuania (Letter from M. Woldemar).

B. — COMMITTEE DOCUMENTS.

Committee No. 1.

M20/61/7. — Procès-Verbal of the 7th Meeting.

M20/61/8. — Procès-Verbal of the 8th Meeting.

Committee No. 2.

M20/62/10. — Procès-verbal of the 10th Meeting.

Committee No. 3.

M20/63/5. — Annex 35, Article 33 alternative.

Committee No. 4.

M20/64/9. — Procès-verbal of the 9th Meeting.

Committee No. 6.

M20/66a/5/1. — (Armaments.) Proposal submitted by M. Lange.

JOURNAL

DE LA
DEUXIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1921

OF THE
SECOND ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1921

N° 2. — 6 SEPTEMBRE 1921.

No. 2. — 6th SEPTEMBER, 1921.

SOMMAIRE :

| | Pages |
|--|-------|
| I. Programme des séances | 19 |
| II. Première séance plénière de l'Assemblée | 19 |
| III. Deuxième séance plénière de l'Assemblée | 20 |
| IV. Message de l'Union des associations internationales à la Société des Nations | 22 |
| V. Service téléphonique entre Genève et les capitales des pays environnants | 22 |
| VI. Liste des documents distribués lundi 5 septembre 1921 | 22 |

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Il y aura séance plénière de l'Assemblée, aujourd'hui (mardi) à 10 h. 30.

La discussion portera sur l'ordre du jour provisoire.

II. PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE.

*Salle de la Réformation, lundi 5 septembre 1921,
à 11 heures du matin.*

Ouverture de la Séance.

La séance est ouverte sous la présidence provisoire de M. Wellington Koo, Président du Conseil en exercice.

M. WELLINGTON KOO adresse un souhait particulier de bienvenue aux délégués des nouveaux Membres de la Société. La première Assemblée se composait de 41 délégations. La seconde Assemblée en comprend 48, ce qui montre combien la Société a gagné en autorité et les progrès qu'elle a fait vers l'universalité.

Il exprime le vif regret qu'a causé la mort de M. Hagerup, une des plus grandes figures de la première Assemblée.

La Société a accompli une œuvre considérable dans le domaine de la coopération internationale; elle a résolu des problèmes d'ordre technique et économique, tout en poursuivant son action humanitaire et sociale. Résumant brièvement les travaux de la Société au cours de l'année écoulée, le Président rappelle la Conférence du Transit de Barcelone, la Conférence relative à la déportation des femmes et des enfants, la Commission consultative du Trafic de l'opium, la Commission d'hygiène, la Commission économique et financière.

Le maintien de la paix et l'aplanissement des conflits internationaux, qui constituent la plus importante tâche qui

CONTENTS :

| | Page |
|--|------|
| I. Programme of Meetings | 19 |
| II. The First Plenary Meeting of the Assembly | 19 |
| III. The Second Plenary Meeting of the Assembly | 20 |
| IV. Message to the Assembly from the Union of International Associations | 22 |
| V. The Telephone Service between Geneva and the Capitals of the Countries adjacent | 22 |
| VI. List of Documents distributed on Monday, September 5th, 1921 | 22 |

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday) at 10.30 a.m.

The examination and adoption of the provisional agenda will be discussed.

II. FIRST PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation at 11 a.m. on Monday, September 5th, 1921.

Opening of the Meeting.

The proceedings were opened under the provisional chairmanship of Mr. Wellington Koo, Acting-President of the Council.

Mr. WELLINGTON KOO extended a special welcome to the delegates of the new Members of the League. The first Assembly had consisted of forty-one delegations; the second Assembly consisted of forty-eight. This was a measure of the progress towards universality and the growth in authority of the League.

He expressed profound regret for the loss of M. Hagerup, one of the greatest figures of the first Assembly.

The League had real achievements to record in the promotion of international co-operation, in the handling of technical and economic problems, and in the matters of humanitarian and social concern. Referring briefly to the work of the League during the last year, the President alluded to the Transit Conference at Barcelona, the Conference on the Traffic in Women and Children, the Advisory Committee on the Opium Traffic, the Health Committee, and the Economic and Financial Committee.

The League had made its influence felt in an increasing degree in the greatest task laid upon it by the Covenant, that

ni soit confiée par le Pacte, la Société a fait sentir toujours l'avantage son influence. Les précédents qu'elle a créés font espérer qu'elle pourra en faire état pour résoudre les cas qui se présenteront à l'avenir.

Depuis la dernière Assemblée, quatre conflits internationaux d'une grande importance politique ont été résolus par la Société des Nations, conformément à la procédure définie par le Pacte.

La deuxième Assemblée aura à nommer, au cours de la session qui commence, les juges de la Cour permanente de justice internationale, ce qui montre les progrès réalisés par la Société dans la conduite des affaires internationales.

En examinant les recommandations de la Commission des amendements, l'Assemblée aura l'occasion de montrer que la Société est par sa constitution en mesure d'évoluer conformément au développement politique du monde.

L'Assemblée aura aussi à s'occuper de la grande question du désarmement. Cette question ne comporte pas une action rapide, mais des bases ont été posées et des résultats d'une portée incalculable peuvent être obtenus sans retard.

Le Président déclare qu'il a acquis par expérience la conviction, en qualité de Membre du Conseil, que la Société des Nations ne tend en aucune façon à être un super-état ? Elle est une union de nations, destinée à prévenir la guerre, à faciliter les relations internationales et à augmenter le bien-être général de l'humanité.

Election d'un président.

L'élection du président de la deuxième Assemblée est renvoyée à la séance de l'après-midi.

Election d'une Commission chargée de vérifier les pouvoirs des délégués.

L'article 5 (3^{me} alinéa) du règlement intérieur prévoit la nomination d'une Commission pour la vérification des pouvoirs des délégués. M. da Cunha soumet une liste de huit candidats: savoir: M. Mensdorff (Autriche), M. Tang Tsai-Fou (Chine), M. de Peralta (Costa-Rica), M. de Aguero (Cuba), le Maharajah de Kutch (Inde), M. Rios (Uruguay), M. de Modzelewski (Pologne) et M. Yovanovitch (Etat Serbe-Croate-Slovene).

Après un vote à l'appel nominal, les huit candidats ont été nommés membres de la Commission.

La Commission a été chargée de rédiger un rapport à l'Assemblée pour la séance de l'après-midi.

III. DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE.

*Salle de la Réformation, Lundi 5 septembre 1921,
à 4 heures après midi.*

Election du Président.

Le Président en exercice informe l'Assemblée que, conformément à l'article 21 du règlement intérieur, il va être procédé à l'élection du président de la deuxième Assemblée. Il ajoute que des propositions de candidature peuvent être faites par les délégués parlant de leur place.

A la suite de cette suggestion, la Délégation britannique propose le nom du Jkr. van Karnebeek, et la Délégation roumaine celui de M. da Cunha.

M. RESTREPO (Colombie) objecte à cette procédure qu'en vertu de l'article 21 du règlement intérieur, toute décision concernant des personnes est prise au scrutin secret.

Sans suite d'un échange de vues, il est décidé par 25 voix

Le scrutin est immédiatement au vote au scrutin secret

M. ait au préalable de propositions de candidature.

M. du premier tour est le suivant:

M. Moutarnebeek (Pays-Bas) 19 voix.

M. Blanc (Brésil) 12 voix.

Trente-neuf (Ese) 4 voix.

ment, une majorité (guay) 4 voix.

ont pris part au vote. Selon le règlement, le vingt voix est nécessaire.

of making... and setting... It had... lay down precedent... confident... to build up its authority... the last meeting of the Assembly four international... in the front rank of political importance had been... by the League in accordance with the methods defined in the Covenant.

The second Assembly would during that session be asked to elect the judges of the Permanent Court of International Justice. This afforded a striking example of the progress made by the League as an instrument for facilitating the conduct of international business.

The Assembly would also deal with the recommendations of the Committee on Amendments, and would thus have an opportunity of demonstrating that the constitution of the League was capable of development in accordance with the political progress of the world.

The Assembly would deal also with the great question of disarmament. This was not a measure on which rapid action could be taken, but the foundations had been laid, and in due course something of incalculable importance might be accomplished.

The President said that his experience as a Member of the Council had satisfied him that the League was not assuming in any way the position of a super-State. It was a union of nations for the prevention of war, for the facilitating of international business, and for promoting the general welfare of mankind.

The Election of a President.

The election of a President of the second Assembly was postponed until the afternoon meeting.

The Election of a Committee to Report on the Credentials of the Delegates.

M. da Cunha proposed a list of eight candidates for election to the Committee on Credentials to be appointed under paragraph 3 of rule 5 of the Rules of Procedure: M. Mensdorff (Austria), M. Tang Tsai-Fou (China), M. de Peralta (Costa Rica), M. de Aguero (Cuba), the Maharajah of Kutch (India), M. Rios (Uruguay), M. de Modzelewski (Poland), and M. Yovanovitch (the Serb-Croat-Slovene State).

Upon a vote by a roll-call, the above eight candidates were declared elected members of the Committee.

The Committee was requested, if possible, to report to the Assembly at the afternoon meeting.

III. THE SECOND PLENARY MEETING.

*Held at the Salle de la Réformation at 4 p.m.
on Monday, September 5th, 1921.*

The Election of a President.

The acting President explained that the election of a President of the Second Assembly would take place by secret ballot under rule 21 of the Rules of Procedure. He added that candidates for election might be nominated by delegates rising in their places.

Upon this suggestion the British delegation proposed the name of Jonkheer van Karnebeek and the Roumanian delegation the name of M. da Cunha.

M. RESTREPO (Colombia) objected that under rule 21 of the Rules of Procedure decisions in regard to individuals should be taken by secret ballot.

After some discussion it was decided by 25 votes to 1 to proceed to an immediate vote by secret ballot, without previous nominations from the floor.

The result of the first ballot was as follows:

M. van Karnebeek (Netherlands) 19 votes

M. da Cunha (Brazil) 12 "

M. Motta (Switzerland) 4 "

M. Blanco (Uruguay) 4 "

Thirty-nine States voted. Under the Rules of a majority of twenty votes was necessary.

and tour qu'il a fait. Il a été élu président par 21 voix. M. van Karnebeek (Pays-Bas) 21 voix. M. da Cunha (Brésil) 15 voix. Les huit Etats ont pris part au vote. Il y a eu un bulletin blanc et un bulletin portant le nom de M. Motta.

M. WELLINGTON KOO annonce que M. van Karnebeek est élu président et l'invite à prendre place au fauteuil présidentiel.

Discours du Président.

En prenant place au fauteuil présidentiel, M. VAN KARNEBEEK exprime sa reconnaissance et son émotion. Il voit dans son élection un hommage à son pays. Bien qu'il ne soit pas préparé à l'honneur qu'on vient de lui faire, il est à la disposition de l'Assemblée, à la bienveillante indulgence de laquelle il fait appel. L'Assemblée peut compter sur son dévouement et son zèle. Pour accomplir sa tâche il n'aura qu'à suivre l'exemple de son illustre prédécesseur. L'heure est venue de continuer l'œuvre si bien commencée par la première Assemblée. En terminant il fait des vœux pour le succès de la grande tentative qui a pour but de substituer au système de l'équilibre des forces, l'organisation juridique de l'humanité.

Vérification des pouvoirs des délégués.

M. DE AGUERO (Cuba) lit le rapport de la Commission chargée de vérifier les pleins pouvoirs des délégués à la deuxième Assemblée.

RAPPORT DE LA COMMISSION CHARGÉE DE VÉRIFIER LES PLEINS POUVOIRS DES DÉLÉGUÉS À LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

« La Commission, chargée par l'Assemblée de vérifier les pouvoirs des délégués, s'est réunie cet après-midi, à l'exception du Membre de Costa-Rica, à 2 heures 30, au Secrétariat de la Société des Nations et a examiné les documents qui lui ont été présentés par le Secrétaire général.

« La Commission a constaté que les pays suivants sont représentés par des délégués qui sont en possession des pleins pouvoirs officiels en due forme, soit des lettres de créance des Chefs d'Etat, soit des lettres, soit des télégrammes des Ministres respectifs des Affaires étrangères, annonçant la plupart l'arrivée des pleins pouvoirs autographes :

| | |
|-----------------------|------------------------------|
| L'Afrique du Sud, | Haïti, |
| l'Albanie, | l'Inde, |
| l'Australie, | Libéria, |
| l'Autriche, | le Luxembourg, |
| la Belgique, | la Norvège, |
| le Brésil, | la Nouvelle-Zélande. |
| l'Empire Britannique, | le Paraguay, |
| la Bulgarie, | les Pays-Bas, |
| le Canada, | la Perse, |
| le Chili, | la Pologne, |
| la Chine, | la Roumanie, |
| la Colombie, | l'Etat Serbe-Croate-Slovène, |
| le Costa-Rica, | le Siam, |
| Cuba, | la Suède, |
| le Danemark, | la Suisse, |
| l'Espagne, | la Tchéco-Slovaquie, |
| la Finlande, | l'Uruguay, |
| la France, | le Vénézuëla. |
| la Grèce, | |

« Il y a aussi la Bolivie, l'Italie, le Japon et le Portugal qui n'ont présenté que des lettres émanant de leurs représentants à l'étranger ou de représentants au Conseil de la Société des Nations, selon le cas.

« Bien que cette procédure ne soit pas la procédure habituellement suivie, la Commission considère que les représentants de ces Etats sont dûment accrédités.

« La Commission a constaté que les Etats suivants n'ont présenté aucun document concernant leur représentation à la deuxième Assemblée de la Société des Nations : l'Argentine, le Guatemala, Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, le Salvador.

L'Assemblée ne voit pas d'objection à ce que les délégués en attendant la régularisation de leurs pouvoirs et en attendant le rapport de la Commission, qui fournira un rapport définitif dans quelques jours.

A second ballot was accordingly taken with the following result :

| | |
|--------------------------------|----|
| M. van Karnebeek (Netherlands) | 21 |
| M. da Cunha (Brazil) | 15 |

Thirty-eight States voted. One voting paper was blank, and one vote was cast for M. Motta.

Mr. WELLINGTON KOO announced that M. van Karnebeek was elected President, and invited him to take the chair.

The Speech of the President.

M. VAN KARNEBEEK, on taking the chair, said he was glad and sensible of the honour he had received, which he regarded as a tribute to his country. Although he was unprepared for the honour which had just been accorded him, he was at the disposal of the Assembly, to whose indulgence and good-will he must appeal. The Assembly could count upon his zeal and devotion. In order to accomplish his task he would only have to follow the example of his distinguished predecessor. The moment had come to continue the work of the first Assembly, which had been so well started. In conclusion, he expressed an earnest desire for the success of the great effort which had for its object the substitution of law in place of force in the international affairs of mankind.

The Verification of Credentials.

M. DE AGUERO (Cuba) read the report of the Committee which had been appointed to verify the credentials of the delegates to the second Assembly.

REPORT OF THE COMMITTEE APPOINTED TO EXAMINE THE CREDENTIALS OF THE DELEGATES TO THE SECOND ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS.

«The Committee appointed by the Assembly to examine the credentials of the delegates met this afternoon (with the exception of the member for Costa Rica) at 2.30 p.m. at the headquarters of the League of Nations, and examined the documents submitted to it by the Secretary-General.

«The Committee ascertained that the following countries were represented by delegates in possession of official credentials in due form, consisting either of letters of recommendation from Heads of States, or of letters or of telegrams from the Foreign Ministers, in most cases to the effect that duly-signed full powers would arrive in due course :

| | |
|---------------------|-------------------------------|
| Albania, | India, |
| Australia, | Liberia, |
| Austria, | The Netherlands, |
| Belgium, | Luxemburg, |
| Brazil, | Norway, |
| The British Empire, | New Zealand, |
| Bulgaria, | Paraguay, |
| Canada, | Persia, |
| Chile, | Poland, |
| China, | Roumania, |
| Colombia, | The Serb-Croat-Slovene State, |
| Costa Rica, | Siam, |
| Cuba, | South Africa, |
| Czecho-Slovakia, | Spain, |
| Denmark, | Sweden, |
| Finland, | Switzerland, |
| France, | Uruguay, |
| Greece, | Venezuela. |
| Haïti, | |

«There were also present: Bolivia, Italy, Portugal and Japan, who only presented letters from their representatives abroad or from representatives on the Council of the League of Nations as the case might be.

«Although this procedure is not that usually followed, the Committee is of opinion that the ten representatives of these States are duly accredited.

«The Committee ascertained that the following States submitted no document regarding their representation at the Second Assembly of the League of Nations : The Argentine, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Peru, Salvador.

The Assembly saw no objection to delegates taking their seats pending the regularisation of their powers, and approved the report of the Committee. It was understood that the Committee would furnish a supplementary report within a few days.

qui soit confiée par le Pacte, la Société a fait sentir toujours davantage son influence. Les précédents qu'elle a créés font espérer qu'elle pourra en faire état pour résoudre les cas qui se présenteront à l'avenir.

Depuis la dernière Assemblée, quatre conflits internationaux d'une grande importance politique ont été résolus par la Société des Nations, conformément à la procédure définie par le Pacte.

La deuxième Assemblée aura à nommer, au cours de la session qui commence, les juges de la Cour permanente de justice internationale, ce qui montre les progrès réalisés par la Société dans la conduite des affaires internationales.

En examinant les recommandations de la Commission des amendements, l'Assemblée aura l'occasion de montrer que la Société est par sa constitution en mesure d'évoluer conformément au développement politique du monde.

L'Assemblée aura aussi à s'occuper de la grande question du désarmement. Cette question ne comporte pas une action rapide, mais des bases ont été posées et des résultats d'une portée incalculable peuvent être obtenus sans retard.

Le Président déclare qu'il a acquis par expérience la conviction, en qualité de Membre du Conseil, que la Société des Nations ne tend en aucune façon à être un super-état ? Elle est une union de nations, destinée à prévenir la guerre, à faciliter les relations internationales et à augmenter le bien-être général de l'humanité.

Election d'un président.

L'élection du président de la deuxième Assemblée est renvoyée à la séance de l'après-midi.

Election d'une Commission chargée de vérifier les pouvoirs des délégués.

L'article 5 (3^{me} alinéa) du règlement intérieur prévoit la nomination d'une Commission pour la vérification des pouvoirs des délégués. M. da Cunha soumet une liste de huit candidats : savoir : M. Mensdorff (Autriche), M. Tang Tsai-Fou (Chine), M. de Peralta (Costa-Rica), M. de Agüero (Cuba), le Maharajah de Kutch (Inde), M. Rios (Uruguay), M. de Modzelewski (Pologne) et M. Yovanovitch (Etat Serbe-Croate-Slovene).

Après un vote à l'appel nominal, les huit candidats ont été nommés membres de la Commission.

La Commission a été chargée de rédiger un rapport à l'Assemblée pour la séance de l'après-midi.

III. DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE.

*Salle de la Réformation, Lundi 5 septembre 1921,
à 4 heures après midi.*

Election du Président.

Le Président en exercice informe l'Assemblée que, conformément à l'article 21 du règlement intérieur, il va être procédé à l'élection du président de la deuxième Assemblée. Il ajoute que des propositions de candidature peuvent être faites par les délégués parlant de leur place.

A la suite de cette suggestion, la Délégation britannique propose le nom du Jkr. van Karnebeek, et la Délégation roumaine celui de M. da Cunha.

M. RESTREPO (Colombie) objecte à cette procédure qu'en vertu de l'article 21 du règlement intérieur, toute décision concernant des personnes est prise au scrutin secret.

A la suite d'un échange de vues, il est décidé par 25 voix contre 1 de procéder immédiatement au vote au scrutin secret sans qu'il y ait au préalable de propositions de candidature.

Le résultat du premier tour est le suivant :

| | |
|-----------------------------|----------|
| M. van Karnebeek (Pays-Bas) | 19 voix. |
| M. da Cunha (Brésil) | 12 voix. |
| M. Motta (Suisse) | 4 voix. |
| M. Blanco (Uruguay) | 4 voix. |

Trente-neuf Etats ont pris part au vote. Selon le règlement, une majorité de vingt voix est nécessaire.

of many... and setting... It had... lay down precedent... confident... to build up its authority... the last meeting of the Assembly four interna... in the front rank of political importance had been... by the League in accordance with the methods defined in the Covenant.

The second Assembly would during that session be asked to elect the judges of the Permanent Court of International Justice. This afforded a striking example of the progress made by the League as an instrument for facilitating the conduct of international business.

The Assembly would also deal with the recommendations of the Committee on Amendments, and would thus have an opportunity of demonstrating that the constitution of the League was capable of development in accordance with the political progress of the world.

The Assembly would deal also with the great question of disarmament. This was not a measure on which rapid action could be taken, but the foundations had been laid, and in due course something of incalculable importance might be accomplished.

The President said that his experience as a Member of the Council had satisfied him that the League was not assuming in any way the position of a super-State. It was a union of nations for the prevention of war, for the facilitating of international business, and for promoting the general welfare of mankind.

The Election of a President.

The election of a President of the second Assembly was postponed until the afternoon meeting.

The Election of a Committee to Report on the Credentials of the Delegates.

M. da Cunha proposed a list of eight candidates for election to the Committee on Credentials to be appointed under paragraph 3 of rule 5 of the Rules of Procedure: M. Mensdorff (Austria), M. Tang Tsai-Fou (China), M. de Peralta (Costa Rica), M. de Agüero (Cuba), the Maharajah of Kutch (India), M. Rios (Uruguay), M. de Modzelewski (Poland), and M. Yovanovitch (the Serb-Croat-Slovene State).

Upon a vote by a roll-call, the above eight candidates were declared elected members of the Committee.

The Committee was requested, if possible, to report to the Assembly at the afternoon meeting.

III. THE SECOND PLENARY MEETING.

*Held at the Salle de la Réformation at 4 p.m.
on Monday, September 5th, 1921.*

The Election of a President.

The acting President explained that the election of a President of the Second Assembly would take place by secret ballot under rule 21 of the Rules of Procedure. He added that candidates for election might be nominated by delegates rising in their places.

Upon this suggestion the British delegation proposed the name of Jonkheer van Karnebeek and the Roumanian delegation the name of M. da Cunha.

M. RESTREPO (Colombia) objected that under rule 21 of the Rules of Procedure decisions in regard to individuals should be taken by secret ballot.

After some discussion it was decided by 25 votes to 1 to proceed to an immediate vote by secret ballot, without previous nominations from the floor.

The result of the first ballot was as follows :

| | |
|--------------------------------|----------|
| M. van Karnebeek (Netherlands) | 19 votes |
| M. da Cunha (Brazil) | 12 " |
| M. Motta (Switzerland) | 4 " |
| M. Blanco (Uruguay) | 4 " |

Thirty-nine States voted. Under the Rules of a majority of twenty votes was necessary.

nd tour qu... itat sui-
 beek (Pays-Bas) 21 voix.
 na (Brésil) 15 voix.
 huit Etats ont pris part au vote. Il y a eu un bulletin
 et un bulletin portant le nom de M. Motta.

M. WELLINGTON KOO annonce que M. van Karnebeek est élu président et l'invite à prendre place au fauteuil présidentiel.

Discours du Président.

En prenant place au fauteuil présidentiel, M. VAN KARNEBEEK exprime sa reconnaissance et son émotion. Il voit dans son élection un hommage à son pays. Bien qu'il ne soit pas préparé à l'honneur qu'on vient de lui faire, il est à la disposition de l'Assemblée, à la bienveillante indulgence de laquelle il fait appel. L'Assemblée peut compter sur son dévouement et son zèle. Pour accomplir sa tâche il n'aura qu'à suivre l'exemple de son illustre prédécesseur. L'heure est venue de continuer l'œuvre si bien commencée par la première Assemblée. En terminant il fait des vœux pour le succès de la grande tentative qui a pour but de substituer au système de l'équilibre des forces, l'organisation juridique de l'humanité.

Vérification des pouvoirs des délégués.

M. DE AGUERO (Cuba) lit le rapport de la Commission chargée de vérifier les pleins pouvoirs des délégués à la deuxième Assemblée.

RAPPORT DE LA COMMISSION CHARGÉE DE VÉRIFIER LES PLEINS POUVOIRS DES DÉLÉGUÉS A LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

« La Commission, chargée par l'Assemblée de vérifier les pouvoirs des délégués, s'est réunie cet après-midi, à l'exception du Membre de Costa-Rica, à 2 heures 30, au Secrétariat de la Société des Nations et a examiné les documents qui lui ont été présentés par le Secrétaire général.

« La Commission a constaté que les pays suivants sont représentés par des délégués qui sont en possession des pleins pouvoirs officiels en due forme, soit des lettres de créance des Chefs d'Etat, soit des lettres, soit des télégrammes des Ministres respectifs des Affaires étrangères, annonçant la plupart l'arrivée des pleins pouvoirs autographes:

| | |
|-----------------------|------------------------------|
| L'Afrique du Sud, | Haïti, |
| l'Albanie, | l'Inde, |
| l'Australie, | Libéria, |
| l'Autriche, | le Luxembourg, |
| la Belgique, | la Norvège, |
| le Brésil, | la Nouvelle-Zélande. |
| l'Empire Britannique, | le Paraguay, |
| la Bulgarie, | les Pays-Bas, |
| le Canada, | la Perse, |
| le Chili, | la Pologne, |
| la Chine, | la Roumanie, |
| la Colombie, | l'Etat Serbe-Croate-Slovène, |
| le Costa-Rica, | le Siam, |
| Cuba, | la Suède, |
| le Danemark, | la Suisse, |
| l'Espagne, | la Tchéco-Slovaquie, |
| la Finlande, | l'Uruguay, |
| la France, | le Vénézuëla. |
| la Grèce, | |

« Il y a aussi la Bolivie, l'Italie, le Japon et le Portugal qui n'ont présenté que des lettres émanant de leurs représentants à l'étranger ou de représentants au Conseil de la Société des Nations, selon le cas.

« Bien que cette procédure ne soit pas la procédure habituellement suivie, la Commission considère que les représentants de ces Etats sont dûment accrédités.

« La Commission a constaté que les Etats suivants n'ont présenté aucun document concernant leur représentation à la deuxième Assemblée de la Société des Nations : l'Argentine, le Guatemala, Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, le Salvador.

L'Assemblée ne voit pas d'objection à ce que les délégués, en attendant la régularisation de leurs pouvoirs et en attendant le rapport de la Commission, qui fournira un rapport définitif dans quelques jours.

A second ballot was accordingly taken with the following result :

| | |
|--------------------------------|----------|
| M. van Karnebeek (Netherlands) | 21 votes |
| M. da Cunha (Brazil) | 15 |

Thirty-eight States voted. One voting paper was blank, and one vote was cast for M. Motta.

Mr. WELLINGTON KOO announced that M. van Karnebeek was elected President, and invited him to take the chair.

The Speech of the President.

M. VAN KARNEBEEK, on taking the chair, said he was grateful and sensible of the honour he had received, which he regarded as a tribute to his country. Although he was unprepared for the honour which had just been accorded him, he was at the disposal of the Assembly, to whose indulgence and good-will he must appeal. The Assembly could count upon his zeal and devotion. In order to accomplish his task he would only have to follow the example of his distinguished predecessor. The moment had come to continue the work of the first Assembly, which had been so well started. In conclusion, he expressed an earnest desire for the success of the great effort which had for its object the substitution of law in place of force in the international affairs of mankind.

The Verification of Credentials.

M. DE AGUERO (Cuba) read the report of the Committee which had been appointed to verify the credentials of the delegates to the second Assembly.

REPORT OF THE COMMITTEE APPOINTED TO EXAMINE THE CREDENTIALS OF THE DELEGATES TO THE SECOND ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS.

“The Committee appointed by the Assembly to examine the credentials of the delegates met this afternoon (with the exception of the member for Costa Rica) at 2.30 p.m. at the headquarters of the League of Nations, and examined the documents submitted to it by the Secretary-General.

“The Committee ascertained that the following countries were represented by delegates in possession of official credentials in due form, consisting either of letters of recommendation from Heads of States, or of letters or of telegrams from the Foreign Ministers, in most cases to the effect that duly-signed full powers would arrive in due course :

| | |
|---------------------|-------------------------------|
| Albania, | India, |
| Australia, | Liberia, |
| Austria, | The Netherlands, |
| Belgium, | Luxemburg, |
| Brazil, | Norway, |
| The British Empire, | New Zealand, |
| Bulgaria, | Paraguay, |
| Canada, | Persia, |
| Chile, | Poland, |
| China, | Roumania, |
| Colombia, | The Serb-Croat-Slovene State, |
| Costa Rica, | Siam, |
| Cuba, | South Africa, |
| Czecho-Slovakia, | Spain, |
| Denmark, | Sweden, |
| Finland, | Switzerland, |
| France, | Uruguay, |
| Greece, | Venezuela. |
| Haïti, | |

“There were also present: Bolivia, Italy, Portugal and Japan, who only presented letters from their representatives abroad or from representatives on the Council of the League of Nations, as the case might be.

“Although this procedure is not that usually followed, the Committee is of opinion that the ten representatives of the States are duly accredited.

“The Committee ascertained that the following countries submitted no document regarding their representation to the Second Assembly of the League of Nations : Argentina, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Peru, Salvador.”

The Assembly saw no objection to delegates making their seats pending the regularisation of their powers, and approved the report of the Committee. It was understood that the Committee would furnish a supplementary report within a few days.

Election des vice-présidents de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée comprend douze vice-présidents: six sont élus par l'Assemblée, les six autres sont les présidents des six Commissions de l'Assemblée.

M. BRANTING demande que, comme l'an passé, l'élection des six vice-présidents de l'Assemblée ne se fasse qu'après l'élection des six présidents des Commissions.

A la suite d'un échange de vues, il est procédé au vote sur la demande de M. Branting qui est approuvée par 22 voix contre 15. En conséquence, l'élection des vice-présidents de l'Assemblée est ajournée.

Ordre du jour.

Sur la proposition du Président, la discussion sur l'ordre du jour est renvoyée au lendemain et la séance levée à 17 h. 30.

IV. MESSAGE DE L'UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Le télégramme suivant a été reçu de M. Paul Otlet, Secrétaire général de l'Union des Associations internationales de Bruxelles, sous les auspices de laquelle a été tenue la deuxième session de l'Université internationale.

« Au moment de se séparer après une quinzaine qui réunit vingt-trois professeurs de douze pays et des étudiants auditeurs de quatorze pays, l'Assemblée de l'Université internationale exprime sa reconnaissance à la Société des Nations pour l'aide précieuse qu'elle lui a donnée. Elle se joint au Congrès du Travail intellectuel pour demander à l'Assemblée de Genève d'accueillir la proposition de l'Union des Associations internationales de voir établir au sein de la Société des Nations une organisation internationale du Travail intellectuel donnant aux intérêts de la science et de l'éducation une représentation analogue à celle déjà donnée aux intérêts du capital et du travail manuel.

« Pour le Conseil universitaire:

OTLET. »

V. SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE GENÈVE ET LES CAPITALES DES PAYS ENVIRONNANTS.

Pour faciliter les communications téléphoniques internationales des Délégations réunies à Genève à l'occasion de la seconde Assemblée de la Société des Nations, l'Administration téléphonique suisse a obtenu un droit de priorité pour toutes les conversations officielles demandées par les chefs de délégation pour la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Autriche.

En conséquence, les chefs de délégation, désireux de communiquer par téléphone avec leur Gouvernement ou avec leurs ambassades et légations situées dans les capitales voisines, sont priés de demander la communication en spécifiant qu'il s'agit d'une « communication d'Etat ». Ils pourront obtenir ces communications de n'importe quel poste téléphonique de Genève en déclarant leurs noms et qualités.

Les différents délégués, experts et secrétaires qui demandent des communications avec priorité au nom du chef de leur délégation, sont priés de mentionner les noms et qualités de ce dernier puisque c'est en son nom qu'ils font ces demandes.

LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS LUNDI 5 SEPTEMBRE 1921.

Officiel.

- A. 19. 1921 X. Budget de l'Organisation internationale du travail.
- A. 29. 1921 X. Règlement relatif à la gestion des finances de la Société.
- A. 26. 1921 X. Admission de la Hongrie dans la Société.
- C. L. 74. 1921 V. Cour permanente de justice internationale. Ratification par le Brésil du Protocole de Signature.

The Election of Vice-Presidents.

The Executive Committee of the Assembly consists of twelve vice-presidents, six elected by the Assembly and six acting as chairmen of the six Committees of the Assembly.

M. BRANTING asked that, as in the previous year, the election of the six vice-presidents of the Assembly should be held after the election of the six chairmen of Committees.

Following an exchange of views, a vote was taken on the proposal of M. Branting. M. Branting's proposal was approved by 22 votes to 15.

The election of the vice-presidents of the Assembly was therefore postponed.

The Adoption of the Agenda.

On the proposal of the President the discussion of the Agenda was deferred until the following day and the meeting rose at 5.30 p.m.

IV. MESSAGE TO THE ASSEMBLY FROM THE UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS.

The following telegram has been received from M. Paul Otlet, Secretary-General of the Union of International Associations in Brussels, under the auspices of which the second session of the International University was held.

« Assembly, Brussels, September 5th, 1921.
League of Nations, Geneva.

« At the moment of separating, after a fortnight during which 23 professors of 12 countries and students of 14 countries have met together, the Assembly of the International University expresses its gratitude to the League of Nations for the valuable help which the League has given to the University. It associates itself with the "Congrès du Travail intellectuel" in asking the Assembly at Geneva to accept the proposal of the Union of International Associations to the effect that there shall be established within the League of Nations an international organisation of intellectual work affording to the interests of science and education a representation similar to that already given to the interests of capital and manual labour.

« Signed on behalf of the Council of the University:
OTLET. »

V. THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN GENEVA AND THE CAPITALS OF COUNTRIES ADJACENT.

In order to facilitate international telephone communications on the part of the delegations assembled in Geneva for the second Assembly of the League of Nations, the Swiss telephone administration has obtained right of priority for all official conversations required by the heads of the delegations with France, Belgium, Great Britain, Italy and Austria.

The heads of delegations, therefore, who desire to communicate by telephone with their Governments or with their embassies or legations situated in the neighbouring capitals, are requested, when they ask for such communication, to specify that the communication in question is a "communication d'Etat." They will be able to obtain such communications from any telephone office in Geneva upon giving their names and qualifications.

Delegates, experts and secretaries who ask for a communication with priority on behalf of the head of their delegation, are asked to mention the names and qualifications of the latter, since they are making a request for communication in his name.

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED ON MONDAY, SEPTEMBER 5th, 1921.

Official Guide.

- A. 19 (a). 1921 X. International Labour Organisation. Financial Statement.
- A. 29. 1921 X. Regulations for the Administration of the Finances of the League.
- A. 26. 1921 X. Admission of Hungary to the League.
- C. L. 74. 1921 V. Permanent Court of International Justice. Ratification by Brazil of the Protocol of Signature.